

Le 7 août 2009

TELUS communique ses résultats du deuxième trimestre
Les résultats des mesures d'efficacité opérationnelle continuent à contrebalancer la diminution des produits d'exploitation

Vancouver, C.-B. – TELUS Corporation a annoncé des produits d'exploitation de 2,38 G\$ pour le deuxième trimestre de 2009, un recul de 22 M\$ comparativement au trimestre correspondant de 2008. Cette diminution de 1 % s'explique par la baisse persistante des produits d'exploitation liés à la transmission de la voix, laquelle est supérieure à la croissance des produits liés à la transmission des données. Le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA) consolidé a chuté de 5 %, surtout en raison de l'augmentation de 49 M\$ des coûts de restructuration liés aux mesures d'efficacité opérationnelle. Le BAIIA sous-jacent, excluant l'augmentation des coûts de restructuration et la capitalisation du régime de retraite à prestations déterminées, a affiché pour sa part une hausse de 34 M\$, soit de près de 4 %. Les charges d'exploitation ayant été réduites de 2 %, l'augmentation du BAIIA sous-jacent met en évidence les solides mesures de compression des coûts.

Au deuxième trimestre, le bénéfice net s'est établi à 244 M\$, et le bénéfice par action (BPA) s'est chiffré à 0,77 \$, en baisse respectivement de 9 % et de 7 %. Ces deux postes comprenaient des ajustements favorables liés à l'impôt sur le bénéfice de quelque 19 M\$, ou de 0,06 \$ l'action. En excluant ces ajustements, le bénéfice net et le BPA ont perdu respectivement 16 % et 14 %.

TELUS a augmenté de 122 M\$ ses dépenses en immobilisations pour financer la poursuite de la mise en place de services sans fil et filaires à large bande. Les flux de trésorerie disponibles ont donc enregistré un recul de 43 %, à 144 M\$ pour le trimestre, lequel s'explique aussi par l'augmentation des coûts de restructuration et de la capitalisation du régime de retraite.

FAITS SAILLANTS FINANCIERS

En millions de dollars canadiens, sauf les données par action (non vérifié)	Trimestre terminé le 30 juin		
	2009	2008	variation en %
Produits d'exploitation	2 377	2 399	(0,9)
Charges d'exploitation	1 451	1 477	(1,8)
Coûts de restructuration	53	4	—
BAIIA ⁽¹⁾	873	918	(4,9)
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	332	382	(13)
Bénéfice net ⁽²⁾	244	268	(9)
Bénéfice par action (BPA), de base ⁽²⁾	0,77	0,83	(7,2)
Rentrées liées aux activités d'exploitation	852	462	84
Dépenses en immobilisations	557	435	28
Flux de trésorerie disponibles ⁽³⁾	144	254	(43)

- (1) Le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA) correspond aux produits d'exploitation, déduction faite des charges d'exploitation et des coûts de restructuration. Se reporter à la section 11.1 du Rapport de gestion.
- (2) Le bénéfice net et le BPA pour le deuxième trimestre de 2009 comprenaient des ajustements liés aux impôts ayant eu une incidence favorable de 19 M\$, ou de 6 cents par action, comparativement à zéro pour la période correspondante de 2008.
- (3) Se reporter à la section 11.2 du Rapport de gestion.

« Les résultats du deuxième trimestre mettent encore en évidence les effets de la récession sur nos activités dans l'ouest et à la grandeur du pays », a déclaré Darren Entwistle, président et chef de la direction de TELUS. « Compte tenu du ralentissement de nos produits d'exploitation, les solides progrès réalisés dans le cadre de nos mesures d'efficacité opérationnelle nous ont permis d'atténuer les effets du contexte économique actuel et de bien positionner notre entreprise pour qu'elle affiche une performance accélérée dès que l'économie prendra du mieux. »

« Nous n'avons cessé d'améliorer le caractère concurrentiel des produits et services que nous offrons à nos clients, et le nombre d'abonnements à TELUS TV est resté élevé ce trimestre-ci », a ajouté M. Entwistle. « À ce service sur protocole Internet s'ajoute maintenant le service TELUS TV Satellite, inauguré commercialement en juillet partout en Colombie-Britannique et en Alberta. Ainsi, TELUS peut offrir des services groupés de divertissement à plus de 90 % des ménages. »

« Pendant le trimestre, la société a conclu une émission obligataire de 700 M\$ à un taux d'intérêt nominal intéressant auprès d'une vaste gamme d'acheteurs », a poursuivi Robert McFarlane, vice-président directeur et chef des finances de TELUS. « La réussite de cette émission a montré que les politiques financières de TELUS, cohérentes et à long terme, lui facilitent l'accès aux marchés financiers. »

« L'excellente position financière de TELUS lui permet de poursuivre prudemment ses investissements stratégiques en vue d'améliorer sa future position concurrentielle. Parmi nos initiatives dignes de mention, notons les importants investissements dans l'amélioration de nos réseaux à large bande et l'exécution d'importants contrats avec des clients commerciaux », a conclu M. McFarlane.

La Société a mis à jour ses prévisions annuelles visant l'ensemble de l'exercice 2009 pour tenir compte des incidences des mesures additionnelles d'efficacité opérationnelle sur les coûts de restructuration, de la récession au Canada, des revenus moyens par abonné aux services sans fil plus faibles que prévus pour TELUS et l'ensemble du secteur canadien et de nos prévisions les plus récentes. Entre 50 M\$ et 100 M\$ ont été retranchés à la fourchette des produits d'exploitation du secteur des services mobiles, et le BAIIA a lui aussi été revu à la baisse et se situe au bas de la fourchette initialement prévue. La fourchette des produits d'exploitation du secteur des services filaires est inchangée et celle du BAIIA est réduite et abaissée en raison de l'augmentation de 25 M\$ des coûts annuels estimés de restructuration. La fourchette du BPA de base se situe plutôt dans la marge supérieure, entre 3,35 \$ et 3,55 \$, tandis que le BPA de base déduction faite des ajustements fiscaux se situe maintenant entre 3,10 \$ et 3,30 \$. Consulter la section 9 du Rapport de gestion pour obtenir des renseignements détaillés, y compris les hypothèses révisées.

Le présent communiqué contient des énoncés portant sur des événements et des résultats financiers et d'exploitation futurs de TELUS qui sont de nature prospective. Par nature, les énoncés prospectifs obligent la société à formuler des hypothèses et ils sont soumis à des risques et à des incertitudes qui leur sont inhérents. Il existe un risque considérable que les énoncés prospectifs se révèlent inexacts. Les lecteurs ne doivent pas se fier indûment à ces déclarations puisque divers facteurs pourraient faire en sorte que les événements et les résultats futurs réels diffèrent grandement de ceux qui sont énoncés dans les déclarations prospectives. Par conséquent, le présent communiqué est assujéti à la limitation de responsabilité et est publié entièrement sous réserve des hypothèses (y compris les hypothèses visant les prévisions pour 2009), des réserves et des facteurs de risque (y compris ceux associés à la construction, à l'exploitation et au déploiement partagés du réseau national d'accès haute vitesse par paquets) mentionnés dans le Rapport de gestion faisant partie du rapport annuel 2008 et dans les rapports sur le premier et le deuxième trimestre de 2009. Sauf là où la loi l'exige, TELUS n'a ni l'intention ni l'obligation d'actualiser ou de modifier ses énoncés prospectifs et se réserve le droit de modifier, en tout temps et à sa seule discrétion, sa pratique actuelle relative à la mise à jour de ses prévisions annuelles.

FAITS SAILLANTS DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Services sans fil de TELUS

- Les produits d'exploitation externes ont progressé de 4 M\$, ou de 0,4 %, comparativement à la période correspondante de 2008, et atteint 1,1 G\$ au deuxième trimestre de 2009; les produits liés au réseau ont gagné 1,3 %, mais ont été fortement contrebalancés par une baisse des ventes d'équipement.
- Les produits tirés de la transmission de données sans fil ont augmenté de 58 M\$, ou de 37 %, grâce au passage vers les téléphones intelligents à fonctions complètes et aux clés Internet mobiles ainsi qu'au recours accru aux services de transmission de données tels que la messagerie et le réseautage personnel.
- Les PMAA (produits d'exploitation mensuels moyens par appareil d'abonné) se sont établis à 58,61 \$, en recul de 6,6 % par rapport au trimestre comparable de l'exercice précédent, quoiqu'en légère hausse comparativement au premier trimestre. En plein essor, les services de transmission des données ont représenté 20 % des PMAA et atteint 11,56 \$, alors que le recul des produits tirés des services de transmission de la voix s'est amplifié en raison de la réduction du nombre de minutes utilisées et de l'optimisation des contrats conclus par les consommateurs et les entreprises, de la baisse des produits du service axé sur les fonctions Mike, de la diminution des produits liés à l'itinérance depuis l'étranger et de l'augmentation des ventes du service Koodo.
- Le nombre net de nouveaux abonnés s'est établi à 111 000, une chute de 37 % comparativement à la période correspondante de 2008, mais plus du double du nombre de nouveaux abonnés au premier trimestre, qui était de 48 000. Le taux actuel de désabonnement au service Koodo, qui s'est stabilisé, a contribué à cette baisse alors qu'il y a un an, le nombre de désabonnements était minime puisque ce service venait d'être lancé. Les ajouts nets d'abonnés aux services postpayés ont atteint 95 000, ce qui représente 86 % du nombre total des ajouts nets.
- Le taux de désabonnement regroupé mensuel est passé de 1,43 % il y a un an à 1,55 %, ce qui s'explique par l'abandon de nos services par des consommateurs touchés par la mauvaise conjoncture économique, par le faible taux de désabonnement au service Koodo au cours de l'année précédente puisque ce service venait d'être lancé en mars 2008, et par l'intensité du marketing de la concurrence.
- La hausse de 1,9 % du BAIIA, qui atteint 493 M\$, s'explique par l'augmentation des produits d'exploitation liés au réseau et par la diminution des coûts d'acquisition, partiellement annulées par l'augmentation des coûts de rétention et par celle des frais associés à aux créances douteuses.
- Les coûts d'acquisition par ajout brut d'abonnés ont fléchi de 9,1 % en glissement annuel et s'établissent à 311 \$ grâce à la diminution des frais de publicité et de promotions ainsi que de commissions, partiellement contrebalancée par les rabais plus élevés sur les téléphones intelligents.

- Le flux de trésorerie simple (BAIIA, déduction faite des dépenses en immobilisations) a reculé de 66 M\$ et s'est établi à 304 M\$ pour le trimestre en raison de dépenses en immobilisations plus élevées pour soutenir la construction du réseau HSPA de prochaine génération.

Services filaires de TELUS

- Au deuxième trimestre de 2009, les produits d'exploitation externes ont diminué de 26 M\$, ou 2,1 %, par rapport à la période correspondante de 2008, et se chiffrent à 1,2 G\$ en raison de la baisse des produits tirés des services locaux et interurbains de transmission de la voix.
- Les produits tirés des services de transmission de données ont augmenté de 8 M\$, ou de 1,5 %, grâce surtout à l'augmentation du nombre d'abonnés à TELUS TV et à celle des produits liés à la diffusion et aux vidéoconférences.
- Le nombre de nouveaux abonnés à Internet haute vitesse TELUS s'est chiffré à 3 000, une diminution de 21 000 comparativement à il y a un an. La maturation du marché et la réduction des activités de promotion expliquent cette perte de part du marché au profit des câblodistributeurs.
- Le nombre net de nouveaux abonnés à TELUS TV s'est établi à 17 000, en hausse de 70 % comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent, grâce à l'amélioration de la couverture à large bande et à une intensification des efforts de marketing.
- Le nombre de lignes d'accès au réseau a diminué de 51 000 au cours du trimestre et s'établit à 4,14 millions, en recul de 4,2 % par rapport à l'exercice précédent. La perte de 41 000 lignes d'accès résidentielles au réseau représente une amélioration par rapport à l'exercice précédent grâce à un travail plus efficace de reconquête des clients, aux avantages tirés du regroupement des services, y compris TELUS TV, et au ralentissement de l'expansion de la couverture de la téléphonie numérique de nos concurrents de la câblodistribution. Des facteurs économiques et concurrentiels expliquent la diminution du nombre de lignes commerciales d'accès au réseau dans l'ouest du Canada.
- Le BAIIA, qui se chiffre à 380 M\$, a diminué de 12 % en raison surtout des coûts élevés de restructuration et de la capitalisation du régime de retraite. Le BAIIA excluant les frais de restructuration et la capitalisation du régime de retraite a gagné 4,8 % grâce à de solides mesures de compression des coûts, qui ont permis de réduire les charges d'exploitation de 2 % comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent.
- Le flux de trésorerie simple (BAIIA déduction faite des dépenses en immobilisations) a diminué de 101 M\$ ce trimestre, s'établissant à 12 M\$, en raison du recul du BAIIA et de l'augmentation des dépenses en immobilisations, liées principalement à la poursuite des améliorations apportées au réseau à large bande.

FAITS NOUVEAUX CONCERNANT L'ENTREPRISE

Mise à jour sur l'efficacité opérationnelle

L'attention portée par TELUS à son programme d'efficacité opérationnelle ne s'est pas démentie au deuxième trimestre, et toute une série de mesures ont porté sur la réduction du personnel, la rationalisation des frais liés aux fournisseurs externes, la simplification des processus et la mise hors service de produits peu rentables, la mise à profit de l'impartition de certains processus commerciaux et la réduction des dépenses dans l'ensemble de l'entreprise.

Au cours du deuxième trimestre de 2009, le nombre d'employés équivalents temps plein a diminué de quelque 300, ce qui porte le total de postes abolis à environ 1 500 depuis le 31 décembre 2008. Sur le plan national, environ 400 postes ont été abolis au deuxième trimestre dans le cadre de mesures d'efficacité opérationnelle, portant ainsi à 900 le nombre total de postes abolis au pays au cours du premier semestre de 2009. Dans les services d'impartition de processus administratifs de TELUS International, les fluctuations saisonnières ont entraîné une augmentation de 100 employés au deuxième trimestre et une réduction de 600 employés pour l'ensemble du premier trimestre de 2009.

Ces mesures d'efficacité opérationnelle ont entraîné une augmentation de 49 M\$ des coûts de restructuration, qui se chiffrent donc à 53 M\$ au deuxième trimestre. Pour le premier semestre de 2009, les coûts de restructuration ont atteint 81 M\$ comparativement à 11 M\$ pour la période correspondante de 2008. On s'attend à ce que ces coûts atteignent environ 150 M\$ pour l'ensemble de 2009 (59 M\$ en 2008), soit une augmentation de 25 M\$ par rapport aux quelque 125 M\$ précédemment prévus par TELUS pour son exercice 2009.

TELUS émet pour 500 M\$ de billets à long terme

En mai, TELUS a émis des billets en dollars canadiens échéant dans cinq ans pour un produit d'environ 700 M\$. Le produit net de l'émission de ces billets de série CF échéant le 15 mai 2014 a servi à financer les affaires courantes de l'entreprise, y compris le remboursement des montants empruntés au titre de la facilité de crédit de 2007 ainsi que des papiers commerciaux en circulation. Un exposé et des réunions avec des investisseurs dans les titres d'emprunt, à l'occasion d'une importante conférence sur les produits à revenu fixe, tenue à Toronto, ont précédé cette opération. L'intérêt du coupon, soit 4,95 %, est d'un pour cent inférieur à celui de l'émission d'avril 2008. Ces titres ont fait l'objet d'une forte demande, ont été largement distribués par les investisseurs, existants comme nouveaux, et achetés par plus de 70 institutions.

TELUS inaugure la télévision par satellite dans l'Ouest canadien

Le service TELUS TV Satellite, inauguré commercialement fin juin en Colombie-Britannique et en Alberta, s'ajoute à la gamme de produits de divertissement de plus en plus complète de TELUS, laquelle comprend le service de télévision numérique novateur et original fourni sur le réseau filaire à large bande de TELUS, TELUS TV sans fil sur téléphone mobile, TELUS radio sans fil et TELUS musique sans fil. Ce service satellitaire représente un complément à l'expansion continue du service de télévision sur protocole Internet de TELUS et consolide la gamme de produits et de services offerts concurrentiels en Colombie-Britannique et en Alberta, qui atteint maintenant plus de 90 % des foyers.

Le regroupement de TELUS TV à Internet, à la téléphonie résidentielle ou aux services interurbains simplifie la vie des clients tout en leur permettant d'économiser et a une incidence positive sur la vente d'autres produits, le taux de désabonnement et la rétention. TELUS TV Satellite est un service exclusivement numérique qui comprend des fonctions comme l'afficheur à l'écran et plus de 500 chaînes numériques, dont plus de 80 en haute définition. Tout comme dans le cas des abonnés aux services de télévision TELUS tout numérique, les clients de TELUS TV Satellite peuvent personnaliser leur expérience télévisuelle grâce à des forfaits thématiques (p. ex., actualités, sports, famille), aux chaînes internationales et aux ensembles supérieurs consacrés aux sports ou aux films, dont les dernières superproductions.

Complément au contrat des dossiers de santé électroniques de TELUS avec l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Fin mai, TELUS annonçait un complément de 31,5 M\$ à son contrat avec l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal pour accélérer et étendre la mise en œuvre de la solution de dossier de santé électronique Oacis aux établissements de soins de santé de toute la région. Oacis est un système d'information clinique électronique jumelé à une solution d'imagerie documentaire qui convertit les dossiers sur papier pour les intégrer à un dossier patient électronique unifié. Montréal est l'une des premières régions au Canada à mettre en œuvre un système de dossiers de santé électroniques normalisés dans tous les points de service, c'est-à-dire dans 89 hôpitaux, centres de santé et de services sociaux (CSSS), centres d'hébergement et autres établissements publics de même que dans les groupes de médecine familiale, les cliniques-réseau et les cliniques-réseau intégrées de la région.

Le Centre de santé et de services sociaux de la Pointe-de-l'Île, de Montréal, adopte la télésurveillance des patients de TELUS

Dès septembre, la solution de télésurveillance de TELUS sera fournie à quelque 500 patients du Centre de santé et de services sociaux de la Pointe-de-l'Île de Montréal. Ainsi, ces patients pourront exercer un plus grand contrôle, depuis leur propre domicile, sur la gestion de leur état de santé. Ce projet de cinq ans a comme objectif d'améliorer les services aux patients tout en réduisant le nombre d'hospitalisations et de visites aux urgences. Chaque patient recevra un terminal tactile et des appareils médicaux qui lui permettront de recueillir et de transmettre à son équipe de soins de santé des données de base depuis son domicile. L'équipe de cliniciens, composée de professionnels multidisciplinaires dans divers sites, surveillera, interprétera et analysera les données reçues de chaque patient et coordonnera les mesures appropriées grâce aux fonctions d'acheminement du travail et de notes cliniques de la solution de télésurveillance des patients.

Permettre aux enfants malades de l'est de l'Ontario et de l'ouest du Québec de garder le contact

TELUS et la Kids' Health Links Foundation ont lancé Upopolis.com au Centre hospitalier pour enfants de l'est de l'Ontario (CHEO). Upopolis, réseau social en ligne unique, permet aux jeunes patients hospitalisés de rester en contact avec leur famille et leurs amis. Le CHEO est le premier hôpital à offrir ce site de réseautage en français et en anglais pour répondre aux besoins de ses jeunes patients. Upopolis est maintenant offert dans quatre hôpitaux du pays.

TELUS lance trois nouveaux téléphones intelligents

En juillet, TELUS a lancé trois nouveaux téléphones intelligents, qui permettent aux voyageurs de rester connectés, d'être productifs et de se divertir où qu'ils soient. Le BlackBerry Tour 9630, avec la plateforme courriel dont la solidité et la fiabilité la rendent indispensable à de nombreux utilisateurs, donne accès au BlackBerry App World, site d'applications qui aident les utilisateurs à se divertir et à bien s'informer. Le HTC Touch Pro2 et le HTC Snap, avec plateforme mobile Windows 6.1, permettent à leurs utilisateurs de synchroniser leurs courriels, leurs contacts et leur calendrier au Courriel sans fil de TELUS et de naviguer sur le Web en HTML sur le réseau 3G de TELUS de même que pratiquement partout au monde grâce au service d'itinérance internationale de TELUS. Au deuxième trimestre, TELUS a aussi lancé le Mike Motorola Clutch i465, appareil équipé d'un clavier QWERTY complet, ce qui en fait un intéressant outil de productivité pour les petites et moyennes entreprises.

TELUS et Universal Music Canada offrent « un été en musique avec TELUS »

TELUS et Universal Music Canada s'associent pour offrir « un été en musique avec TELUS ». Les amateurs de musique qui téléchargent de la musique d'AKON, de Lady GaGa ou des Tragically Hip pourraient vivre une des trois expériences exceptionnelles offertes, soit passer du temps avec AKON, danser avec l'un des danseurs de Lady GaGa ou bloguer sur la route avec The Tragically Hip. TELUS a aussi présenté ses nouveaux tarifs de téléchargement de musique, soit 0,69 \$, 0,99 \$ ou 1,29 \$ par chanson et 9,99 \$ pour la plupart des albums.

PRIX ET RECONNAISSANCE

Le vice-président à la direction des ressources humaines de TELUS parmi les 40 meilleurs de moins de 40 ans

Josh Blair, vice-président à la direction, ressources humaines, TELUS, fait partie des *40 meilleurs de moins de 40 ans au Canada* en 2008. Il compte parmi l'un des 40 Canadiens honorés par les secteurs privé, public et sans but lucratif qui ont accumulé des réussites importantes avant l'âge de 40 ans. M. Blair et les autres lauréats ont été sélectionnés parmi plus de 1 100 candidats par un comité consultatif indépendant composé de 25 leaders de l'ensemble du pays. M. Blair est responsable de la stratégie de TELUS visant à attirer, à former et à fidéliser les meilleurs employés du secteur mondial des communications; à créer un des meilleurs lieux de travail au Canada et à

appuyer les 34 000 membres de l'équipe TELUS. Grâce à son leadership, TELUS a été nommée plus tôt cette année un des Meilleurs employeurs canadiens pour la diversité, honneur qui souligne les efforts soutenus de TELUS pour créer des lieux de travail diversifiés et inclusifs. En 2008, SkillSoft, chef de file international de la formation en ligne, a attribué à TELUS un prix d'excellence pour le leadership et l'intérêt dont l'entreprise a fait preuve pour la croissance et le perfectionnement professionnels de ses employés.

TELUS, une entreprise amie des arts

En juin, TELUS a reçu du Globe and Mail le prix « Business for the Arts » (les entreprises pour les arts) récompensant le programme d'entreprise le plus efficace. C'est Luminato, festival des arts et de la créativité de Toronto, qui a parrainé la candidature de TELUS. Cette mise en nomination fait suite à l'appui que l'entreprise a accordé à Luminato et à d'autres organisations du domaine des arts, notamment au Royal Conservatory of Music, au Soulpepper Theatre, à l'École nationale de ballet du Canada de même qu'à l'appui soutenu que les comités d'investissement communautaire de TELUS accordent aux organisations du domaine des arts partout au pays. Le prix sera officiellement remis en octobre au Musée des beaux-arts de l'Ontario.

McGill, le CHUM et TELUS couronnés au Concours des OCTAS

En mai, le Centre universitaire de santé McGill, le Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM) et TELUS ont remporté conjointement un prix dans le cadre du Concours des OCTAS pour leur projet Oacis. Ce prix souligne l'adoption de dossiers électroniques multilingues à McGill et au CHUM. Le projet Oacis constitue une première en Amérique du Nord. Ce prix souligne tout particulièrement la créativité et le dynamisme du projet de même que son exceptionnelle contribution à la croissance du secteur. Remis par Le Réseau Action TI, les prix OCTAS représentent la distinction la plus prestigieuse pour les projets en TI au Québec.

TELUS saluée comme un des lieux de travail les plus accommodants pour les mères de famille

En 2009, TELUS fait partie des 30 organisations et entreprises canadiennes inscrites à la première liste des Employeurs progressistes du Canada. La liste est composée de divers employeurs offrant souplesse, appui et programmes progressistes à leurs employés et aux membres de leur famille. La sélection de TELUS reconnaît ses programmes permettant à nombre de ses employés de travailler à la maison ou ailleurs, là où ils sont les plus efficaces, à ses avantages à la carte, à ses congés de maternité, à ses options de garderie, à ses congés et à Thirsty Muse, société de service offrant une aide aux gestionnaires occupés.

TELUS remporte quatre prix sur la responsabilité sociale

Selon le rapport 2009 sur la responsabilité sociale des entreprises de Jantzi-Maclean's (le « Jantzi-Maclean's Corporate Social Responsibility Report 2009 »), TELUS se classe parmi les « 50 entreprises les plus socialement responsables » au Canada. En Colombie-Britannique, TELUS a reçu le prix de la responsabilité sociale de la British Columbia Technology Industry Association ainsi qu'un prix de reconnaissance de Computers for Schools, organisation offrant un meilleur accès à la technologie informatique aux élèves de tous les âges, pour avoir donné plus de 2 000 ordinateurs en 2008. Le leadership de TELUS en matière de responsabilité sociale a aussi été salué. Enfin, TELUS a grimpé au huitième rang des meilleures entreprises citoyennes au Canada selon la liste annuelle dressée par Corporate Knights. Les critères permettant de faire partie de cette liste comprennent la qualité du régime de retraite, la diversité au sein du conseil d'administration et de la direction, l'équité de la paie du chef de la direction, la production de produits imposables et les pratiques environnementales.

INVESTISSEMENT COMMUNAUTAIRE ET APPUI

TELUS a maintenu les services en ligne et appuyé la population pendant les feux de forêt de Kelowna

Lorsque des feux de forêt ont forcé, le samedi 18 juillet et les jours suivants, l'évacuation de plus de 17 000 résidents de la vallée de l'Okanagan, TELUS a rapidement réagi en augmentant considérablement la capacité sans fil dans la région et en protégeant l'infrastructure de communication. Ces efforts, combinés aux messages d'intérêt public dans lesquels on demandait de réduire le nombre d'appels dans la région, ont fait en sorte que les pompiers, les policiers et le personnel affecté aux urgences ont eu à leur disposition les moyens de communication essentiels pour réagir. TELUS a aussi adopté un programme de dons dans le cadre duquel elle a demandé aux membres de son équipe et au public des articles de toilette et l'argent dont les évacués avaient besoin. L'entreprise a transporté ces fournitures vers les centres d'évacuation dans son propre avion et avec ses propres camions. TELUS a lancé cette campagne en donnant 2 500 trousseaux de confort, créés par les ambassadeurs communautaires de TELUS. La semaine suivante, des partenaires comme les Canucks de Vancouver, London Drugs, SkyTrain et Prospera Credit Union ont aussi participé à la cueillette d'articles de toilette et d'argent pour cette noble cause.

Journée du bénévolat de TELUS

Le 30 mai, plus de 9 000 employés et retraités de TELUS, accompagnés de leurs proches ou d'amis, ont répondu à l'appel et participé à la quatrième journée de bénévolat de TELUS. Partout au Canada pendant cette journée pas comme les autres, l'équipe TELUS s'est serré les coudes pour changer le cours des choses et a offert son temps et son énergie pour jeter les ponts avec son milieu. À cette fin, les bénévoles ont participé à quelque 175 activités communautaires. Ils ont ainsi rempli 1 000 sacs poubelles de déchets trouvés sur les rives de rivières, dans des parcs ou des champs, préparé 10 000 repas pour les sans-abri, trié 184 000 livres de nourriture dans des banques alimentaires, planté 8 700 arbres, utilisé plus de 300 litres de peinture sur divers projets et assemblé 12 000 trousseaux de fournitures scolaires pour les élèves des écoles défavorisées.

Le Comité d'investissement communautaire de TELUS à Ottawa présente trois nouveaux membres

En mai, le Comité d'investissement communautaire de TELUS à Ottawa a annoncé la nomination de trois nouveaux membres qui participeront à ses discussions sur le financement d'organismes caritatifs locaux. Michael Allen, président-directeur général, United Way / Centraide; le D^r Robert Cushman, président du Réseau local d'intégration des services de santé de Champlain et Vern White, chef du Service de police d'Ottawa, mettront leurs précieuses connaissances au service du Comité et à celui du financement d'organismes caritatifs.

TELUS et la Fondation de la recherche sur le diabète juvénile franchissent un autre pas vers la mise au point d'un traitement

La principale activité de financement de la Fondation de la recherche sur le diabète juvénile, la Marche pour la guérison du diabète de TELUS, s'est déroulée, en mai et juin, dans 75 villes au pays. Plus de 3 700 membres de l'équipe TELUS accompagnés de leurs proches ont participé à la Marche 2009 et recueilli quelque 400 000 \$. Plus de 45 000 Canadiens ont aussi marché et recueilli, ainsi, quelque 7 M\$. La Marche de TELUS a des effets positifs sur la vie des 240 000 Canadiens vivant avec le diabète de type 1 en finançant la recherche sur le traitement de cette maladie et en sensibilisant la population à cette cause. La Fondation de la recherche sur le diabète juvénile est le principal responsable de la sensibilisation au diabète de type 1 et la principale source de financement de la recherche sur cette maladie au monde.

TELUS fête les familles des militaires

En juin, quelque 1 500 personnes de l'équipe TELUS et membres de familles de militaires de la région d'Edmonton ont participé au gala Appuyons nos troupes, rassemblement d'appui aux Canadiens servant dans les forces armées, que ce soit au pays ou à l'étranger. Le gala

d'Edmonton était animé par l'ex-Chef d'état-major de la Défense, le général Rick Hillier, le président du Comité d'investissement communautaire de TELUS au Canada atlantique et l'équipe TELUS. On y a présenté le rôle essentiel joué partout dans le monde par ces héros de notre pays tout en célébrant le travail inlassable d'aide et de liaison abattu par le Centre de ressources pour les familles des militaires de la garnison d'Edmonton.

Le Skins mondial TELUS à Victoria

Victoria, en Colombie-Britannique, accueillera des golfeurs et des visiteurs du monde entier dans le cadre du Skins mondial TELUS au Bear Mountain Resort, les 21 et 22 juin 2010. Cinq des meilleurs golfeurs au monde, chacun représentant un pays différent, participeront au tournoi. La place qu'occupe le golf à Victoria et la marque TELUS seront ainsi présentées à des millions d'auditeurs au Canada et dans le monde entier. Dans le cadre de l'engagement de TELUS de « donner là où nous vivons » et de la longue tradition d'aide du tournoi aux organismes caritatifs locaux, TELUS et les organisateurs ont choisi de verser un don au programme d'appui à Jeneece Place de la The Queen Alexandra Foundation for Children. Jeneece Place espère améliorer la qualité de la vie des enfants malades de l'île de Vancouver et de leur famille. Pour obtenir de plus amples renseignements sur Jeneece Place, veuillez consulter le site jeneeceplace.org.

DÉCLARATION DE DIVIDENDE

Le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de quarante-sept cents et demi (0,475 \$ CA) par action sur les actions ordinaires émises et en circulation et de quarante-sept cents et demi (0,475 \$ CA) par action sur les actions sans droit de vote émises et en circulation de la société, payables le 1^{er} octobre 2009 aux détenteurs inscrits à la clôture des marchés le 10 septembre 2009.

Ce dividende trimestriel représente une augmentation de deux cents et demi (dix cents annualisée) ou de 5,6 % par rapport au dividende trimestriel de 0,45 \$ versé le 1^{er} octobre 2008.

- 30 -

Relations avec les médias :

Shawn Hall
604-697-8176
shawn.hall@telus.com

Relations avec les investisseurs :

Robert Mitchell
416-279-3219
ir@telus.com

Accès à l'information sur les résultats trimestriels

Les investisseurs, les représentants des médias et autres personnes intéressées peuvent consulter ce communiqué sur les résultats trimestriels ainsi que des diapositives sur ces résultats, des renseignements financiers supplémentaires et la version intégrale de notre rapport du premier trimestre 2009 sur notre site web à telus.com/investors (en anglais seulement).

Conférence téléphonique trimestrielle et présentation en webdiffusion

La conférence téléphonique trimestrielle de TELUS est fixée au vendredi 7 août 2009 à 11 h (HE) et comprendra un exposé sur nos résultats du deuxième trimestre. Par la suite, les analystes pourront poser leurs questions. Les parties intéressées peuvent avoir accès à la conférence en direct, en mode écoute seulement, à : telus.com/investors. La transcription de la conférence sera affichée sur le site Web pendant plusieurs jours ouvrables. En outre, un enregistrement sera accessible du 7 au 17 août 2009 à telus.com/investors ou par téléphone (1-403-205-4531 ou 1-877-245-4531, n° de réservation 895352#.)

TELUS

TELUS (T et T.A à la Bourse de Toronto; TU à la Bourse de New York) est l'une des plus importantes sociétés de télécommunications au Canada, grâce à des produits d'exploitation annuels de 9,7 milliards de dollars et à 11,8 millions de connexions clients, dont 6,3 millions d'abonnés à des services mobiles, 4,1 millions de lignes d'accès pour réseau filaire, 1,2 million d'abonnés à des services Internet et plus de 100 000 clients de TELUS TV. Dirigée depuis 2000 par Darren Entwistle, président et chef de la direction, TELUS offre une gamme complète de produits et de services de communication, notamment des services de transmission de données et de la voix, des services IP et des services vidéo et de divertissement. Poursuivant leur objectif consistant à donner dans les communautés, TELUS, les membres de l'équipe et les retraités ont versé 137 millions de dollars à de nombreux organismes caritatifs et sans but lucratif, et fait plus de 2,6 millions d'heures de bénévolat dans les communautés depuis 2000. En outre, TELUS a créé neuf comités d'investissement communautaire d'un bout à l'autre du pays, lesquels dirigent ses initiatives philanthropiques. Pour obtenir de plus amples renseignements sur TELUS, veuillez consulter le site telus.com

TELUS CORPORATION
Rapport de gestion
Deuxième trimestre de 2009

Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

Le présent document contient des énoncés prospectifs portant sur des événements et des résultats financiers et d'exploitation futurs de TELUS Corporation (« TELUS » ou la « société » et, dans les cas où le contexte de la description narrative le permet ou l'exige, ses filiales). De par leur nature, les énoncés prospectifs exigent de la part de la société qu'elle émette des hypothèses et ils peuvent faire l'objet de risques et d'incertitudes. Il existe un risque considérable que les hypothèses, les prédictions ou les autres énoncés prospectifs se révèlent inexacts. Les lecteurs sont ainsi mis en garde de ne pas se fier indûment à ces énoncés car un certain nombre de facteurs pourraient faire en sorte que les résultats, les conditions, les actions et les événements futurs réels diffèrent considérablement des objectifs, des attentes, des estimations ou des intentions exprimés dans les énoncés prospectifs. Sauf dans les cas exigés par la loi, la société n'a pas l'intention ni l'obligation de mettre à jour ou de réviser les énoncés prospectifs, et elle se réserve le droit de modifier, à tout moment et à son gré, sa pratique courante qui consiste à présenter des mises à jour de ses objectifs et de ses indications pour l'exercice. Les objectifs annuels, les indications révisées et les hypothèses connexes pour 2009 sont décrits à la rubrique 9, « Indications pour l'exercice 2009 ».

Les facteurs pouvant faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement de ceux prévus incluent, sans toutefois s'y limiter :

La concurrence (y compris davantage de concurrence au chapitre des tarifs et la probabilité que de nouveaux concurrents commencent à offrir des services mobiles vers la fin de 2009 et en 2010, par suite des enchères de licences de spectre relatives aux services sans fil évolués [les « SSFE »] tenues en 2008); la croissance et les fluctuations de l'économie (y compris la crise mondiale du crédit, la récession au Canada ainsi que le rendement et la capitalisation du régime de retraite et les charges afférentes); les dépenses en immobilisations (à la hausse en 2009 et possiblement à la hausse au cours des exercices ultérieurs en raison de la stratégie de déploiement des services de quatrième génération de la société et de toutes nouvelles enchères de licences de spectre effectuées par Industrie Canada); les exigences en matière de financement et d'endettement (y compris la capacité d'effectuer des refinancements et de financer les rachats d'actions); les questions fiscales (y compris la déchéance ou le report du paiement de montants importants d'impôts en espèces); les développements touchant les ressources humaines; l'intégration des activités et les réorganisations internes (y compris la capacité de mettre en œuvre avec succès les initiatives en matière de réduction des coûts); les progrès technologiques (y compris le recours à des systèmes et à la technologie de l'information, les options au chapitre des technologies liées à l'accès large bande et aux services mobiles ainsi que le choix des fournisseurs et la capacité de ces derniers à maintenir leurs gammes de produits et à offrir des services à leur égard, les nouvelles technologies et l'évolution de ces technologies de même que le passage à la technologie de quatrième génération, les avantages futurs prévus et le rendement des technologies sans fil HSPA [d'après l'anglais high speed packet access] et LTE [d'après l'anglais long-term evolution], la mise en œuvre fructueuse de l'entente visant la mise en place et le partage du réseau conclue avec Bell Canada afin d'assurer l'efficacité au chapitre des coûts et de réduire les risques liés au déploiement, le déploiement et l'exploitation fructueux de nouveaux réseaux mobiles ainsi que le lancement réussi de nouveaux produits, services et systèmes de soutien); les approbations réglementaires et les changements à la réglementation (y compris l'interprétation et la mise en application des règles concernant le partage des pylônes d'antennes et les services d'itinérance, la mise en place et l'incidence d'enchères de licences de spectre futures, l'examen des nouveaux médias et des pratiques de gestion du trafic Internet, les frais réglementaires qui visent les entreprises de distribution de radiodiffusion [les « EDR »] aux fins du versement aux radiodiffuseurs d'un montant compensatoire pour les signaux locaux, ainsi que les modifications possibles des restrictions à la propriété étrangère); les risques liés aux processus (y compris la conversion des systèmes existants et l'intégration du système de facturation, et la mise en œuvre de contrats d'entreprise d'envergure et complexes qui pourraient être touchés de façon défavorable par les ressources disponibles et par le niveau de collaboration d'autres fournisseurs de services); les développements touchant la santé, la sécurité et l'environnement; les litiges et les questions d'ordre juridique; les événements touchant la poursuite des activités (y compris les menaces provenant de l'activité humaine et les menaces naturelles); toutes acquisitions ou tous dessaisissements futurs; et les autres facteurs de risque dont il est question dans le présent document et qui sont mentionnés de temps à autre dans les rapports et dans les documents d'information publiés par TELUS, y compris son rapport annuel et sa notice annuelle, et dans d'autres documents déposés auprès des commissions des valeurs mobilières au Canada (sur le site SEDAR à l'adresse sedar.com) et aux États-Unis, y compris sur formulaire 40-F (sur le site EDGAR à l'adresse sec.gov).

Pour plus de détails, se reporter à la rubrique 10, « Risques et gestion des risques », du rapport de gestion annuel 2008 et du rapport de gestion du premier trimestre de 2009 de TELUS, ainsi qu'aux mises à jour présentées à la rubrique 10 du présent document.

Rapport de gestion

Le 7 août 2009

Le rapport qui suit constitue une analyse de la situation financière et des résultats d'exploitation consolidés de TELUS Corporation pour les trimestres et les semestres terminés les 30 juin 2009 et 2008, qui doit être lue conjointement avec les états financiers consolidés intermédiaires de TELUS. Ce rapport contient des données prospectives qui renvoient à la *mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant plus haut et qui doivent être lues conjointement avec celle-ci.

Les états financiers consolidés de TELUS ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus (les « PCGR ») du Canada, qui diffèrent à certains égards des PCGR des États-Unis. Se reporter à la note 21 des états financiers consolidés intermédiaires pour un sommaire des principales différences entre les PCGR du Canada et ceux des États-Unis dans la mesure où ils concernent TELUS. Les états financiers consolidés intermédiaires et le rapport de gestion ont été revus par le comité de vérification de TELUS et approuvés par le conseil d'administration de cette dernière. Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens.

Les états financiers consolidés de TELUS comprennent les comptes de la société et de toutes ses filiales, dont la principale est TELUS Communications Inc. (« TCI »). Actuellement, par l'intermédiaire de Société TELUS Communications et SOCIÉTÉ TÉLÉ-MOBILE, TCI comprend la presque totalité des activités de la société dans le secteur des services filaires et la totalité des activités dans le secteur des services mobiles.

TELUS présente certaines mesures non définies par les PCGR et fournit des indications à ce sujet parce qu'elles constituent des mesures auxquelles la direction a recours pour évaluer le rendement de la société et de ses unités et secteurs d'exploitation. Les mesures non définies par les PCGR servent aussi à déterminer si la société respecte les clauses restrictives de ses conventions d'emprunt et à gérer la structure du capital. Étant donné que les mesures non définies par les PCGR n'ont pas de signification normalisée, les règlements sur les valeurs mobilières exigent que ces mesures soient définies clairement et qu'elles fassent l'objet d'un rapprochement avec les mesures conformes aux PCGR les plus semblables. Pour plus de détails sur la définition, le calcul et le rapprochement des mesures non définies par les PCGR présentées dans les états consolidés, les lecteurs doivent se reporter à la *rubrique 11, « Rapprochement des mesures non définies par les PCGR et définition des indicateurs clés de l'exploitation »*.

Rapport de gestion

Rubrique	Description
1. Introduction	Résumé des résultats consolidés de TELUS pour le deuxième trimestre et le premier semestre de 2009.
2. Activités principales, vision et stratégie	Analyse des activités visant à soutenir les six impératifs stratégiques de TELUS.
3. Catalyseurs clés de rendement	Liste des priorités de la société pour 2009.
4. Capacités	Description des facteurs qui influent sur la capacité de mettre en œuvre les stratégies, de gérer les catalyseurs clés de rendement et d'obtenir des résultats.
5. Résultats d'exploitation	Analyse détaillée des résultats d'exploitation du deuxième trimestre et du premier semestre de 2009.
6. Évolution de la situation financière	Analyse des modifications apportées au bilan consolidé pour le semestre terminé le 30 juin 2009.
7. Situation de trésorerie et sources de financement	Analyse des flux de trésorerie, des liquidités, des facilités de crédit, ainsi que d'autres informations.
8. Estimations comptables critiques et faits nouveaux concernant les conventions comptables	Estimations comptables critiques aux fins de l'établissement des résultats financiers, et modifications de conventions comptables.
9. Indications pour l'exercice 2009	Indications révisées de TELUS pour l'exercice complet et hypothèses connexes.
10. Risques et gestion des risques	Mise à jour concernant certains risques et certaines incertitudes avec lesquels TELUS doit composer et méthodes qu'elle utilise pour assurer la gestion de ces risques.
11. Rapprochement des mesures non définies par les PCGR et définition des indicateurs clés de l'exploitation	Description, calcul et rapprochement de certaines mesures qu'utilise la direction.

1. Introduction

L'analyse fournie dans la présente rubrique est assujettie à la *mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début du rapport de gestion.

1.1 Importance relative de l'information à fournir

La direction décide si une information est importante ou non en jugeant si la décision d'un investisseur raisonnable d'acheter, de vendre ou de conserver des titres de la société pourrait être influencée ou modifiée si l'information était omise ou erronée.

1.2 Économie canadienne

En raison de l'incertitude économique et du resserrement des marchés du crédit à l'échelle mondiale, particulièrement au second semestre de 2008, l'économie canadienne est entrée en récession au quatrième trimestre de 2008. Dans son Rapport sur la politique monétaire daté du 23 juillet 2009, la Banque du Canada prévoit que l'économie canadienne se contractera de 2,3 % en 2009 pour ensuite progresser de 3,0 % en 2010 et de 3,5 % en 2011, et qu'elle atteindra son plein potentiel au milieu de 2011. Également selon la Banque du Canada, la croissance de l'économie canadienne devrait reprendre au troisième trimestre de 2009. Se reporter à l'analyse des risques avec lesquels TELUS doit composer présentée à la *rubrique 10.3, « Croissance et fluctuations de l'économie »*.

Répercussions d'ordre économique sur les résultats de TELUS au deuxième trimestre

Les résultats du secteur des services mobiles au deuxième trimestre de 2009 par rapport au premier trimestre de 2009 reflètent les répercussions saisonnières habituelles, notamment la croissance séquentielle des ajouts bruts et nets d'abonnés, la hausse séquentielle des produits mensuels moyens par appareil d'abonné (les « PMAA ») et la baisse séquentielle du taux de désabonnement. Cependant, les résultats du secteur des services mobiles continuent d'être touchés par la faiblesse du contexte macroéconomique, comme en témoignent la diminution d'un exercice à l'autre des ajouts bruts et nets d'abonnés, la réduction des PMAA et la hausse du taux de désabonnement. Les ajouts bruts d'abonnés des services mobiles d'un exercice à l'autre ont reculé de 4,7 % au deuxième trimestre de 2009, et les ajouts nets d'abonnés ont subi une baisse de 37 %. La diminution des ajouts nets d'abonnés au deuxième trimestre de 2009 par rapport à l'exercice précédent tient au fait que les ajouts bruts ne se sont pas soldés par un taux de croissance comme c'est le cas habituellement, et au nombre plus élevé de débranchements. La tendance enregistrée au chapitre des débranchements tient au plus grand nombre d'abonnés, au taux de désabonnement moins élevé à l'exercice précédent des abonnés au service Koodo^{MC} découlant du lancement initial de ce service en mars 2008, ainsi qu'au taux de désabonnement plus élevé des abonnés des services d'affaires, qui a été touché de façon défavorable par le contexte économique actuel.

Les ajouts bruts d'abonnés du secteur des services mobiles ont affiché une baisse d'un exercice à l'autre de 4,7 % au deuxième trimestre, comparativement à une hausse de 0,3 % au premier trimestre de 2009, de 4,8 % au quatrième trimestre de 2008 et de 15 % pour l'exercice terminé le 31 décembre 2008. La tendance à la baisse du taux de croissance des ajouts bruts d'abonnés tient essentiellement aux pressions concurrentielles, ainsi qu'au ralentissement de l'économie canadienne, lequel a fait en sorte que les consommateurs ont remis à plus tard leurs décisions d'achat et a entraîné des dépenses à la baisse et plus prudentes engagées par les entreprises, et des niveaux d'emploi à la baisse.

La diminution des PMAA dans le secteur des services mobiles tient à la baisse des produits tirés des services de transmission de la voix, laquelle découle en grande partie de la proportion et de l'utilisation accrues de tarifs à la minute moins élevés (y compris l'utilisation accrue de forfaits minutes incluses), de la réduction des produits tirés du service Mike^{MD} de la société et de la diminution des produits tirés des services d'itinérance. La baisse des produits tirés des services de transmission de la voix peut être attribuée au marché qui demeure très concurrentiel et aux répercussions continues de la récession mondiale sur l'économie canadienne. Elle touche principalement le service PTT (Push to Talk^{MC}) Mike de la société offert aux clients d'affaires, qui est couramment utilisé dans des secteurs d'activité sensibles à l'économie tels que les secteurs de la fabrication, de l'automobile, de la construction, du transport (services de répartition) et de l'énergie. Les abonnés du service Mike représentent moins de 10 % du total des abonnés du secteur des services mobiles de TELUS au 30 juin 2009.

Au deuxième trimestre de 2009, le secteur des services filaires a été touché par la plus faible croissance des produits tirés des services de transmission de données d'un exercice à l'autre et par la diminution plus importante des produits tirés des services de transmission de la voix. En comparaison, la croissance des produits tirés des services de transmission de données d'un exercice à l'autre enregistrée au premier trimestre de 2009 a pour ainsi dire neutralisé la diminution des produits tirés des services de transmission de la voix, tandis que la croissance des produits tirés des services de transmission de données en 2008 a largement neutralisé la baisse des produits tirés des services de transmission de la voix, en raison en partie de l'acquisition d'Emergis. La forte concurrence au chapitre des prix visant

les services de transmission de données et de la voix et les dépenses plus prudentes des abonnés des services résidentiels et des services d'affaires ont également contribué aux résultats enregistrés. En 2009, la société a noté une augmentation du nombre de débranchements et une diminution du nombre d'installations de lignes commerciales d'accès au réseau, particulièrement en Colombie-Britannique et en Alberta, situation qui tient en partie à la conjoncture économique et à la concurrence. Le nombre de lignes commerciales d'accès au réseau a diminué de 0,2 % au cours des 12 derniers mois; il s'agit de la première diminution sur 12 mois enregistrée depuis le premier trimestre de 2006. Les pertes de lignes résidentielles d'accès au réseau en Colombie-Britannique et en Alberta ont diminué au cours des trois trimestres les plus récents.

En raison des répercussions d'ordre économique observées au deuxième trimestre et de la faiblesse des résultats obtenus par rapport aux prévisions, la société a révisé ses indications pour l'exercice complet. Se reporter à la *rubrique 9*, « *Indications pour l'exercice 2009* ».

Les politiques financières liées à la structure du capital de TELUS, qui font l'objet d'une analyse à la *rubrique 4.3*, « *Situation de trésorerie et sources de financement* », ont été élaborées en fonction des cycles de crédit. La société est d'avis que ces politiques et ces lignes directrices, de même que le maintien de cotes de crédit de BBB+ à A-, ou de cotes équivalentes, lui permettent d'avoir raisonnablement accès aux marchés financiers. La faiblesse de l'économie et le repli des marchés boursiers, qui ont cours depuis 2008, devraient entraîner une hausse du montant net des charges de TELUS au titre de ses régimes de retraite à prestations déterminées et de la capitalisation de ces régimes pour l'exercice complet, montant pris en compte dans les indications annoncées par la société pour 2009. Se reporter à la *rubrique 9*.

1.3 Sommaire des résultats consolidés

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	Trimestres terminés les 30 juin			Semestres terminés les 30 juin		
	2009	2008	Variation	2009	2008	Variation
États consolidés des résultats						
Produits d'exploitation	2 377	2 399	(0,9) %	4 752	4 749	0,1 %
Bénéfice d'exploitation	449	498	(9,8) %	928	1 025	(9,5) %
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	332	382	(13) %	711	783	(9,2) %
Bénéfice net ¹	244	268	(9,0) %	566	560	1,1 %
Bénéfice par action ² , de base (en dollars)	0,77	0,83	(7,2) %	1,78	1,73	2,9 %
Bénéfice par action ² , dilué (en dollars)	0,77	0,83	(7,2) %	1,78	1,72	3,5 %
Dividendes en espèces déclarés par action ² (en dollars)	0,475	0,45	5,6 %	0,95	0,90	5,6 %
Nombre moyen d'actions ² en circulation, de base (en millions)	318	321	(0,9) %	318	322	(1,2) %
États consolidés des flux de trésorerie						
Rentrées liées aux activités d'exploitation	852	462	84 %	1 466	1 087	35 %
Sorties liées aux activités d'investissement	552	437	26 %	1 030	1 437	(28) %
Dépenses en immobilisations	557	435	28 %	1 031	755	37 %
Acquisitions	—	4	n.s. %	—	691	n.s. %
(Sorties) rentrées liées aux activités de financement	(339)	(28)	n.s.	(414)	376	n.s.
Nombre d'abonnés et autres mesures						
Nombre de connexions ³ (en milliers)				11 760	11 414	3,0 %
BAIIA ⁴	873	918	(4,9) %	1 779	1 867	(4,7) %
Flux de trésorerie disponibles ⁴	144	254	(43) %	269	782	(66) %
Ratios d'endettement et de distribution⁵						
Ratio dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration (fois)				1,9	1,7	0,2
Ratio de distribution ⁶ (en %)				59	52	7 pts

n.s. – non significatif; pt(s) – point(s) de pourcentage

1. Le bénéfice net du deuxième trimestre et du semestre terminés le 30 juin 2008 a été ajusté. Se reporter à la *rubrique 5.2*.

2. Comprend les actions ordinaires et les actions sans droit de vote.

3. Le total du nombre d'abonnés aux services mobiles, de lignes d'accès au réseau, d'abonnés à Internet et d'abonnés au service TELUS TV^{MD} à la fin des périodes respectives, calculés à l'aide de renseignements tirés du système de facturation et d'autres systèmes. Le nombre de connexions au 30 juin 2009 a été réduit de 5 000 afin de tenir compte des ajustements apportés au nombre d'abonnés des services Internet haute vitesse à la période précédente.

4. Le BAIIA et les flux de trésorerie disponibles sont une mesure non définie par les PCGR. Se reporter à la *rubrique 11.1*, « *Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA)* », ainsi qu'à la *rubrique 11.2*, « *Flux de trésorerie disponibles* ».

5. Se reporter à la *rubrique 7.4*, « *Mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement* », ainsi qu'à la *rubrique 11.4*, « *Définition des mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement* ».

6. Fondé sur le bénéfice par action sur 12 mois excluant les ajustements favorables liés aux impôts de 36 cents par action pour la période terminée le 30 juin 2009 et de 77 cents par action pour la période terminée le 30 juin 2008, ainsi que l'incidence mineure de l'option de règlement en espèces net liée aux options.

Faits saillants de l'exploitation – résultats du deuxième trimestre et du premier semestre de 2009, ou mesures au 30 juin 2009, par rapport aux résultats de l'exercice précédent :

- Le nombre de connexions a augmenté de 346 000 au cours de la période de 12 mois terminée le 30 juin 2009. Ce résultat tient compte d'une croissance de 7,8 % des abonnés aux services mobiles, d'une croissance de 125 % des abonnés au service TELUS TV et d'une augmentation de 0,6 % des abonnés à Internet, résultats neutralisés en partie par une baisse de 4,2 % du total des lignes d'accès au réseau.
- Les PMAA du secteur des services mobiles se sont établis à 58,61 \$ ce trimestre, en hausse de 0,22 \$ par rapport au premier trimestre de 2009, mais en baisse de 4,12 \$, ou 6,6 %, comparativement au deuxième trimestre de 2008. Les ajouts nets d'abonnés des services mobiles se sont chiffrés à 111 000 au deuxième trimestre de 2009, résultat qui reflète une hausse de 63 000 par rapport au premier trimestre de 2009 et diminution de 65 000, ou 37 %, comparativement au deuxième trimestre de 2008.
- Les produits d'exploitation consolidés ont reculé de 22 millions de dollars au deuxième trimestre et ont augmenté de 3 millions de dollars au premier semestre, par rapport aux périodes correspondantes de 2008. La croissance des produits tirés des services de transmission de données a été largement neutralisée par la baisse des produits tirés des services de transmission de la voix au deuxième trimestre; au premier semestre, la croissance des produits tirés des services de transmission de données a neutralisé la baisse des produits tirés des services de transmission de la voix. La forte concurrence et les répercussions d'ordre économique dont il est fait mention à la *rubrique 1.2* ont entraîné une baisse de la croissance des produits tirés des services de transmission de données et un recul plus prononcé des produits tirés des services de transmission de la voix.
- Le bénéfice d'exploitation a reculé de 49 millions de dollars et de 97 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre, en raison principalement de la baisse du BAIIA découlant de la hausse considérable des coûts de restructuration (en hausse de 49 millions de dollars et de 70 millions de dollars, respectivement) et de l'accroissement de la charge au titre des régimes de retraite à prestations déterminées (en hausse de 30 millions de dollars et de 59 millions de dollars, respectivement).

Le BAIIA a diminué de 45 millions de dollars et de 88 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre. En excluant l'incidence des coûts de restructuration et de la charge au titre des régimes de retraite à prestations déterminées, le BAIIA s'est accru de 34 millions de dollars au deuxième trimestre et de 41 millions de dollars au premier semestre. Cette amélioration sous-jacente tient compte de la baisse de 8 % des salaires, charge au titre des avantages sociaux et autres charges liées à l'effectif enregistré au cours du trimestre et du semestre. Elle tient également compte de la diminution des frais de publicité, de promotion et de marketing, déduction faite de la hausse des coûts liés à la prestation des services TELUS TV et à la mise en place de services pour les nouvelles entreprises clientes des services filaires, ainsi que de la hausse des coûts de fidélisation des abonnés des services mobiles et des créances douteuses.

- Le bénéfice avant impôts a diminué de 50 millions de dollars et de 72 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre, résultats qui reflètent la réduction du bénéfice d'exploitation, laquelle a été neutralisée en partie au cours du semestre par la diminution du total des coûts de financement et autres charges. Le total des coûts de financement et autres charges a augmenté de 1 million de dollars au deuxième trimestre et il a diminué de 25 millions de dollars au premier semestre, par rapport aux périodes correspondantes de 2008. La diminution enregistrée au premier semestre reflète principalement les intérêts créditeurs découlant du règlement de questions fiscales touchant des exercices antérieurs. Les intérêts débiteurs sur la dette à long terme et à court terme n'ont pas varié de façon importante au cours du trimestre et du semestre, car la baisse des taux d'intérêt effectifs a neutralisé la hausse du solde moyen de la dette à long terme.
- Le bénéfice net a diminué de 24 millions de dollars au deuxième trimestre de 2009 et il a augmenté de 6 millions de dollars au premier semestre de 2009, comparativement aux périodes correspondantes de 2008. Le bénéfice net au deuxième trimestre et au premier semestre de 2009, de même que celui constaté au premier semestre de 2008, tiennent compte d'ajustements liés aux impôts découlant des variations des impôts sur les bénéfices, des règlements et des redressements visant des exercices antérieurs prescrits par la loi, ainsi que de tous intérêts connexes liés aux redressements (se reporter à la *rubrique 5.2*). Le bénéfice net compte non tenu des ajustements liés aux impôts sur les bénéfices s'est établi à 225 millions de dollars et à 485 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2009, en baisse de 43 millions de dollars et de 58 millions de dollars, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de 2008.

Le bénéfice par action de base a diminué de 6 cents au deuxième trimestre de 2009, comparativement à la période correspondante de 2008, et il a augmenté de 5 cents au premier semestre de 2009, en raison en partie de la baisse du nombre moyen d'actions en circulation. Le bénéfice par action excluant les ajustements liés aux impôts a reculé de 12 cents et de 16 cents, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2009, par rapport aux périodes correspondante de 2008. Le nombre moyen d'actions en circulation a diminué de quatre millions au premier semestre de 2009, par rapport à la période correspondante de 2008, en raison du rachat d'actions sur le marché dans le cadre des offres publiques de rachat dans le cours normal des activités (« RCNA ») faites en 2008.

Analyse du bénéfice net (en millions de dollars)	Trimestres terminés les 30 juin	Semestres terminés les 30 juin
Bénéfice net de 2008	268	560
Déduire : ajustements favorables nets liés aux impôts comptabilisés en 2008 (se reporter à la rubrique 5.2)	—	(17)
	268	543
Augmentation de la charge au titre des régimes de retraite à prestations déterminées (compris dans le BAIIA) ¹	(21)	(41)
Augmentation des coûts de restructuration (compris dans le BAIIA) ¹	(34)	(49)
Autres variations du BAIIA ^{1,2}	24	28
Augmentation de l'amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels ^{1,2}	(4)	(7)
Autres éléments	(8)	11
	225	485
Ajustements favorables nets liés aux impôts comptabilisés en 2009 (se reporter à la rubrique 5.2)	19	81
Bénéfice net de 2009	244	566

1. Aux fins des présentes, nous avons utilisé le taux d'imposition combiné prévu par la loi pour 2009.

2. Compte non tenu des crédits d'impôt à l'investissement compris dans les ajustements liés aux impôts.

Faits saillants – situation de trésorerie et sources de financement – résultats du deuxième trimestre et du premier semestre de 2009, ou mesures au 30 juin 2009, par rapport aux résultats de l'exercice précédent :

- En mai 2009, la société a conclu avec succès l'émission de billets à 4,95 % échéant en mai 2014, pour un produit brut de 700 millions de dollars. Le produit net de l'émission a été utilisé aux fins générales de la société, y compris le remboursement des montants empruntés au titre de la facilité de crédit échéant en 2012 et la réduction de l'encours du papier commercial. La société a également prorogé de trois ans la durée de sa convention de titrisation de créances, laquelle prévoit un montant maximal de 500 millions de dollars.
- En juin, la société a prorogé jusqu'au 31 décembre 2010 la durée de sa facilité de crédit renouvelable d'une durée de 365 jours, et le montant disponible au titre de cette facilité inutilisée a été porté à 300 millions de dollars.
- Au 30 juin 2009, TELUS disposait de facilités de crédit inutilisées de plus de 1,5 milliard de dollars, de même que des montants disponibles au titre de son programme de titrisation de créances, ce qui est conforme à l'objectif de la société, lequel vise à faire en sorte que les liquidités inutilisées s'élèvent à plus de 1 milliard de dollars.
- Le ratio de la dette nette par rapport au BAIIA au 30 juin 2009 était de 1,9 fois, soit un résultat qui se situe dans la fourchette à long terme visée de 1,5 à 2,0 fois.
- Le ratio de distribution, qui est établi en fonction du dividende annuel du deuxième trimestre et du bénéfice pour la période de 12 mois terminée le 30 juin 2009 (excluant les ajustements favorables liés aux impôts et l'incidence mineure de l'option de règlement en espèces net liée aux options), s'est établi à 59 %, et le ratio basé sur le bénéfice réel était de 53 % pour la période de 12 mois terminée le 30 juin 2009. La fourchette visée par la société est de 45 % à 55 % des bénéfices nets prévisibles sur une base prospective.
- Les rentrées liées aux activités d'exploitation ont augmenté de 390 millions de dollars et de 379 millions de dollars, respectivement, en raison principalement des variations du produit tiré de la titrisation de créances, résultat neutralisé en partie par la capitalisation accrue des régimes de retraite à prestations déterminées et par la hausse des paiements au titre des plans de restructuration, ainsi que par l'augmentation des paiements d'impôts pour le semestre. Les acomptes provisionnels versés au cours du deuxième trimestre de 2009 ont été largement neutralisés par les économies d'impôts et intérêts connexes constatés par suite du règlement de questions fiscales touchant des exercices antérieurs.
- Les sorties liées aux activités d'investissement ont progressé de 115 millions de dollars au deuxième trimestre et elles ont reculé de 407 millions de dollars au premier semestre de 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008. L'augmentation au deuxième trimestre tient principalement aux dépenses en immobilisations dans les infrastructures à large bande mobiles et filaires visant à améliorer la position concurrentielle de la société et à soutenir sa croissance à long terme. Le recul au premier semestre est en grande partie attribuable à l'acquisition d'Emergis conclue en janvier 2008 en contrepartie d'un montant de 691 millions de dollars, déduction faite des espèces acquises, facteur qui a largement neutralisé la hausse des dépenses en immobilisations constatée au premier semestre de 2009.

- Les sorties liées aux activités de financement se sont chiffrées à 339 millions de dollars et à 414 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2009. Au cours du deuxième trimestre, la société a réduit les montants prélevés au titre de la facilité de crédit échéant en 2012 ainsi que l'encours du papier commercial, à l'aide du produit tiré de l'émission de titres de créance effectuée en mai et des fonds en caisse. Au premier semestre de 2008, la société avait comptabilisé des rentrées liées aux activités de financement de 376 millions de dollars s'inscrivant dans le cadre des activités de financement par emprunt aux fins générales de la société, y compris l'acquisition d'Emergis conclue en janvier et le financement prévu des enchères relatives aux licences de spectre pour les SSFE au troisième trimestre.
- Les flux de trésorerie disponibles ont diminué de 110 millions de dollars et de 513 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2009, en raison principalement de la hausse des dépenses en immobilisations et de l'accroissement des paiements au titre des plans de restructuration, ainsi que de la hausse des paiements d'impôts déduction faite des économies au premier semestre. La hausse des dépenses en immobilisations et l'augmentation nette des paiements d'impôts sont conformes aux objectifs et aux indications de la société pour l'exercice 2009 (se reporter à la rubrique 9, « Indications pour l'exercice 2009 »). Les flux de trésorerie disponibles au deuxième trimestre de 2009 ont été touchés de façon favorable par les intérêts de 35 millions de dollars reçus par suite du règlement de questions fiscales touchant des exercices antérieurs, tandis que les acomptes provisionnels versés au deuxième trimestre de 2009, qui ont été en grande partie neutralisés par les économies d'impôts découlant du règlement de questions fiscales, sont pour ainsi dire égaux aux acomptes provisionnels nets versés au deuxième trimestre de 2008.

2. Activités principales, vision et stratégie

L'analyse fournie dans la présente rubrique est assujettie dans sa totalité à la *mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début du rapport de gestion.

Les activités principales, la vision et la stratégie de TELUS sont décrites dans le rapport de gestion annuel 2008 de la société. Les activités mises en œuvre au deuxième trimestre de 2009 à l'appui des six impératifs stratégiques de la société comprennent ce qui suit :

Se doter de moyens nationaux pour les services de données, IP, de voix et mobiles

TELUS continue d'investir dans les réseaux et services à large bande afin d'améliorer sa position concurrentielle et de soutenir ses occasions de croissance future. La construction du réseau sans fil évolué de la société se poursuit; ce réseau se fonde sur la plus récente technologie HSPA (d'après l'anglais *high-speed packet access*). Le lancement du service fondé sur cette technologie, de même que la mise en œuvre des ententes visant le partage du réseau conclues avec Bell Canada, devrait avoir lieu en Colombie-Britannique, en Alberta, au Québec et à l'échelle nationale d'ici le début de 2010. Les investissements dans la technologie HSPA devraient permettre un passage optimal futur à la technologie LTE (d'après l'anglais *long-term evolution*), qui constitue la nouvelle norme de quatrième génération utilisée à l'échelle mondiale pour les réseaux mobiles de quatrième génération. Les investissements de la société liés aux services à large bande filaires permettent d'accroître la portée du service Internet haute vitesse et du service numérique TELUS TV dans les régions où la société est l'entreprise titulaire, et ils soutiennent les nouveaux contrats conclus avec des clients d'affaires et des organismes gouvernementaux.

Cibler inlassablement les marchés en croissance des services de transmission de données, IP et mobiles

TELUS a engagé des coûts initiaux en 2009 aux fins de la mise en place de services visant plusieurs nouvelles grandes entreprises clientes, services qui devraient générer des produits en hausse au cours des périodes ultérieures. La société a notamment mis en œuvre un contrat d'une durée de sept à dix ans et d'une valeur allant jusqu'à 900 millions de dollars conclu avec le gouvernement du Québec, aux fins de la prestation et de la gestion du réseau de transmission de données de prochaine génération de la province. La société prévoit comptabiliser les produits tirés de ce contrat à compter de 2010.

Offrir des solutions intégrées qui démarquent TELUS de ses concurrents; et Créer des partenariats et procéder à des acquisitions et à des désinvestissements pour accélérer la mise en œuvre de la stratégie de TELUS et concentrer les ressources de cette dernière sur ses activités de base

Le 29 juin 2009, la société a procédé au lancement commercial du service numérique TELUS TV Satellite en Colombie-Britannique et en Alberta, qui est offert à plus de 90 % des foyers dans ces provinces. Ce nouveau service complète le service de télévision de TELUS fondé sur le protocole Internet (« IP ») et il permet à la société d'élargir immédiatement le marché couvert, grâce à la prestation de services mobiles, sans fil, Internet et de divertissement. Le service TELUS TV Satellite donne accès à plus de 500 canaux numériques, dont plus de 80 canaux haute définition, et il offre des caractéristiques telles que l'afficheur d'appels, la Télé à la carte, un guide de programmation interactif et la programmation à horaire variable. Bien que le service TELUS TV Satellite soit offert dans le cadre d'une entente conclue avec Bell Canada, Bell TV continue à concurrencer la société en ce qui concerne le service de TV Satellite et le service TV IP de TELUS en Colombie-Britannique et en Alberta ainsi que son service TV IP dans l'est du Québec.

Investir dans les ressources internes en vue de créer une culture valorisant un rendement élevé et de garantir l'efficacité de l'entreprise

La société se concentre davantage sur son programme permanent d'efficacité opérationnelle depuis le troisième trimestre de 2008 et elle poursuit ses efforts à ce chapitre en 2009. Les coûts de restructuration se sont chiffrés à 81 millions de dollars au premier semestre de 2009, comparativement à 11 millions de dollars à la période correspondante de 2008, et ils devraient s'élever à environ 150 millions de dollars pour l'exercice complet 2009 (59 millions de dollars à l'exercice 2008). Se reporter à la *rubrique 5.3, « Résultats d'exploitation consolidés – Coûts de restructuration »*.

La société a mis en œuvre diverses initiatives afin d'accroître l'efficacité et de réduire les coûts, y compris les initiatives suivantes :

- rationalisation des dépenses des fournisseurs externes;
- simplification des processus et mise hors service des produits non rentables;
- réduction de l'effectif, gel de la rémunération des cadres et compression des coûts des prestations;
- optimisation des services d'impartition des processus d'affaires;
- réduction des dépenses liées à l'ensemble des activités d'exploitation.

Le nombre d'employés (équivalents temps plein) a diminué d'environ 300 au deuxième trimestre et d'environ 1 500 par rapport au 31 décembre 2008. Un nombre d'environ 400 postes (équivalents temps plein) ont été supprimés au deuxième trimestre dans le cadre d'initiatives s'inscrivant dans le cadre du programme d'efficacité concurrentielle, résultat neutralisé en partie par la création d'environ 100 postes aux fins des services d'impartition des processus d'affaires. Le nombre de postes (équivalents temps plein) supprimés dans le cadre du programme d'efficacité concurrentielle s'élève à environ 900 depuis le début de l'exercice, et les réductions saisonnières de l'effectif affecté aux services d'impartition des processus d'affaires se sont chiffrées à 600 au cours de ce semestre.

3. Catalyseurs clés de rendement

La présente rubrique est assujettie à la *mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début du rapport de gestion.

La direction établit des priorités à chaque exercice en vue de faire progresser la stratégie de TELUS, et de se concentrer sur les occasions d'affaires et les défis à court terme afin de créer de la valeur pour les actionnaires.

Priorités de la société pour 2009
Mettre en œuvre la stratégie de TELUS en matière de services à large bande et optimiser les investissements dans les réseaux filaires et mobiles de pointe, de manière à fournir des solutions gagnantes aux clients.
Accroître l'efficacité des activités afin d'améliorer la structure de coût et le rendement économique de TELUS.
Prendre une avance considérable sur la concurrence et fidéliser nos clients grâce à l'engagement de l'équipe de TELUS.

4. Capacités

L'analyse fournie dans la présente rubrique est assujettie à la *mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début du rapport de gestion.

4.1 Principaux marchés et concurrents

Les principaux marchés et concurrents de la société sont décrits à la *rubrique 4.1* du rapport de gestion annuel 2008 de TELUS.

4.2 Ressources opérationnelles

Les ressources opérationnelles sont décrites à la *rubrique 4.2* du rapport de gestion annuel 2008 de TELUS.

4.3 Situation de trésorerie et sources de financement

Politiques financières liées à la structure du capital

La société gère le capital dans le but i) de maintenir une structure du capital souple qui optimise le coût du capital en fonction d'un risque acceptable; ii) d'assurer un équilibre entre les intérêts des porteurs de titres de participation et ceux des porteurs de titres de créance.

Aux fins de la gestion du capital, la définition de capital inclut les capitaux propres (excluant le cumul des autres éléments du résultat étendu), la dette à long terme (y compris tous les actifs ou passifs de couverture connexes, déduction faite des montants inscrits dans le cumul des autres éléments du résultat étendu), l'encaisse et les placements temporaires, ainsi que les créances titrisées.

La société gère la structure du capital et ajuste celle-ci en fonction des variations de la conjoncture et des risques liés aux actifs sous-jacents. Afin de maintenir ou d'ajuster la structure du capital, la société peut ajuster le montant des dividendes versés aux actionnaires, elle peut racheter des actions à des fins d'annulation dans le cadre d'offres de rachat dans le cours normal des activités, elle peut émettre de nouvelles actions ou de nouveaux titres de créance, elle peut émettre de nouveaux titres de créance afin de remplacer une dette existante dotée de caractéristiques différentes, ou elle peut accroître ou réduire le montant des créances clients vendues à une fiducie de titrisation sans lien de dépendance.

La société surveille le capital au moyen de diverses mesures, notamment : le ratio dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration, ainsi que le ratio de distribution des bénéfices nets prévisibles. Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la rubrique 7.4, « Situation de trésorerie et sources de financement ».

Compte rendu – Plan financier et plan de gestion de la structure du capital de TELUS pour 2009

<p>Racheter des actions ordinaires et des actions sans droit de vote de TELUS aux termes d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités (« RCNA »)</p> <p>La société n'a racheté aucune action au premier semestre de 2009. Le programme visant le rachat d'un nombre maximal de huit millions d'actions demeure en vigueur jusqu'au 22 décembre 2009.</p>
<p>Payer des dividendes</p> <p>Le dividende déclaré au deuxième trimestre de 2009 (qui a été versé le 2 juillet 2009) se chiffre à 47,5 cents par action, en hausse de 5,6 % par rapport à 45 cents par action à la période correspondante de 2008.</p>
<p>Utiliser le produit des créances titrisées et les facilités bancaires, au besoin, pour compléter les flux de trésorerie disponibles et combler les autres besoins de trésorerie</p> <p>En mai 2009, TELUS a prorogé la date d'échéance de son programme de titrisation de créances jusqu'en 2012. Le produit tiré des créances titrisées au 30 juin 2009 s'est établi à 400 millions de dollars, soit un résultat en hausse de 100 millions de dollars par rapport au 31 mars 2009. La société a utilisé le produit accru tiré de la titrisation de créances et le produit tiré de l'émission de 700 millions de dollars de billets en mai 2009 pour réduire les montants prélevés au titre de sa facilité de crédit échéant en 2012, lesquels sont passés de 300 millions de dollars au 31 mars 2009 à néant, et pour réduire l'encours du papier commercial, lequel est passé de 1 188 millions de dollars au 31 mars 2009 à 604 millions de dollars. Depuis le 31 décembre 2008, la société a réduit de 980 millions de dollars les montants prélevés au titre de sa facilité de crédit échéant en 2012; le produit tiré de la titrisation de créances a augmenté de 100 millions de dollars, et l'encours du papier commercial, de 172 millions de dollars.</p>
<p>Maintenir la conformité aux objectifs, aux politiques et aux lignes directrices sur le plan financier</p> <p><u>Maintenir des liquidités inutilisées d'au moins 1 milliard de dollars</u> – La société disposait de facilités de crédit inutilisées se chiffrant à plus de 1,5 milliard de dollars au 30 juin 2009, ainsi que des montants additionnels disponibles au titre du programme de titrisation de créances.</p> <p><u>Ratio de la dette nette par rapport au BAIIA excluant les coûts de restructuration de 1,5 à 2,0 fois</u> – Le ratio était de 1,9 fois au 30 juin 2009.</p> <p><u>Ratio de distribution se situant dans la fourchette de 45 % à 55 % des bénéfices nets prévisibles, sur une base prospective</u> – Le ratio historique s'est établi à 59 %, selon le taux de dividende annualisé du deuxième trimestre et les bénéfices sur 12 mois, compte non tenu des ajustements favorables liés aux impôts et de l'incidence mineure de l'option de règlement en espèces net liée aux options. Le ratio s'est établi à 53 %, selon les bénéfices réels pour la période de 12 mois terminée le 30 juin 2009.</p>
<p>Maintenir sa position de pleine couverture du risque de change à l'égard de sa dette</p> <p>Maintenue en ce qui concerne les billets en dollars américains à 8,00 % échéant en 2011, soit la seule émission restante de titres de créance libellés en devises.</p>
<p>Envisager l'émission de dette publique à long terme ou l'établissement de nouvelles facilités de crédit à terme en 2009 afin de refinancer les sources de financement à court terme ou les dettes arrivant à échéance</p> <p>En mai 2009, la société a conclu avec succès l'émission de billets à 4,95 % échéant en mai 2014, pour un produit brut de 700 millions de dollars. Le produit net de l'émission a été utilisé aux fins générales de la société, y compris le remboursement des montants empruntés au titre de la facilité de crédit échéant en 2012 et la réduction de l'encours du papier commercial. En juin, la société a prorogé jusqu'au 31 décembre 2010 la durée de sa facilité de crédit renouvelable d'une durée de 365 jours; le montant disponible au titre de cette facilité inutilisée a été porté à 300 millions de dollars. La société peut émettre un montant de 1,8 milliard de dollars de titres de créance et de participation en vertu d'un prospectus préalable.</p>
<p>Préserver l'accès aux marchés financiers à des coûts raisonnables en maintenant des cotes de crédit de qualité et en visant des cotes améliorées de l'ordre de BBB+ à A-, ou l'équivalent, à l'avenir</p> <p>Au 7 août 2009, les cotes de crédit de première qualité attribuées par les quatre agences de notation qui couvrent TELUS se situaient dans les limites de la cote visée. Les cotes suivantes ont été attribuées aux titres de créance émis par TELUS en mai 2009 : cote A (faible) attribuée par DBRS Ltd., cote BBB+ attribuée par Standard & Poor's, cote Baa1 attribuée par Moody's Investors Service, et cote BBB+ attribuée par Fitch Ratings; toutes les cotes sont assorties de perspectives stables et elles sont conformes aux cotes attribuées par ces agences aux titres de créance de TELUS.</p>

Le tableau suivant reflète les tranches de la dette arrivant à échéance après l'émission de titres de créance effectuée en mai 2009 et les réductions des facilités bancaires utilisées et de l'encours du papier commercial au deuxième trimestre.

Tranches de la dette arrivant à échéance au 30 juin 2009			
(en millions de dollars)	Tranche de la dette à long terme arrivant à échéance ¹ , capital		
	Toutes, sauf les contrats de location-acquisition	Contrats de location-acquisition	Intérêts et coûts de possession ²
Reste de l'exercice 2009	—	1	234
2010	80	2	463
2011	2 950	—	334
2012	904	—	198
2013	300	—	182
Par la suite	2 649	—	767
Total	6 883	3	2 178

1. Le cas échéant, les échéances liées au capital reflètent les taux de change au 30 juin 2009.
 2. Les intérêts et les coûts de possession liés au papier commercial ont été calculés à l'aide des taux en vigueur au 30 juin 2009.

4.4 Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Changements au contrôle interne à l'égard de l'information financière

Il n'y a eu aucun changement concernant le contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu ou dont on peut raisonnablement penser qu'il aura une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société.

5. Résultats d'exploitation

L'analyse fournie dans la présente rubrique est assujettie à la *mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début du rapport de gestion.

5.1 Généralités

La société compte deux secteurs isolables, soit les services filaires et les services mobiles. La segmentation s'appuie sur des similitudes au chapitre de la technologie, des compétences techniques exigées pour fournir les produits et services, des canaux de distribution utilisés et de l'application des règlements. Les ventes intersectorielles sont comptabilisées à la valeur d'échange. L'information sectorielle est régulièrement communiquée au chef de la direction de la société (le principal responsable de l'exploitation). L'information sectorielle est présentée à la note 5 des états financiers consolidés intermédiaires.

5.2 Sommaire des résultats trimestriels

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	T2 2009	T1 2009	T4 2008	T3 2008	T2 2008	T1 2008	T4 2007	T3 2007
Produits d'exploitation	2 377	2 375	2 454	2 450	2 399	2 350	2 330	2 310
Charges d'exploitation	1 451	1 441	1 479	1 465	1 477	1 394	1 371	1 317
Coûts de restructuration	53	28	38	10	4	7	6	6
BAIIA ¹	873	906	937	975	918	949	953	987
Amortissement des immobilisations corporelles	330	334	351	344	343	346	386	333
Amortissement des actifs incorporels	94	93	84	92	77	76	68	70
Bénéfice d'exploitation	449	479	502	539	498	527	499	584
Autres charges	11	5	11	6	2	17	6	8
Coûts de financement	106	95	118	122	114	109	109	86
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	332	379	373	411	382	401	384	490
Impôts sur les bénéfices (économie d'impôts)	88	57	88	125	114	109	(19)	79
Bénéfice net ²	244	322	285	286	268	292	403	411
Bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires et d'actions sans droit de vote ²	243	321	285	285	267	291	400	410
Bénéfice par action ordinaire et action sans droit de vote								
– De base	0,77	1,01	0,90	0,89	0,83	0,90	1,23	1,24
– Dilué	0,77	1,01	0,89	0,89	0,83	0,90	1,22	1,23
Dividendes déclarés par action ordinaire et action sans droit de vote	0,475	0,475	0,475	0,45	0,45	0,45	0,45	0,375

1. Le BAIIA est une mesure non définie par les PCGR. Se reporter à la rubrique 11.1, « Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA) ».

2. Le bénéfice net des périodes antérieures au premier trimestre de 2009 a été ajusté et il ne comprend plus de déduction au titre de la part des actionnaires sans contrôle. Comme il est expliqué plus en détail à la rubrique 8.2, « Faits nouveaux concernant les conventions comptables », la variation découle de l'adoption, le 1^{er} janvier 2009, des nouvelles recommandations concernant les regroupements d'entreprises [chapitre 1582 du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés* (l'« ICCA »)], les consolidations (chapitre 1601 du *Manuel de l'ICCA*) et les participations sans contrôle (chapitre 1602 du *Manuel de l'ICCA*). Le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires et d'actions sans droit de vote est égal au bénéfice net présenté antérieurement en 2008 et en 2007, comme il est illustré ci-dessus.

Tendances

La tendance observée au chapitre des produits d'exploitation consolidés continue à refléter la croissance des produits tirés des services de réseau mobiles, en raison de la hausse du nombre d'abonnés; toutefois, cette croissance a ralenti considérablement depuis le début du ralentissement économique au Canada vers la fin de 2008. Au deuxième trimestre de 2009, les PMAA tirés des services mobiles ont augmenté légèrement par rapport au premier trimestre de 2009, mais la diminution d'un exercice à l'autre s'est établie à 6,6 %, car la forte croissance des PMAA tirés des services de transmission de données a été largement neutralisée par la baisse des PMAA tirés des services de transmission de la voix. La baisse des PMAA tirés des services de transmission de la voix tient à la concurrence au chapitre des tarifs, aux plus importantes restrictions des dépenses et à l'optimisation des tarifs par les clients, à l'utilisation accrue des forfaits minutes incluses, à l'importante détérioration des PMAA tirés du service Mike, à la baisse des produits tirés des services d'itinérance et, dans une moindre mesure, à l'accroissement du nombre d'abonnés aux services de base postpayés Koodo.

Si l'incertitude économique perdure, cela pourrait perturber les résultats saisonniers habituels au chapitre des ajouts d'abonnés des services mobiles au cours des prochains trimestres. Les ajouts plus élevés d'abonnés des services mobiles, les frais d'acquisition connexes et les ventes d'équipement ont, dans le passé, revêtu un caractère hautement saisonnier au quatrième trimestre, donnant lieu à un BAIIA du secteur des services mobiles moins élevé au quatrième trimestre. Le troisième trimestre a récemment gagné en importance, en raison des promotions pour la rentrée scolaire. Par ailleurs, les ajouts d'abonnés des services mobiles sont habituellement plus élevés au deuxième trimestre qu'au premier trimestre.

Les produits consolidés continuent également de refléter la croissance des produits tirés des services filaires de transmission de données, qui comprennent les nouveaux produits découlant de l'acquisition d'Emergis conclue à la mi-janvier 2008; cependant, la croissance des produits tirés des services de transmission de données a ralenti en 2009, en raison de la forte concurrence au chapitre des tarifs, et elle a été largement neutralisée par la baisse des produits tirés des services filaires locaux et interurbains de transmission de la voix. La diminution des produits tirés des services filaires de transmission de la voix tient au passage aux services mobiles et au service Internet, ainsi qu'à la concurrence de la part des fournisseurs, des revendeurs et des entreprises dotées d'installations offrant des services VoIP. Les pertes de lignes résidentielles d'accès au réseau ont diminué au cours des trois trimestres les plus récents, en raison des mesures plus efficaces en matière de reconquête et des synergies découlant des services groupés, ainsi que du ralentissement de l'élargissement de la couverture du service de téléphone numérique du principal câblodistributeur concurrent de TELUS. La société a noté une hausse du nombre de débranchements et une baisse du nombre d'installations au chapitre des lignes commerciales d'accès au réseau, qui tiennent à la conjoncture économique et à la concurrence. Cependant, les variations du nombre de lignes commerciales d'accès au réseau ne reflètent pas la croissance de certains services de transmission de données, tels que les réseaux privés.

Les charges d'exploitation consolidées comprennent les charges liées à Emergis avec prise d'effet à la mi-janvier 2008. La baisse séquentielle des charges d'exploitation au premier trimestre de 2009 tient principalement à la diminution des primes de rendement comptabilisées. Les coûts de restructuration ont augmenté à partir du second semestre de 2008, car la direction a décidé de concentrer ses efforts sur la mise en œuvre d'initiatives s'inscrivant dans le cadre du programme d'efficience concurrentielle et visant principalement le secteur des services filaires.

La baisse séquentielle de l'amortissement des immobilisations corporelles au premier trimestre de 2009 tient au fait que certaines immobilisations étaient entièrement amorties. La hausse séquentielle de l'amortissement des immobilisations corporelles au quatrième trimestre de 2007 découle de la réduction des durées de service estimatives de certaines catégories d'actifs.

L'amortissement des actifs incorporels au quatrième trimestre de 2008 est présenté déduction faite de crédits d'impôt à l'investissement de 6 millions de dollars. Les crédits d'impôt à l'investissement ont été portés en réduction de la charge d'amortissement touchant des immobilisations capitalisées lors d'exercices antérieurs qui sont maintenant entièrement amorties, après qu'un agent du fisc a établi leur admissibilité. La hausse séquentielle de l'amortissement des actifs incorporels au troisième trimestre de 2008 est imputable à la mise en œuvre de la plateforme intégrée de facturation pour les abonnés des services résidentiels en Colombie-Britannique à la mi-juillet 2008, et l'augmentation séquentielle au premier trimestre de 2008 tient principalement à l'acquisition d'Emergis conclue en janvier 2008.

Les coûts de financement illustrés dans le tableau précédent sont présentés déduction faite des intérêts créditeurs, y compris les intérêts découlant du règlement de questions fiscales touchant des exercices antérieurs, particulièrement aux premier et deuxième trimestres de 2009 et au troisième trimestre de 2007. La baisse des intérêts débiteurs aux premier et deuxième trimestres de 2009 par rapport aux troisième et quatrième trimestres de 2008 tient à la réduction des taux d'intérêt effectifs. La hausse des intérêts débiteurs aux troisième et quatrième trimestres de 2008 par rapport aux trimestres précédents est imputable à l'augmentation du solde de la dette utilisée pour financer le paiement au titre des licences de spectre pour les services sans fil évolués (« SSFE ») au troisième trimestre de 2008.

Les tendances observées au chapitre du bénéfice net et du bénéfice par action reflètent les facteurs dont il est fait mention ci-dessus, ainsi que les ajustements découlant des variations des impôts sur les bénéfices, des règlements et des redressements visant des exercices antérieurs, y compris les intérêts connexes sur les redressements. La diminution du nombre d'actions en circulation découlant des rachats d'actions en 2008 et en 2007 a également eu une incidence favorable sur le bénéfice par action.

Ajustements liés aux impôts sur les bénéfices (en millions de dollars, sauf le bénéfice par action)	T2 2009	T1 2009	T4 2008	T3 2008	T2 2008	T1 2008	T4 2007	T3 2007
Incidence approximative sur le bénéfice net	19	62	32	—	—	17	143	93
Incidence approximative sur le bénéfice par action	0,06	0,20	0,10	—	—	0,05	0,44	0,28
Bénéfice par action de base approximatif excluant les incidences fiscales	0,71	0,81	0,80	0,89	0,83	0,85	0,79	0,96

5.3 Résultats d'exploitation consolidés

(en millions de dollars, sauf la marge du BAIIA)	Trimestres terminés les 30 juin			Semestres terminés les 30 juin		
	2009	2008	Variation	2009	2008	Variation
Produits d'exploitation	2 377	2 399	(0,9) %	4 752	4 749	0,1 %
Charges d'exploitation	1 451	1 477	(1,8) %	2 892	2 871	0,7 %
Coûts de restructuration	53	4	n.s.	81	11	n.s.
BAIIA ¹	873	918	(4,9) %	1 779	1 867	(4,7) %
Amortissement des immobilisations corporelles	330	343	(3,8) %	664	689	(3,6) %
Amortissement des actifs incorporels	94	77	22 %	187	153	22 %
Bénéfice d'exploitation	449	498	(9,8) %	928	1 025	(9,5) %
Marge du BAIIA ² (en %)	36,7	38,3	(1,6) pt	37,4	39,3	(1,9) pt

1. Le BAIIA est une mesure non définie par les PCGR. Se reporter à la rubrique 11.1, « Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA) ».
2. BAIIA divisé par les produits d'exploitation.

L'analyse qui suit porte sur les résultats consolidés de TELUS. Des informations sectorielles sont fournies à la rubrique 5.4, « Résultats du secteur des services filaires », à la rubrique 5.5, « Résultats du secteur des services mobiles », et à la rubrique 7.2, « Sorties liées aux activités d'investissement – Dépenses en immobilisations ».

Produits d'exploitation

Les produits d'exploitation consolidés ont diminué de 22 millions de dollars au deuxième trimestre de 2009 et ils ont augmenté de 3 millions de dollars au premier semestre de 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008. Les produits tirés des services de réseau mobiles se sont accrus de 14 millions de dollars au deuxième trimestre et de 49 millions de dollars au premier semestre, en raison de la forte croissance des produits tirés des services de transmission de données, laquelle a été neutralisée en partie par la baisse des produits tirés des services de transmission de la voix. Les produits tirés de l'équipement mobile ont reculé de 10 millions de dollars au deuxième trimestre et de 15 millions de dollars au premier semestre, résultats qui tiennent principalement à la diminution des prix des téléphones intelligents et des appareils et à la réduction des ventes d'accessoires. Dans le secteur des services filaires, les produits tirés des services de transmission de données et les autres produits se sont accrus de 13 millions de dollars au deuxième trimestre et de 53 millions de dollars au premier semestre, mais cette croissance a été neutralisée par la diminution des produits tirés des services locaux et interurbains de transmission de la voix découlant de la concurrence locale ainsi que du remplacement de la technologie.

Charges d'exploitation

(en millions de dollars)	Trimestres terminés les 30 juin			Semestres terminés les 30 juin		
	2009	2008	Variation	2009	2008	Variation
Salaires, charge au titre des avantages sociaux sauf celle liée aux RRPD ¹ , et autres charges liées à l'effectif	607	662	(8,3) %	1 194	1 296	(7,9) %
Charge (économie) au titre des RRPD	5	(25)	n.s.	9	(50)	n.s.
Autres charges d'exploitation	839	840	(0,1) %	1 689	1 625	3,9 %
	1 451	1 477	(1,8) %	2 892	2 871	0,7 %

1. RRPD – régimes de retraite à prestations déterminées

Les salaires, charge au titre des avantages sociaux (sauf celle liée aux RRPD) et les autres charges liées à l'effectif ont diminué de 55 millions de dollars au deuxième trimestre de 2009 et de 102 millions de dollars au premier semestre de 2009, comparativement aux périodes correspondantes de 2008. Ces diminutions tiennent principalement à une réduction des primes de rendement comptabilisées découlant du rendement de l'exploitation prévu à la baisse, ainsi qu'à une diminution du nombre d'employés (équivalents temps plein) au cours du premier semestre de 2009; par ailleurs, la rémunération de base des cadres a fait l'objet d'un gel en 2008.

La charge au titre des régimes de retraite à prestations déterminées de TELUS a augmenté de 30 millions de dollars au deuxième trimestre et de 59 millions de dollars au premier semestre, en raison principalement de la baisse de valeur des actifs de ces régimes en 2008.

Les autres charges d'exploitation ont reculé de 1 million de dollars au deuxième trimestre de 2009 et ont augmenté de 64 millions de dollars au premier semestre de 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008. La diminution au deuxième trimestre tient compte de la baisse des coûts liés aux services d'itinérance et des frais de marketing, ainsi que de la réduction des frais de publicité et de promotion liés aux services filaires. L'augmentation au cours du semestre tient compte de la hausse des frais de fidélisation des abonnés des services mobiles et des créances douteuses, de l'accroissement des coûts liés à la programmation du service TELUS TV et des coûts d'acquisition liés aux abonnés des services filaires, ainsi que de l'augmentation des coûts liés à la mise en place de services pour les nouvelles entreprises clientes des services filaires, facteurs qui ont été neutralisés en partie par la diminution des coûts liés aux services d'itinérance et des frais de marketing, et par la baisse des frais de publicité et de promotion des services filaires.

Coûts de restructuration

Les coûts de restructuration se sont établis à 53 millions de dollars et à 81 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2009, en hausse de 49 millions de dollars ou de 70 millions de dollars, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de 2008. Les coûts de restructuration en 2009 se composent principalement d'indemnités de départ concernant des initiatives s'inscrivant dans le cadre du programme d'efficacité concurrentielle décrites à la *rubrique 2*, au paragraphe « *Investir dans les ressources internes* ». La société s'attend maintenant à ce que les coûts de restructuration se chiffrent à environ 150 millions de dollars pour l'exercice complet 2009. Se reporter à la *rubrique 9*, « *Indications pour l'exercice 2009* ».

BAIIA

Le BAIIA consolidé a diminué de 45 millions de dollars et de 88 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008, en raison principalement de la hausse des coûts de restructuration et de la charge au titre des régimes de retraite à prestations déterminées. Le BAIIA, compte non tenu de l'incidence de la hausse de la charge de retraite et des coûts de restructuration, s'est accru de 34 millions de dollars et de 41 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre, résultats qui tiennent essentiellement à la diminution des primes de rendement comptabilisées et aux plus importantes retombées des initiatives s'inscrivant dans le cadre du programme d'efficacité concurrentielle. Compte non tenu de la hausse de la charge de retraite et des coûts de restructuration, le BAIIA des services filaires a augmenté de 20 millions de dollars et de 38 millions de dollars, respectivement, et le BAIIA du secteur des services mobiles a progressé de 14 millions de dollars et de 3 millions de dollars, respectivement.

Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels

Le total de l'amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels a augmenté de 4 millions de dollars et de 9 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008.

L'amortissement des immobilisations corporelles a reculé de 13 millions de dollars et de 25 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008. Le recul reflète principalement l'amortissement dégressif comptabilisé en 2008 par suite d'une réduction des durées de service estimatives de certains actifs liés à la commutation de circuits numériques, ainsi que l'amortissement intégral de certaines stations cellulaires numériques. Ce facteur a été neutralisé en partie par la croissance des immobilisations au cours des 12 derniers mois.

L'amortissement des actifs incorporels a augmenté de 17 millions de dollars et de 34 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2009, comparativement aux périodes correspondantes de 2008. Ces résultats à la hausse tiennent compte de l'amortissement d'un montant de 7 millions de dollars et de 15 millions de dollars, respectivement, aux fins de la mise en service, en juillet 2008, de la plateforme intégrée de facturation et de service à la clientèle pour les abonnés des services filaires en Colombie-Britannique, et de l'augmentation du montant net des autres actifs incorporels amortissables. L'amortissement des actifs incorporels devrait augmenter pour l'exercice complet 2009, par rapport à 2008, en raison principalement de la prise en compte de l'amortissement, sur une période supplémentaire de sept mois, d'un montant au titre de la plateforme de facturation et de service à la clientèle pour les abonnés en Colombie-Britannique. Se reporter à la *mise en garde concernant les énoncés prospectifs*.

Bénéfice d'exploitation

Le bénéfice d'exploitation a diminué de 49 millions de dollars et de 97 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2009, comparativement aux périodes correspondantes de 2008, en raison de la baisse du BAIIA, ainsi que de la hausse nette de l'amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels dont il est fait mention ci-dessus.

Autres éléments de l'état des résultats

Autres charges, montant net (en millions de dollars)	Trimestres terminés les 30 juin			Semestres terminés les 30 juin		
	2009	2008	Variation	2009	2008	Variation
	11	2	n.s.	16	19	(16) %

Les autres charges, montant net, comprennent la charge liée à la titrisation de créances, le bénéfice (la perte) ou la réduction de valeur de placements en actions ou de placements de portefeuille, les gains et les pertes à la cession de biens immobiliers et les dons de bienfaisance. La charge liée à la titrisation de créances s'est élevée à 2 millions de dollars et à 4 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2009, comparativement à 1 million de dollars et à 7 millions de dollars, respectivement, aux périodes correspondantes de 2008. L'augmentation au deuxième trimestre reflète principalement la hausse du produit moyen tiré des créances titrisées, tandis que la diminution au cours du semestre reflète la réduction du produit moyen tiré des créances titrisées ainsi que la baisse du taux (se reporter à la rubrique 7.6, « Vente de créances »). Les pertes découlant des ajustements à la valeur de marché des placements à court terme détenus à des fins de négociation se sont élevées à 1 million de dollars au deuxième trimestre de 2009 et à 2 millions de dollars au premier semestre de 2009, comparativement à des gains nets de 3 millions de dollars au deuxième trimestre de 2008 et à une perte nette de 6 millions de dollars au premier semestre de 2008. La tranche résiduelle des dépenses pour les deux exercices concerne principalement des dons de bienfaisance.

Coûts de financement (en millions de dollars)	Trimestres terminés les 30 juin			Semestres terminés les 30 juin		
	2009	2008	Variation	2009	2008	Variation
Intérêts sur la dette à long terme, obligations à court terme et autres	116	117	(0,9) %	231	229	0,9 %
(Gains) pertes de change	4	—	n.s.	(3)	—	n.s.
Intérêts capitalisés durant la construction	—	(2)	n.s.	—	(3)	n.s.
Intérêts créditeurs	(14)	(1)	n.s.	(27)	(3)	n.s.
	106	114	(7,0) %	201	223	(9,9) %

Les intérêts débiteurs sur la dette à long terme et à court terme et autres ont diminué de 1 million de dollars au deuxième trimestre de 2009 et ont augmenté de 2 millions de dollars au premier semestre de 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008. La hausse du solde moyen de la dette en 2009, qui découle essentiellement du paiement effectué au titre des licences de spectre pour les SSFE au troisième trimestre de 2008, a été neutralisée en grande partie par une diminution du taux d'intérêt effectif. Les intérêts créditeurs découlant du règlement de questions fiscales touchant des exercices antérieurs se sont élevés à 14 millions de dollars au deuxième trimestre de 2009 et à 26 millions de dollars au premier semestre de 2009. Les intérêts créditeurs constatés au cours des périodes correspondantes de l'exercice précédent se composaient principalement d'intérêts sur les placements temporaires et sur le solde de trésorerie.

Impôts sur les bénéfices (en millions de dollars, sauf les taux d'imposition)	Trimestres terminés les 30 juin			Semestres terminés les 30 juin		
	2009	2008	Variation	2009	2008	Variation
Impôts fédéral et provinciaux combinés de base aux taux d'imposition prévus par la loi	100	118	(15) %	215	242	(11) %
Écart de taux d'imposition appliqué au redressement lié à des exercices antérieurs, et ajustements corrélatifs à ce redressement	(8)	—	—	(48)	(1)	—
Réévaluation du passif d'impôts futurs pour refléter les taux d'imposition prévus par la loi futurs	(7)	(8)	—	(26)	(26)	—
Rémunération sous forme d'attributions d'options sur actions	2	2	—	3	3	—
Autres	1	2	—	1	5	—
	88	114	(23) %	145	223	(35) %
Taux d'imposition fédéral et provinciaux combinés prévus par la loi (en %)	30,1	30,9	(0,8) pt	30,2	30,9	(0,7) pt
Taux d'imposition effectifs (en %)	26,5	29,8	(3,3) pts	20,4	28,5	(8,1) pts

La baisse de la charge d'impôts fédéral et provinciaux combinés au deuxième trimestre et au premier semestre de 2009 découle de la diminution du bénéfice avant impôts et de la réduction des taux d'imposition combinés prévus par la loi. Les taux d'imposition effectifs pour les deux exercices étaient moins élevés que les taux prévus par la loi, en raison de l'écart de taux d'imposition appliqué au redressement lié à des exercices antérieurs et des ajustements corrélatifs à ce redressement, de la réévaluation du passif d'impôts futurs découlant des réductions des taux d'imposition futurs en Colombie-Britannique ainsi que des taux d'imposition futurs appliqués aux écarts temporaires. Les modifications des taux d'imposition futurs en Colombie-Britannique sont entrées en vigueur au premier trimestre de 2009, ce qui aura pour effet de réduire les taux avec prise d'effet le 1^{er} juillet 2010. En 2008, une réduction des taux d'imposition en Colombie-Britannique est entrée en vigueur, avec prise d'effet le 1^{er} juillet 2008.

Résultat étendu

À l'heure actuelle, la notion de résultat étendu aux fins des PCGR du Canada consiste en grande partie, dans le cas précis de la société, à inclure les variations des capitaux propres découlant de variations non réalisées de la juste valeur des instruments financiers.

5.4 Résultats du secteur des services filaires

Produits d'exploitation – secteur des services filaires (en millions de dollars)	Trimestres terminés les 30 juin			Semestres terminés les 30 juin		
	2009	2008	Variation	2009	2008	Variation
Services locaux de transmission de la voix	470	497	(5,4) %	940	999	(5,9) %
Services interurbains de transmission de la voix	163	175	(6,9) %	329	354	(7,1) %
Services de transmission de données	530	522	1,5 %	1 068	1 028	3,9 %
Autres	68	63	7,9 %	139	126	10 %
Produits d'exploitation externes	1 231	1 257	(2,1) %	2 476	2 507	(1,2) %
Produits d'exploitation tirés d'activités intersectorielles	31	32	(3,1) %	64	63	1,6 %
Total des produits d'exploitation	1 262	1 289	(2,1) %	2 540	2 570	(1,2) %

Les produits d'exploitation du secteur des services filaires ont diminué de 27 millions de dollars au deuxième trimestre de 2009 et de 30 millions de dollars au premier semestre de 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008, en raison de ce qui suit :

- Les produits tirés des services locaux de transmission de la voix ont reculé de 27 millions de dollars et de 59 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2009, comparativement aux périodes correspondantes de 2008. Ces résultats à la baisse tiennent principalement à la diminution des produits tirés des services d'accès de base et des services améliorés optionnels découlant de la concurrence à l'égard de l'obtention d'abonnés des services résidentiels, de la diminution consécutive des lignes résidentielles locales d'accès au réseau ainsi que d'offres concurrentielles similaires, de même qu'à la réduction des lignes commerciales d'accès découlant de répercussions d'ordre économique.

Lignes d'accès au réseau (en milliers)	Aux 30 juin		
	2009	2008	Variation
Lignes résidentielles	2 320	2 497	(7,1) %
Lignes commerciales	1 824	1 828	(0,2) %
Total	4 144	4 325	(4,2) %

(Pertes nettes) ajouts nets de lignes d'accès au réseau (en milliers)	Trimestres terminés les 30 juin			Semestres terminés les 30 juin		
	2009	2008	Variation	2009	2008	Variation
Lignes résidentielles	(41)	(48)	15 %	(82)	(99)	17 %
Lignes commerciales	(10)	8	n.s.	(20)	20	n.s.
Total	(51)	(40)	(28) %	(102)	(79)	(29) %

Les pertes de lignes résidentielles d'accès au réseau au deuxième trimestre et au premier semestre de 2009 ont diminué par rapport aux périodes correspondantes de 2008, en raison des mesures plus efficaces en matière de reconquête et de la synergie découlant des services groupés, y compris TELUS TV, ainsi que du ralentissement de l'élargissement de l'expansion géographique du service de téléphone numérique d'un câblodistributeur concurrent. La diminution des lignes commerciales d'accès au réseau au cours du deuxième trimestre et du premier semestre de 2009 reflète la percée des câblodistributeurs concurrents sur le marché des services d'affaires, ainsi que certaines répercussions d'ordre économique ayant donné lieu à une augmentation du nombre de débranchements et à une baisse du nombre d'installations, particulièrement en Colombie-Britannique et en Alberta. Le nombre de lignes commerciales d'accès au réseau en Ontario et au Québec a augmenté au cours du premier semestre de 2009 et au cours des 12 derniers mois. La croissance de certains services de transmission de données, tels que les réseaux privés, n'est pas prise en compte dans le nombre de lignes commerciales d'accès au réseau.

- Les produits tirés des services interurbains de transmission de la voix ont diminué de 12 millions de dollars et de 25 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008. Ces résultats à la baisse sont principalement imputables à la réduction de la moyenne des tarifs à la minute imputable à la concurrence continue au chapitre des tarifs dans l'ensemble de l'industrie, à la réduction du nombre d'abonnés des services résidentiels, et à la baisse des volumes à la minute facturés, facteurs neutralisés en partie par les volumes à la hausse du trafic d'arrivée depuis l'étranger associés à des taux de change favorables.
- Les produits tirés des services filaires de transmission de données ont augmenté de 8 millions de dollars et de 40 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008. L'augmentation au deuxième trimestre tient principalement à la croissance du nombre d'abonnés des services de divertissement numériques, à la hausse des produits tirés des services de radiodiffusion et de vidéoconférence, ainsi qu'à l'accroissement des services Internet et des services de transmission et d'hébergement de données améliorés, facteurs neutralisés en partie par la baisse des ventes d'équipement de transmission de données. L'augmentation au premier semestre tient compte i) de la hausse des produits tirés des services gérés à l'intention du marché des affaires découlant de la croissance des services d'impartition pour les abonnés des services d'affaires; ii) de la croissance du nombre d'abonnés des services de divertissement numériques; iii) de l'accroissement des services Internet et des services de transmission et d'hébergement de données améliorés, neutralisé en partie par la diminution des tarifs moyens découlant des pressions concurrentielles; iv) de la croissance des services de transmission de données de base découlant de l'augmentation des volumes d'accès aux réseaux numériques par des concurrents et des hausses de tarifs; cette augmentation a été neutralisée en partie par la diminution des produits tirés des services de radiodiffusion et de vidéoconférence ainsi que par les ventes à la baisse d'équipement de transmission de données, y compris l'incidence de ventes d'équipement plus importantes au premier trimestre de 2008.

Abonnés à Internet et à TELUS TV – Services filaires (en milliers)	Aux 30 juin		
	2009	2008	Variation
Abonnés à Internet haute vitesse ¹	1 108	1 064	4,1 %
Abonnés à Internet commuté	105	142	(26) %
Total des abonnés aux services Internet ¹	1 213	1 206	0,6 %
Abonnés à TELUS TV	115	51	125 %

Ajouts nets (pertes nettes) d'abonnés à Internet et à TELUS TV – Services filaires (en milliers)	Trimestres terminés les 30 juin			Semestres terminés les 30 juin		
	2009	2008	Variation	2009	2008	Variation
Ajouts nets d'abonnés à Internet haute vitesse	3	24	(88) %	17	44	(61) %
Réductions nettes d'abonnés à Internet commuté	(9)	(4)	(125) %	(19)	(13)	(46) %
Total des ajouts nets (pertes nettes) d'abonnés aux services Internet	(6)	20	(130) %	(2)	31	(106) %
Ajouts nets d'abonnés à TELUS TV	17	10	70 %	37	16	131 %

1. Les soldes d'ouverture concernant les abonnés à Internet haute vitesse et le total des abonnés au service Internet pour le deuxième trimestre de 2009 ont été réduits de 5 000 afin de tenir compte des ajustements effectués à l'exercice précédent.

Les ajouts nets d'abonnés à Internet haute vitesse ont diminué au deuxième trimestre et au premier semestre de 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008, résultats qui tiennent au fait que le marché est de plus en plus établi et à l'établissement plus lent de nouveaux foyers, et au fait que les câblodistributeurs concurrents ont élargi leur gamme de produits, leurs tarifs promotionnels et leurs offres en matière de reconquête. La hausse des abonnements au service numérique TELUS TV s'est poursuivie à un rythme soutenu, la société ayant amélioré ses capacités en matière d'installation, procédé au lancement de la programmation haute définition et des enregistreurs numériques personnels (« ENP »), accru sa couverture géographique et obtenu un vif succès avec ses produits groupés.

- Les autres produits ont augmenté de 5 millions de dollars et de 13 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008, en raison principalement des ventes à la hausse d'équipement de transmission de la voix.

- Les produits tirés d'activités intersectorielles représentent les services fournis par le secteur des services filaires au secteur des services mobiles. Ces produits sont éliminés au moment de la consolidation de même que les charges connexes du secteur des services mobiles.

Charges d'exploitation – secteur des services filaires (en millions de dollars)	Trimestres terminées le 30 juin			Semestres terminés les 30 juin		
	2009	2008	Variation	2009	2008	Variation
Salaires, charge (économie) au titre des avantages sociaux sauf celle liée aux RRPD ¹ , et autres charges liées à l'effectif	456	501	(9,0) %	907	985	(7,9) %
Charge (économie) au titre des RRPD	6	(22)	n.s.	10	(45)	n.s.
Autres charges d'exploitation	371	373	(0,5) %	750	740	1,4 %
Charges d'exploitation	833	852	(2,2) %	1 667	1 680	(0,8) %
Coûts de restructuration	49	3	n.s.	75	10	n.s.
Total des charges d'exploitation	882	855	3,2 %	1 742	1 690	3,1 %

1. RRPD – régimes de retraite à prestations déterminées

Le total des charges d'exploitation a augmenté de 27 millions de dollars et de 52 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008.

- Les salaires, charge au titre des avantages sociaux et autres charges liées à l'effectif ont diminué de 45 millions de dollars et de 78 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008. Ces baisses découlent de l'importante réduction des primes de rendement comptabilisées découlant du rendement de l'exploitation moins élevé qu'il était prévu pour 2009, ainsi que des initiatives s'inscrivant dans le cadre du programme d'efficience concurrentielle touchant les coûts discrétionnaires liés à l'effectif, tels que les frais de déplacement et les coûts liés à la formation.
- La charge au titre des régimes de retraite à prestations déterminées a augmenté de 28 millions de dollars et de 55 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008, en raison principalement de la baisse de valeur des actifs de ces régimes en 2008.
- Les autres charges d'exploitation ont reculé de 2 millions de dollars au deuxième trimestre de 2009 et ont augmenté de 10 millions de dollars au premier semestre de 2009, comparativement aux périodes correspondantes de 2008. Les autres charges d'exploitation constatées au deuxième trimestre reflètent les initiatives mises en œuvre aux fins du contrôle des coûts, tandis que l'augmentation constatée au cours du semestre tient principalement aux facteurs suivants : les coûts relatifs à la programmation de TELUS TV et à l'obtention de nouveaux clients; les coûts des installations d'accès aux fins de la mise en œuvre de nouveaux contrats, les frais de transit et de résiliation découlant de la hausse des volumes d'appels sortants à destination des États-Unis et de l'étranger et des taux de change défavorables, facteurs neutralisés en partie par la diminution des frais de publicité et de promotion.
- Les coûts de restructuration se sont accrus de 46 millions de dollars et de 65 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008, et ils concernent plusieurs initiatives s'inscrivant dans le cadre du programme d'efficience concurrentielle de la société.

BAIIA – secteur des services filaires	Trimestres terminés les 30 juin			Semestres terminés les 30 juin		
	2009	2008	Variation	2009	2008	Variation
BAIIA (en millions de dollars)	380	434	(12) %	798	880	(9,3) %
Marge du BAIIA (en %)	30,1	33,7	(3,6) pts	31,4	34,2	(2,8) pts

Le BAIIA du secteur des services filaires a diminué de 54 millions de dollars et de 82 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008, en raison principalement de la hausse des coûts de restructuration et de la charge au titre des régimes de retraite à prestations déterminées. En excluant la hausse des coûts de restructuration et de la charge de retraite, le BAIIA du secteur des services filaires s'est accru de 20 millions de dollars et de 38 millions de dollars, respectivement, résultat qui tient à la diminution des primes de rendement comptabilisées et aux mesures de compression des coûts ayant donné lieu à une réduction des coûts discrétionnaires liés à l'effectif et des frais de publicité et de promotion, facteur neutralisé en partie par la hausse des coûts liés à la prestation de services de télévision et à la mise en place de services pour de nouvelles entreprises clientes. Le fait que les produits à la baisse tirés des services de transmission de la voix génèrent des marges plus élevées que les produits à la hausse tirés des services de transmission de données se répercute généralement sur la marge du BAIIA.

5.5 Résultats du secteur des services mobiles

Produits d'exploitation – secteur des services mobiles (en millions de dollars)	Trimestres terminés les 30 juin			Semestres terminés les 30 juin		
	2009	2008	Variation	2009	2008	Variation
Services de réseau	1 091	1 077	1,3 %	2 163	2 114	2,3 %
Équipement	55	65	(15) %	113	128	(12) %
Produits d'exploitation externes	1 146	1 142	0,4 %	2 276	2 242	1,5 %
Produits d'exploitation tirés des activités intersectorielles	7	7	— %	14	14	— %
Total des produits d'exploitation	1 153	1 149	0,3 %	2 290	2 256	1,5 %

Indicateurs de l'exploitation – secteur des services mobiles						
	Trimestres terminés les 30 juin			Semestres terminés les 30 juin		
	2009	2008	Variation	2009	2008	Variation
Abonnés (en milliers)						
Postpayés	5 061	4 670	8,4 %	10 731	9 340	14,9 %
Prépayés	1 227	1 162	5,6 %	2 454	2 284	7,4 %
Total	6 288	5 832	7,8 %	13 185	11 624	12,1 %
Proportion du nombre d'abonnés qui sont des abonnés des services postpayés (en %)	80,5	80,0	0,5 pt	81,1	80,3	0,8 pt
Population ¹ couverte par les services numériques (en millions) ²	32,7	32,4	0,9 %	65,4	64,8	0,9 %
Ajouts bruts d'abonnés (en milliers)						
Postpayés	247	279	(11) %	462	483	(4,3) %
Prépayés	155	143	8,4 %	286	284	0,7 %
Total	402	422	(4,7) %	748	767	(2,5) %
Ajouts nets d'abonnés (en milliers)						
Postpayés	95	157	(39) %	139	229	(39) %
Prépayés	16	19	(16) %	20	35	(43) %
Total	111	176	(37) %	159	264	(40) %
PMAA (en dollars) ³	58,61	62,73	(6,6) %	58,50	62,31	(6,1) %
Taux de désabonnement, par mois (en %) ³	1,55	1,43	0,12 pt	1,59	1,48	0,11 pt
Nombre moyen de minutes par abonné par mois	402	420	(4,3) %	392	408	(3,8) %
Frais d'acquisition ⁴ par ajout brut d'abonné (en dollars) ^{3,5}	311	342	(9,1) %	322	336	(4,2) %
Frais de fidélisation en pourcentage des produits tirés des services de réseau (en %) ^{3,5}	10,6	9,1	1,5 pt	10,5	8,7	1,8 pt
BAlIA, à l'exclusion des frais d'acquisition (en millions de dollars)	618	629	(1,7) %	1 222	1 245	(1,8) %
BAlIA en pourcentage des produits tirés des services de réseau	45,2	44,9	0,3 pt	45,4	46,7	(1,3) pt

pt(s) – point(s) de pourcentage

- Par « population », on entend le nombre de personnes vivant dans une zone de population comprise, en totalité ou presque, dans les zones de couverture.
- Y compris les ententes de services d'itinérance et de revente, conclues principalement avec Bell Canada.
- Se reporter à la rubrique 11.3, « Définition des indicateurs clés de l'exploitation ». Ces mesures ne sont pas définies par les principes comptables généralement reconnus du Canada ni des États-Unis. Il s'agit plutôt de paramètres utilisés dans l'industrie pour évaluer le rendement de l'exploitation d'une société de services mobiles.
- Frais d'acquisition.
- Au premier trimestre de 2009, la société a amélioré l'évaluation de ses frais d'acquisition et de fidélisation effectuée à l'aide de ses systèmes opérationnels, de manière à assurer une concordance avec les modifications apportées au chapitre des activités. Les chiffres correspondants de l'exercice précédent ont été retraités en conséquence.

Les produits tirés du secteur des services mobiles ont augmenté de 4 millions de dollars et de 34 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008, en raison de ce qui suit :

- Les produits tirés des services de réseau ont augmenté de 14 millions de dollars, ou 1,3 %, au deuxième trimestre de 2009 et ils se sont accrus de 49 millions de dollars, ou 2,3 %, au premier semestre de 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008. Ces résultats à la hausse tiennent principalement au maintien de la forte croissance des produits tirés des services mobiles de transmission de données et à l'accroissement de 7,8 % du nombre d'abonnés. Les produits tirés des services de réseau ont de façon générale augmenté, la croissance de 58 millions de dollars, ou 36 %, des produits tirés des services de transmission de données enregistrée au deuxième trimestre ayant été neutralisée en partie par la baisse de 44 millions de dollars, ou 4,8 %, des produits tirés des services de transmission de la voix. Par ailleurs, la croissance de 119 millions de dollars, ou 39 %, des produits tirés des services de transmission de données au premier semestre a été neutralisée en partie par la baisse de 70 millions de dollars, ou 3,9 %, des produits tirés des services de transmission de la voix. Les produits tirés des services mobiles de transmission de données au deuxième trimestre de 2009 représentent 20 % des produits tirés des services de réseau, comparativement à 15 % à la période correspondante de 2008. Cette croissance des produits tirés des services de transmission de données continue à refléter les produits élevés tirés des services liés à la messagerie textuelle et aux téléphones intelligents, qui découlent d'une plus grande utilisation et de l'accroissement des caractéristiques, et de la pénétration accrue du marché des téléphones intelligents, des appareils compatibles avec la technologie EVDO haute vitesse et des clés Internet mobile, facteurs neutralisés en partie par la baisse des tarifs liés aux services de transmission de données en itinérance depuis l'étranger.

- Les PMAA combinés se sont établis à 58,61 \$ au deuxième trimestre de 2009, soit un résultat en baisse de 4,12 \$, ou 6,6 %, par rapport à la période correspondante de 2008, mais ils sont demeurés relativement stables comparativement aux PMAA de 58,39 \$ constatés au premier trimestre de 2009. Les PMAA combinés se sont chiffrés à 58,50 \$ au premier semestre de 2009, en baisse de 3,81 \$, ou 6,1 %, par rapport à la période correspondante de 2008. Les PMAA tirés des services de transmission de données se sont établis à 11,56 \$ au deuxième trimestre, en hausse de 2,39 \$, ou 26 %, par rapport à la période correspondante de 2008, et les PMAA tirés des services de transmission de la voix se sont établis à 47,05 \$, en baisse de 6,51 \$, ou 12 %. Les PMAA tirés des services de transmission de données au premier semestre de 2009 se sont établis à 11,41 \$, en hausse de 2,46 \$, ou 28 %, et les PMAA tirés des services de transmission de la voix se sont établis à 47,09 \$, en baisse de 6,27 \$, ou 12 %. La tendance à la baisse des PMAA tirés des services de transmission de la voix s'est intensifiée en raison de la faiblesse continue de l'économie canadienne. La tendance au chapitre des PMAA tirés des services de transmission de la voix est imputable à divers facteurs, notamment le nombre à la baisse de minutes par abonné des services résidentiels et d'affaires, l'utilisation accrue des forfaits minutes incluses découlant des changements dans les habitudes des abonnés et de l'adoption de forfaits visant à optimiser les tarifs, la baisse des PMAA tirés du service Mike, la baisse des tarifs liés au service d'itinérance depuis l'étranger, et la pénétration accrue de la marque Koodo afin de soutenir les produits tirés des services de réseau et la croissance du nombre d'abonnés, facteurs neutralisés en partie par la hausse des produits découlant des meilleures caractéristiques des services offerts.

Les ajouts bruts et les ajouts nets d'abonnés tiennent compte des résultats découlant du lancement de la marque Koodo en mars 2008. Les ajouts bruts d'abonnés aux services postpayés ont représenté environ 62 % du total des ajouts bruts au deuxième trimestre et au premier semestre de 2009, comparativement à 66 % et à 63 %, respectivement, aux périodes correspondantes de 2008.

Les ajouts nets au deuxième trimestre et au premier semestre de 2009 se sont élevés à 111 000 et à 159 000, respectivement, en baisse de 37 % et de 40 %, respectivement. Les ajouts nets ont été touchés de façon défavorable par le ralentissement de l'économie et par la hausse générale des taux de désabonnement comparativement à 2008. Les ajouts nets d'abonnés des services postpayés au deuxième trimestre et au premier semestre de 2009 représentaient 86 % et 87 %, respectivement, du total des ajouts nets, comparativement à 89 % et à 87 %, respectivement, aux périodes correspondantes de 2008.

La hausse du taux de désabonnement combiné d'un exercice à l'autre reflète l'augmentation du taux de désabonnement non volontaire découlant des niveaux de chômage à la hausse, le taux de désabonnement moins élevé, à l'exercice précédent, consécutif au lancement initial de la marque Koodo en mars 2008, et les pressions concurrentielles continues sur le plan du marketing, tant en ce qui concerne le segment des services postpayés que celui des services prépayés. Le taux de désabonnement combiné au deuxième trimestre de 2009 s'est établi à 1,55 %, en hausse par rapport à 1,43 % au deuxième trimestre de 2008 et en baisse comparativement à 1,62 % au premier trimestre de 2009. Le taux de désabonnement combiné au premier semestre de 2009 s'est établi à 1,59 %, en hausse par rapport à 1,48 % au premier semestre de 2008.

- Les produits tirés des ventes d'équipement, des locations et des services ont diminué de 10 millions de dollars, ou 15 %, au deuxième trimestre de 2009, et ont reculé de 15 millions de dollars, ou 12 %, au premier semestre de 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008. Ces résultats à la baisse sont imputables à la réduction des produits par appareil d'abonné découlant d'un changement dans la gamme de produits (volumes à la hausse de services Koodo postpayés, volumes à la hausse de services prépayés et plus grande pénétration du marché des clés Internet mobile en 2009), ainsi qu'à la diminution générale des volumes combinés au chapitre de l'acquisition d'abonnés et de la fidélisation, facteur ayant contribué à la diminution des produits tirés des mises en service et des accessoires.
- Les produits tirés des activités intersectorielles représentent les services fournis par le secteur des services mobiles au secteur des services filaires, et ces produits sont éliminés au moment de la consolidation de même que les charges connexes du secteur des services filaires.

Charges d'exploitation – secteur des services mobiles (en millions de dollars)	Trimestres terminés les 30 juin			Semestres terminés les 30 juin		
	2009	2008	Variation	2009	2008	Variation
Charges liées aux ventes d'équipement	190	176	8,0 %	373	329	13 %
Charges d'exploitation des services de réseau	150	149	0,7 %	304	290	4,8 %
Frais de marketing	93	121	(23) %	186	224	(17) %
Frais généraux et d'administration						
Salaires, charge au titre des avantages sociaux ¹ et autres charges liées à l'effectif	146	157	(7,0) %	285	306	(6,9) %
Autres frais généraux et d'administration	77	61	26 %	155	119	30 %
Charges d'exploitation	656	664	(1,2) %	1 303	1 268	2,8 %
Coûts de restructuration	4	1	n.s.	6	1	n.s.
Total des charges d'exploitation	660	665	(0,8) %	1 309	1 269	3,2 %

1. Inclut une économie de 1 million de dollars au deuxième trimestre et au premier semestre de 2009, au titre des régimes de retraite à prestations déterminées, comparativement à une économie de 3 millions de dollars au deuxième trimestre de 2008 et à une économie de 5 millions de dollars au premier semestre de 2008.

Le total des charges d'exploitation du secteur des services mobiles a diminué de 5 millions de dollars au deuxième trimestre de 2009 et il a augmenté de 40 millions de dollars au premier semestre de 2009, comparativement aux périodes correspondantes de 2008. La diminution au cours du trimestre reflète l'incidence positive de la mise en œuvre continue des programmes d'efficacité et de restructuration ainsi que l'importante réduction des frais de marketing. L'augmentation au cours du premier semestre tient aux mesures prises aux fins de l'acquisition d'abonnés et de la fidélisation, à l'accroissement des services de transmission de données, ainsi qu'à la croissance de 8 % du nombre d'abonnés d'un exercice à l'autre.

- Les charges liées aux ventes d'équipement ont augmenté de 14 millions de dollars et de 44 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008. Ces résultats à la hausse tiennent en partie à l'augmentation des volumes au chapitre de la fidélisation et à l'accroissement des coûts par appareil afin de soutenir la migration des abonnés vers des téléphones intelligents et des appareils multimédias, ainsi qu'à l'incidence du taux de change défavorable du dollar américain (par rapport à 2008), facteurs neutralisés en partie par la diminution des volumes au chapitre des acquisitions.
- Les charges d'exploitation des services de réseau se sont accrues de 1 million de dollars et de 14 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008. Ces résultats à la hausse ont soutenu la croissance des produits tirés des services de transmission de données (croissance de 36 % au deuxième trimestre), laquelle tient à la pénétration continue sur le marché des téléphones intelligents, des appareils multimédias et des clés Internet, qui a entraîné une hausse des coûts liés à des revenus partagés avec des tiers et des coûts liés aux licences d'utilisation des fournisseurs de services, facteurs neutralisés en partie par la baisse des frais d'itinérance découlant de la réduction des tarifs, particulièrement au deuxième trimestre.
- Les frais de marketing ont diminué de 28 millions de dollars et de 38 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008, en raison de la baisse des frais de publicité et de promotion liés au lancement initial de la marque Koodo en mars 2008 et d'une plus grande efficacité au chapitre des dépenses. La diminution des commissions tient à la baisse des volumes au chapitre des acquisitions et de la fidélisation, de même qu'à la réduction des tarifs découlant d'un changement dans la gamme de produits et de l'offre de canaux à des tarifs variables dans le cadre des activités de chargement. Les frais d'acquisition par ajout brut d'abonné ont diminué de 31 \$ et de 14 \$, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008. Ces baisses reflètent la diminution des frais de publicité et de promotion et des commissions, neutralisée en partie par la hausse des coûts de financement par appareil (laquelle reflète les taux de change défavorables et les tarifs promotionnels visant à soutenir la pénétration sur le marché des téléphones intelligents et des appareils multimédias).

Les frais de fidélisation exprimés en pourcentage des produits tirés des services de réseau se sont établis à 10,6 % et à 10,5 %, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2009, en hausse par rapport à 9,1 % et à 8,7 %, respectivement, aux périodes correspondantes de 2008. La hausse des frais de fidélisation découle principalement du fait que la société s'est concentrée sur la migration des abonnés vers des téléphones intelligents et des appareils multimédias, des taux de change défavorables, ainsi que du nombre plus élevé de réparations d'appareils découlant de la complexité accrue des services offerts.

- Les salaires, charge au titre des avantages sociaux et autres charges liées à l'effectif inscrits dans les frais généraux et d'administration ont diminué de 11 millions de dollars et de 21 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008, ce qui reflète la réduction des primes de rendement comptabilisées et les retombées des initiatives du programme d'efficacité concurrentielle. Les autres frais généraux et d'administration se sont accrues de 16 millions de dollars et de 36 millions de dollars, respectivement; ces résultats tiennent compte d'une hausse de 6 millions de dollars et de 17 millions de dollars, respectivement, des créances douteuses, laquelle reflète l'accroissement du nombre d'abonnés, la conjoncture économique actuelle et l'augmentation du taux de désabonnement non volontaire. Les autres frais généraux et d'administration tiennent également compte de la hausse des coûts relatifs à la main-d'œuvre externe.
- Les coûts de restructuration concernent diverses initiatives s'inscrivant dans le cadre du programme d'efficacité concurrentielle de la société.

Secteur des services mobiles – BAIIA	Trimestres terminés les 30 juin			Semestres terminés les 30 juin		
	2009	2008	Variation	2009	2008	Variation
BAIIA (en millions de dollars)	493	484	1,9 %	981	987	(0,6) %
Marge du BAIIA (en %)	42,8	42,1	0,7 pt	42,8	43,8	(1,0) pt

Le BAIIA du secteur des services mobiles a progressé de 9 millions de dollars au deuxième trimestre de 2009 et il a diminué de 6 millions de dollars au premier semestre de 2009, comparativement aux périodes correspondantes de 2008. Le BAIIA du secteur des services mobiles, compte non tenu de la hausse de la charge de retraite et des coûts de restructuration, a augmenté de 14 millions de dollars et de 3 millions de dollars, respectivement, en raison de l'accroissement des produits tirés des services de réseau et de la baisse des frais d'acquisition, facteurs neutralisés en partie par la hausse des frais de fidélisation et des coûts liés au réseau à l'appui de la croissance des services de transmission de données, ainsi que par l'augmentation des créances douteuses découlant de la conjoncture actuelle. L'amélioration de la marge du BAIIA au deuxième trimestre de 2009 reflète l'accroissement des produits tirés des services de réseau; les coûts liés aux réseaux sont pour leur part demeurés dans l'ensemble inchangés, et les frais d'acquisition ont diminué.

6. Évolution de la situation financière

Le tableau ci-après illustre les variations entre les bilans consolidés survenues au cours du semestre terminé le 30 juin 2009.

Situation financière : (en millions de dollars)	Au 30 juin 2009	Au 31 décembre 2008	Variation	Variation en %	Explication concernant les variations entre les bilans
Actif à court terme					
Encaisse et placements temporaires, montant net	26	4	22	n.s.	Se reporter à la rubrique 7, « Situation de trésorerie et sources de financement ».
Débiteurs	725	966	(241)	(25) %	Diminution découlant de la hausse de 100 millions de dollars du produit tiré des créances titrisées, de la réduction des débiteurs du secteur des services mobiles découlant de la baisse des PMAA tirés des services postpayés, ainsi que d'une baisse saisonnière des créances des fournisseurs de services mobiles. Le délai moyen de règlement des débiteurs était de 43 jours au 30 juin 2009, alors qu'il était de 48 jours au 31 décembre 2008.
Impôts sur les bénéfices et autres impôts à recevoir	58	25	33	132 %	Reflète une hausse des impôts sur les bénéfices et autres impôts à recevoir comptabilisés, déduction faite des remboursements reçus.
Stocks	200	333	(133)	(40) %	Principalement une diminution des volumes d'appareils mobiles ainsi que des pièces et accessoires, neutralisée en partie par la proportion plus élevée d'appareils capables de transmettre des données offerts à des prix plus élevés.
Frais payés d'avance et autres ¹	250	176	74	42 %	Paiement anticipé de l'impôt fédéral sur la masse salariale et paiement annuel des impôts fonciers, des droits de concession de licences et des contrats d'entretien, déduction faite de l'amortissement.
Actifs dérivés	—	10	(10)	(100) %	Ajustements à la juste valeur des couvertures de change.
Passif à court terme					
Créditeurs et charges à payer	1 324	1 465	(141)	(10) %	Tient compte d'une diminution des dépenses en immobilisations, des licences et du matériel comptabilisés, d'une réduction des commissions à verser aux détaillants de services mobiles, et d'une réduction des charges salariales et du passif au titre des prestations constituées.
Impôts sur les bénéfices et autres impôts à payer	15	163	(148)	(91) %	Reflète les impôts finaux exigibles en 2009 pour l'année d'imposition 2008 ainsi que les acomptes provisionnels pour 2009, neutralisés par la charge d'impôts exigibles pour la période.
Créditeurs et charges à payer à l'égard de la restructuration	81	51	30	59 %	Les nouvelles obligations en vertu des programmes de restructuration en cours ont excédé les paiements en vertu des anciens programmes de restructuration.
Dividendes à payer	149	151	(2)	(1) %	—
Facturation par anticipation et dépôts de clients	650	689	(39)	(6) %	Principalement une diminution des produits reportés découlant des volumes à la baisse d'appareils mobiles détenus par des détaillants externes.
Tranche à court terme de la dette à long terme	52	4	48	n.s.	Reflète l'échéance en mai 2010 de débentures de série 1 à 12 % d'un montant de 50 millions de dollars de TELUS Communications Inc., déduction faite d'une petite diminution liée aux contrats de location-acquisition.
Passifs dérivés	93	75	18	24 %	Ajustements à la juste valeur des options sur actions et des couvertures relatives aux unités d'actions temporairement inaccessibles, déduction faite des options exercées ou frappées d'extinction.
Tranche à court terme des impôts futurs	525	459	66	14 %	Principalement des modifications du revenu tiré d'une société de personnes de Société TELUS Communications et de SOCIÉTÉ TÉLÉ-MOBILE qui sera attribué au cours des 12 prochains mois.
Fonds de roulement²	(1 630)	(1 543)	(87)	(6) %	La réduction du fonds de roulement a contribué à la diminution de la dette à long terme.
1. Avec prise d'effet à l'exercice 2009, les nouvelles recommandations de l'ICCA concernant les écarts d'acquisition et les actifs incorporels (chapitre 3064 du <i>Manuel</i>) s'appliquent à la société. L'adoption de cette norme a donné lieu à des ajustements des bilans consolidés. Se reporter à la rubrique 8.2, « Faits nouveaux concernant les conventions comptables ».					
2. Actif à court terme moins le passif à court terme – démontre la capacité de la société de financer ses activités actuelles et de respecter ses obligations lorsqu'elles arrivent à échéance.					

Évolution de la situation financière □ Suite du tableau de la page précédente.

Situation financière : (en millions de dollars)	Au 30 juin 2009	Au 31 décembre 2008	Variation	Variation en %	Explication concernant les variations entre les bilans
Immobilisations corporelles, montant net	12 661	12 483	178	1 %	Se reporter à la rubrique 7.2, « <i>Sorties liées aux activités d'investissement – Dépenses en immobilisations</i> », ainsi qu'à la rubrique 5.3, « <i>Résultats d'exploitation consolidés – Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels</i> ».
Autres actifs					
Autres actifs à long terme ¹	1 527	1 418	109	8 %	Concerne principalement la capitalisation des régimes de retraite et l'amortissement continu de l'actif transitoire des régimes de retraite.
Placements	43	42	1	2 %	Reflète un nouveau placement d'un montant peu élevé.
Écart d'acquisition	3 564	3 564	—	— %	—
Dettes à long terme	6 085	6 348	(263)	(4) %	Comprend : <ul style="list-style-type: none"> • un produit net de 697 millions de dollars découlant de l'émission, en mai, de billets à 4,95 % échéant dans cinq ans; • une augmentation de 172 millions de dollars du papier commercial; • une réduction nette de 980 millions de dollars des montants prélevés au titre de la facilité de crédit échéant en 2012 (néant au 30 juin); • des débetures de 50 millions de dollars reclassées dans le passif à court terme; • une diminution de 104 millions de dollars de la valeur de conversion en dollars canadiens des billets libellés en dollars américains échéant en 2011, qui a été en grande partie neutralisée par la diminution des passifs dérivés (se reporter au poste Autres passifs à long terme).
Autres passifs à long terme	1 403	1 295	108	8 %	Principalement des variations des taux de change du dollar américain et un ajustement de la juste valeur du passif dérivé lié aux billets libellés en dollars américains échéant en 2011.
Impôts futurs¹	1 278	1 213	65	5 %	Augmentation des impôts futurs sur les actifs et passifs à long terme, y compris les gains et pertes non réalisés sur les dérivés et les redressements liés à des questions fiscales touchant des exercices antérieurs, neutralisée en partie par une réévaluation découlant des modifications des taux d'imposition prévus par la loi.
Capitaux propres					
Actions ordinaires et actions sans droit de vote ¹	7 378	7 085	293	4 %	Principalement un bénéfice net de 564 millions de dollars et un montant de 20 millions de dollars au titre des autres éléments du résultat étendu qui reviennent aux détenteurs d'actions ordinaires et sans droit de vote, moins les dividendes de 300 millions de dollars payés ou à payer en espèces.
Part des actionnaires sans contrôle	21	23	(2)	(9) %	Dividendes versés par une filiale à des actionnaires sans contrôle, déduction faite du résultat étendu de 2 millions de dollars qui revient à la part des actionnaires sans contrôle.
1. Avec prise d'effet à l'exercice 2009, les nouvelles recommandations de l'ICCA concernant les écarts d'acquisition et les actifs incorporels (chapitre 3064 du <i>Manuel</i>) s'appliquent à la société. L'adoption de cette norme a donné lieu à des ajustements des bilans consolidés. Se reporter à la rubrique 8.2, « <i>Faits nouveaux concernant les conventions comptables</i> ».					

7. Situation de trésorerie et sources de financement

L'analyse fournie dans la présente rubrique est assujettie à la *mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début du rapport de gestion.

Les politiques financières liées à la structure du capital de la société, son plan financier et ses résultats sont présentés à la *rubrique 4.3*. Dans le cours normal des activités, la société a généré des flux de trésorerie liés à l'exploitation annuels supérieurs aux dépenses en immobilisations annuelles nécessaires à la croissance des activités et aux investissements dans la technologie. Au deuxième trimestre et au premier semestre de 2009, de même qu'au deuxième trimestre de 2008, les rentrées liées aux activités d'exploitation ont excédé les sorties liées aux activités d'investissement. Au premier trimestre de 2008, les rentrées liées aux activités d'exploitation ont été complétées par les activités de financement, aux fins de l'acquisition d'Emergis en janvier 2008.

Sommaire des états consolidés des flux de trésorerie (en millions de dollars)	Trimestres terminés les 30 juin			Semestres terminés les 30 juin		
	2009	2008	Variation	2009	2008	Variation
Rentrées liées aux activités d'exploitation	852	462	84 %	1 466	1 087	35 %
(Sorties) liées aux activités d'investissement	(552)	(437)	(26) %	(1 030)	(1 437)	28 %
(Sorties) rentrées liées aux activités de financement	(339)	(28)	n.s.	(414)	376	n.s.
Augmentation (diminution) de l'encaisse et des placements temporaires, montant net	(39)	(3)	—	22	26	—
Encaisse et placements temporaires, montant net, au début	65	49	—	4	20	—
Encaisse et placements temporaires, montant net, à la fin	26	46	—	26	46	(43) %

7.1 Rentrées liées aux activités d'exploitation

Les rentrées liées aux activités d'exploitation ont augmenté de 390 millions de dollars et de 379 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2009, comparativement aux périodes correspondantes de 2008. Ces augmentations nettes d'un exercice à l'autre tiennent aux variations suivantes :

- La variation du produit tiré des créances titrisées (prise en compte dans la variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement figurant à l'état consolidé des flux de trésorerie), qui a donné lieu à une hausse de 450 millions de dollars des flux de trésorerie au deuxième trimestre et au premier semestre de 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008. Plus précisément, la société a accru de 100 millions de dollars le produit tiré des créances titrisées au deuxième trimestre de 2009, alors que ce produit avait reculé de 350 millions de dollars au deuxième trimestre de 2008.
- La diminution du BAIIA de 45 millions de dollars et de 88 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre, comme il est décrit à la *rubrique 5*, « *Résultats d'exploitation* ». La diminution du BAIIA tient compte d'une hausse de la charge de retraite au titre des régimes de retraite à prestations déterminées des salariés et d'une augmentation des coûts de restructuration. Le BAIIA excluant ces éléments hors trésorerie a augmenté de 34 millions de dollars et de 41 millions de dollars, respectivement.
- L'augmentation de 27 millions de dollars et de 53 millions de dollars, respectivement, des cotisations aux régimes à prestations déterminées des salariés au deuxième trimestre et au premier semestre de 2009, comparativement aux périodes correspondantes de 2008. Se reporter aux hypothèses concernant les régimes de retraite à prestations déterminées présentées à la *rubrique 9*, « *Indications pour l'exercice 2009* ».
- La hausse de 16 millions de dollars et de 35 millions de dollars, respectivement, des paiements au titre des programmes de restructuration au deuxième trimestre et au premier semestre de 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008.
- L'augmentation de 8 millions de dollars et de 12 millions de dollars, respectivement, des intérêts payés au deuxième trimestre et au premier semestre de 2009, comparativement aux périodes correspondantes de 2008.
- La réception d'intérêts de 35 millions de dollars au deuxième trimestre de 2009, au titre du règlement de questions fiscales touchant des exercices antérieurs.
- Le montant net de 8 millions de dollars des paiements d'impôts sur les bénéfices au deuxième trimestre de 2009, qui tient compte d'une économie de 54 millions de dollars découlant du règlement de questions fiscales touchant des exercices antérieurs. Le montant net de 222 millions de dollars des paiements d'impôts sur les bénéfices au premier semestre de 2009 tient compte de l'économie constatée au deuxième trimestre ainsi que des acomptes provisionnels finaux versés au premier trimestre relativement à l'année d'imposition 2008. En comparaison, le montant net des paiements d'impôts au deuxième trimestre et au premier semestre de 2008 s'est élevé à 6 millions de dollars et à 7 millions de dollars, respectivement. La société a commencé à effectuer des paiements d'impôts importants en 2009 (se reporter aux hypothèses concernant les paiements d'impôts présentées à la *rubrique 9*).

- En 2008, la société a liquidé des placements à court terme de 116 millions de dollars au deuxième trimestre; déduction faite des placements à court terme effectués au cours du premier trimestre, cette opération a donné lieu à des rentrées de 42 millions de dollars au premier semestre de 2008.
- Les autres variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, y compris la diminution des débiteurs et des créances des détaillants et la baisse des stocks au premier semestre de 2009.

7.2 Sorties liées aux activités d'investissement

Les sorties liées aux activités d'investissement ont augmenté de 115 millions de dollars au deuxième trimestre de 2009, par rapport à la période correspondante de 2008, en raison de la hausse des dépenses en immobilisations. Les sorties liées aux activités d'investissement ont diminué de 407 millions de dollars au premier semestre de 2009, par rapport à la période correspondante de 2008, résultat qui tient à l'acquisition d'Emergis à l'exercice précédent, facteur neutralisé en partie par la hausse des dépenses en immobilisations.

Les actifs en construction se chiffraient à 1 049 millions de dollars au 30 juin 2009, soit un résultat en hausse de 367 millions de dollars par rapport au 31 décembre 2008, qui concerne principalement des initiatives liées aux réseaux à large bande filaires et mobiles de la société, pour lesquels de plus amples informations sont fournies ci-dessous.

Dépenses en immobilisations (en millions de dollars, sauf le ratio d'intensité des dépenses en immobilisations)	Trimestres terminés les 30 juin			Semestres terminés les 30 juin		
	2009	2008	Variation	2009	2008	Variation
Secteur des services filaires	368	321	15 %	646	576	12 %
Secteur des services mobiles	189	114	66 %	385	179	115 %
TELUS – données consolidées	557	435	28 %	1 031	755	37 %
BAIIA déduction faite des dépenses en immobilisations ¹	316	483	(35) %	748	1 112	(33) %
Intensité des dépenses en immobilisations (en %) ²	23	18	5 pts	22	16	6 pts

1. Se reporter à la rubrique 11.1, « Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA) », pour le calcul et pour une description du BAIIA.
2. L'intensité des dépenses en immobilisations représente la mesure des dépenses en immobilisations divisées par les produits d'exploitation. Cette mesure fournit une méthode utile pour comparer le niveau des dépenses en immobilisations avec celui d'autres entreprises de tailles diverses du même secteur.

Les dépenses en immobilisations ont augmenté de 122 millions de dollars et de 276 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008. Les dépenses en immobilisations comptabilisées au premier semestre de 2009 sont, sur une base annualisée, conformes aux indications pour l'exercice, qui se chiffrent à environ 2,05 milliards de dollars. Le ratio d'intensité des dépenses en immobilisations, qui s'est élevé à 22 % au premier semestre de 2009, reflète un ratio d'intensité de 25 % pour le secteur des services filaires (22 % au premier semestre de 2008) et un ratio d'intensité de 17 % pour le secteur des services mobiles (8 % au premier semestre de 2008). Le BAIIA, déduction faite des dépenses en immobilisations, a diminué de 167 millions de dollars et de 364 millions de dollars, respectivement, en raison principalement de l'augmentation de ces ratios d'intensité, ainsi que de la diminution du BAIIA dont il est fait mention à la rubrique 5.3.

- Les dépenses en immobilisations du secteur des services filaires ont augmenté de 47 millions de dollars et de 70 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008. Ces hausses tiennent principalement aux investissements dans les initiatives liées aux réseaux à large bande et à TELUS TV, surtout en Colombie-Britannique et en Alberta. Les dépenses effectuées en 2008, pour la mise en service en juillet 2008 de la plateforme de facturation et de service à la clientèle pour les abonnés des services résidentiels en Colombie-Britannique, ont en partie neutralisé ce résultat. Les flux de trésorerie (BAIIA déduction faite des dépenses en immobilisations) du secteur des services filaires se sont chiffrés à 12 millions de dollars au deuxième trimestre de 2009, soit une baisse de 101 millions de dollars, ou 89 %, par rapport à la période correspondante de 2008. Les flux de trésorerie du secteur des services filaires se sont élevés à 152 millions de dollars au premier semestre de 2009, en baisse de 152 millions de dollars, ou 50 %, par rapport à la période correspondante de 2008. La hausse des charges de restructuration et de la charge au titre des régimes de retraite à prestations déterminées a eu une incidence importante sur les flux de trésorerie du secteur des services filaires en 2009.
- Les dépenses en immobilisations du secteur des services mobiles ont augmenté de 75 millions de dollars et de 206 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2009, en raison principalement des nouveaux investissements dans la technologie HSPA et dans les capacités en matière de service aux fins du lancement prévu pour le début de 2010. Les dépenses en immobilisations au deuxième trimestre et au premier semestre de 2008 quant à elles étaient relativement peu élevées, en attendant l'issue des enchères de licences de spectre pour les SSFE tenues en juillet 2008 et de la mise au point définitive des plans de la société concernant l'évolution des technologies mobiles. Les flux de trésorerie (BAIIA déduction faite des dépenses en immobilisations) du secteur des services mobiles se sont chiffrés à 304 millions de dollars au deuxième trimestre de 2009, soit une diminution de 66 millions de dollars, ou 18 %, par rapport à la période correspondante de 2008. Les flux de trésorerie du secteur des services mobiles se sont établis à 596 millions de dollars au premier semestre de 2009, en baisse de 212 millions de dollars, ou 26 %, par rapport à la période correspondante de 2008.

7.3 Rentrées (sorties) liées aux activités de financement

Les sorties nettes liées aux activités de financement se sont établies à 339 millions de dollars au deuxième trimestre de 2009, comparativement à 28 millions de dollars à la période correspondante de 2008. Au premier semestre de 2009, les sorties nettes liées aux activités de financement se sont élevées à 414 millions de dollars, comparativement à des rentrées nettes de 376 millions de dollars à la période correspondante de 2008.

- Les dividendes en espèces versés aux actionnaires au deuxième trimestre de 2009 se sont établis à 151 millions de dollars; ils ont été versés le 1^{er} avril 2009 et concernaient le dividende (47,5 cents par action) déclaré au premier trimestre. Les dividendes en espèces versés aux actionnaires au deuxième trimestre de 2008 se sont établis à 289 millions de dollars; ils concernaient le dividende (45 cents par action dans chaque cas) déclaré aux premier et deuxième trimestres de 2008.

Les dividendes en espèces versés aux actionnaires au premier semestre de 2009 se sont établis à 302 millions de dollars; ils ont été versés le 2 janvier 2009 et concernaient le dividende (47,5 cents par action) déclaré au quatrième trimestre de 2008. Les dividendes en espèces versés aux actionnaires au premier semestre de 2008 se sont établis à 289 millions de dollars; ils concernaient le dividende déclaré aux premier et deuxième trimestres de 2008.

- La société n'a racheté aucune action de TELUS dans le cadre des RCNA en 2009. Le nombre maximal d'actions que la société peut racheter en vertu de l'offre en cours, qui prendra fin le 22 décembre 2009, s'élève à quatre millions d'actions ordinaires et à quatre millions d'actions sans droit de vote. Au cours du deuxième trimestre de 2008, la société a racheté environ 1,7 million d'actions, pour un montant de 77 millions de dollars, et au cours du premier semestre de 2008, elle a racheté environ 4,6 millions d'actions, pour un montant de 199 millions de dollars.
- Émission de titres de créance à long terme

En mai 2009, la société a, dans le cadre d'un appel public à l'épargne, émis des billets de série CF à 4,95 % échéant en mai 2014, pour un produit brut de 700 millions de dollars. Le produit net d'environ 697 millions de dollars a été utilisé aux fins générales de la société, y compris le remboursement des montants empruntés au titre de la facilité de crédit échéant en 2012 et la réduction de l'encours du papier commercial. Les billets de série CF sont rachetables en totalité en tout temps ou en partie de temps à autre, au gré de la société, sur préavis d'au moins 30 jours et d'au plus 60 jours. Le prix de rachat est égal au plus élevé de i) la valeur actualisée des billets, actualisée en fonction du taux de rendement des obligations du Canada majoré de 71 points de base, ou de ii) 100 % du capital. De plus, les intérêts courus et impayés, s'il y a lieu, seront payés à la date fixée pour le rachat.

La société est tenue de faire une offre aux fins du rachat des billets de série CF, pour un prix égal à 101 % de leur montant en capital majoré des intérêts courus et impayés jusqu'à la date du rachat, advenant un événement entraînant un changement de contrôle tel qu'il est défini dans l'acte de fiducie supplémentaire. Les agences de notation ont attribué à ces billets les mêmes cotes que celles attribuées aux billets émis précédemment par TELUS. Se reporter à la *rubrique 7.7, « Cotes de crédit »*.

Au deuxième trimestre de 2008, la société a émis des billets de série CE à 5,95 % d'un montant de 500 millions de dollars et échéant en avril 2015. Le produit net de l'émission a été utilisé aux fins générales de la société, notamment la réduction nette des montants empruntés au titre de la facilité de crédit échéant en 2012 et la réduction du produit tiré de la titrisation de créances, laquelle est inscrite comme une variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement (se reporter à la *rubrique 7.1, « Rentrées liées aux activités d'exploitation »*).

- Facilités bancaires et papier commercial
- La société alterne régulièrement entre diverses sources de financement à court terme pour tirer parti des écarts au chapitre des frais d'intérêts. Au premier trimestre de 2009, la société a réduit les montants nets prélevés au titre de la facilité de crédit échéant en 2012 de 680 millions de dollars, les portant à 300 millions de dollars, et elle a accru l'encours du papier commercial de 756 millions de dollars, les portant à 1 188 millions de dollars. En raison principalement de l'émission fructueuse de billets en mai 2009, la société a réduit à néant les montants nets prélevés au titre de la facilité de crédit échéant en 2012 au deuxième trimestre, et elle a réduit l'encours du papier commercial à 604 millions de dollars.
- Au premier trimestre de 2008, la société avait accru les montants prélevés au titre de la facilité de crédit échéant en 2012, les portant de néant à 321 millions de dollars, et elle avait accru les émissions de papier commercial de 213 millions de dollars, les portant à 800 millions de dollars, aux fins générales de la société, y compris l'acquisition d'Emergis conclue en janvier. Au cours du deuxième trimestre de 2008, la société avait réduit de 159 millions de dollars les montants prélevés au titre de la facilité de crédit échéant en 2012, les portant à 162 millions de dollars au 30 juin, et elle avait maintenu l'encours du papier commercial.
 - Dette à long terme de TELUS Communications Inc.

Avec prise d'effet le 12 juin 2009, TELUS Corporation a garanti le paiement du capital et des intérêts au titre des débetures de TCI, ainsi que le paiement du capital et des intérêts au titre des obligations hypothécaires de premier rang de TCI.

7.4 Mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement

Mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement			
Au 30 juin ou pour les périodes de 12 mois terminées à cette date	2009	2008	Variation
Composantes des ratios d'endettement et de couverture¹ (en millions de dollars)			
Dette nette	7 255	6 644	611
Total des capitaux investis – valeur comptable ²	14 764	13 678	1 086
BAIIA excluant les coûts de restructuration	3 820	3 830	(10)
Montant net des intérêts débiteurs	441	419	22
Ratios d'endettement			
Dette à taux fixe en proportion du total de la dette (en %)	86	83	3 pts
Durée moyenne jusqu'à l'échéance de la dette (en années)	4,4	4,8	(0,4)
Dette nette/total des capitaux investis (en %) ¹	49,1	48,6	0,5 pt
Dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration ¹	1,9	1,7	0,2
Ratios de couverture¹			
Couverture des intérêts sur la dette à long terme (couverture par le bénéfice)	4,2	4,7	(0,5)
Couverture des intérêts par le BAIIA excluant les coûts de restructuration	8,7	9,1	(0,4)
Autres mesures³			
Flux de trésorerie disponibles (en millions de dollars) ⁴	(152)	1 621	(1 773)
Ratio de distribution ¹ des bénéfices nets prévisibles □ ligne directrice de 45 % à 55 %			
Ratio de distribution – bénéfice réel excluant les ajustements liés aux impôts et l'option de règlement en espèces net liée aux options (en %)	59	52	7 pts
Ratio de distribution – bénéfice réel (en %)	53	43	10 pts
1. Se reporter à la rubrique 11.4, « Définition des mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement ».			
2. Le montant au 30 juin 2008 reflète l'ajustement des bénéfices non répartis, par suite de l'adoption des nouvelles recommandations de l'ICCA concernant les écarts d'acquisition et les actifs incorporels. Se reporter à la rubrique 8.2.			
3. Données sur 12 mois.			
4. Se reporter à la rubrique 11.2, « Flux de trésorerie disponibles », pour la définition.			

La dette nette au 30 juin 2009 a augmenté par rapport à l'exercice précédent, l'augmentation s'étant en majeure partie produite au troisième trimestre de 2008, aux fins du paiement effectué au titre des licences de spectre pour les SSFE. Le total des capitaux investis a augmenté, en raison principalement de la hausse de la dette nette et de l'augmentation du capital-actions sous forme d'actions ordinaires et d'actions sans droit de vote découlant de la diminution des rachats d'actions dans le cadre des RCNA au cours des 12 derniers mois.

La durée moyenne à l'échéance de la dette était de 4,4 ans au 30 juin 2009, en baisse de 0,4 an par rapport l'exercice précédent, résultat qui tient au passage du temps, facteur neutralisé en partie par l'émission de 700 millions de dollars de titres de créance en mai 2009, par la diminution du papier commercial et par le remboursement des montants prélevés au titre de la facilité de crédit échéant en 2012. La proportion des titres de créance qui portent intérêt à des taux fixes était de 86 % au 30 juin 2009, soit un résultat en hausse par rapport à 83 % à l'exercice précédent, qui tient à l'émission de titres de créance en mai 2009, à la réduction du papier commercial et au remboursement des montants prélevés au titre de la facilité de crédit échéant en 2012, facteurs neutralisés en partie par l'augmentation des activités de titrisation de créances.

Le ratio de couverture des intérêts sur la dette à long terme était de 4,2 fois pour la période de 12 mois terminée le 30 juin 2009, soit une baisse par rapport à 4,7 fois à l'exercice précédent, qui reflète principalement la réduction du bénéfice avant impôts sur les bénéfices et intérêts débiteurs sur la dette à long terme, ainsi que l'augmentation des intérêts débiteurs sur la dette à long terme. Le ratio de couverture des intérêts par le BAIIA était de 8,7 fois pour la période de 12 mois terminée le 30 juin 2009, soit une baisse par rapport à 9,1 fois à l'exercice précédent, qui tient à une hausse du montant net des intérêts débiteurs.

Les flux de trésorerie disponibles pour la période de 12 mois terminée le 30 juin 2009 ont diminué de 1,77 milliard de dollars par rapport à la période de 12 mois terminée le 30 juin 2008. La diminution est en grande partie imputable au paiement de 882 millions de dollars au titre des licences de spectre pour les SSFE versé au troisième trimestre de 2008, à la hausse de 474 millions de dollars des dépenses en immobilisations générales, à la hausse de 338 millions de dollars des paiements d'impôts déduction faite des économies, ainsi qu'à l'augmentation de 56 millions de dollars des paiements au titre des programmes de restructuration.

La stratégie de la société vise à maintenir les politiques et les lignes directrices financières énoncées ci-après. La société estime que ces mesures ont atteint un niveau optimal et qu'elles devraient lui permettre d'avoir raisonnablement accès aux marchés financiers en maintenant des cotes de crédit de BBB+ à A-, ou des cotes équivalentes.

Les lignes directrices et politiques financières à long terme de TELUS sont les suivantes :

- Ratio de la dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration entre 1,5 et 2,0 fois.
Le ratio s'est établi à 1,9 fois au 30 juin 2009.
- Ratio de distribution de 45 % à 55 % des bénéfices nets prévisibles.

La ligne directrice au chapitre du ratio de distribution est établie sur une base prospective, plutôt que sur une base actuelle. Le ratio pour la période de 12 mois terminée le 30 juin 2009 calculé de manière à ne pas tenir compte des ajustements liés aux impôts sur les bénéfices et de l'incidence mineure de l'option de règlement en espèces net liée aux options dans le calcul des bénéfices s'est établi à 59 %. Le ratio fondé sur les bénéfices réels pour la même période s'est établi à 53 %.

7.5 Facilités de crédit

Au 30 juin 2009, TELUS avait des liquidités disponibles aux termes des facilités de crédit inutilisées de plus de 1,5 milliard de dollars, de même que des montants disponibles au titre de son programme de titrisation de créances, ce qui est conforme à l'objectif de la société, lequel vise à faire en sorte que les liquidités disponibles s'élèvent généralement à au moins 1 milliard de dollars. Le 19 juin 2009, les modalités de la facilité de crédit d'une durée de 364 jours ont été modifiées de manière que le montant disponible au titre de cette facilité soit porté à 300 millions de dollars et que la date d'échéance soit prorogée jusqu'au 31 décembre 2010.

Facilités de crédit de TELUS au 30 juin 2009

(en millions de dollars)	Échéance	Montant disponible	Montant utilisé	Lettres de crédit émises, mais non utilisées	Sûreté pour le programme de papier commercial	Liquidités disponibles
Facilité renouvelable de cinq ans ¹	1 ^{er} mai 2012	2 000	—	(220)	(604)	1 176
Facilité renouvelable de 364 jours ²	31 décembre 2010	300	—	—	—	300
Autres facilités bancaires	—	64	—	(6)	—	58
Total	—	2 364	—	(226)	(604)	1 534

1. Dollars canadiens ou équivalent des dollars américains.

2. Dollars canadiens uniquement.

Les facilités de crédit renouvelables de TELUS comportent les clauses restrictives habituelles. Celles-ci lui interdisent notamment de laisser son ratio de levier financier consolidé (dette sur le BAIIA sur 12 mois) dépasser 4:1 (environ 1,9:1 au 30 juin 2009) et de laisser son ratio de couverture consolidé (BAIIA sur intérêts débiteurs sur 12 mois) être inférieur à 2:1 (environ 8,7:1 au 30 juin 2009) à la fin d'un trimestre financier. Il y a certaines petites différences entre le calcul du ratio de levier financier et du ratio de couverture en vertu des conventions de crédit et le calcul de la dette nette sur le BAIIA et du ratio de couverture des intérêts par le BAIIA. Les calculs n'ont jamais présenté de différences importantes. La réévaluation des immobilisations corporelles, des actifs incorporels et de l'écart d'acquisition aux fins comptables n'a pas d'incidence sur les clauses restrictives. L'accès continu aux facilités de crédit de TELUS n'est pas assujéti au maintien par TELUS d'une cote de crédit en particulier.

7.6 Vente de créances

TELUS Communications Inc. (« TCI »), filiale en propriété exclusive de TELUS, est partie à une convention conclue avec une fiducie de titrisation sans lien de dépendance liée à une grande banque canadienne de l'annexe I, aux termes de laquelle TCI est en mesure de vendre une participation dans certaines de ses créances. À la suite de la vente d'une participation dans certaines créances avec gestion intégrale, un passif lié à la gestion des créances vendues est constaté à la date de la vente puis est amorti dans l'état des résultats sur la durée de vie prévue des créances. Par suite d'une modification effectuée en mai 2009, la durée initiale de cette convention de titrisation à rechargement a été prorogée pour une période de trois ans, et le montant maximal s'élève à 500 millions de dollars.

TCI doit maintenir une cote de crédit de DBRS Ltd. d'au moins BBB (faible), sinon la fiducie de titrisation pourrait exiger de freiner le programme de vente. Au 7 août 2009, la cote de crédit était plus élevée de trois niveaux, à savoir A (faible), que la cote devant être maintenue.

Solde du produit des créances titrisées (en millions de dollars)	30 juin 2009	31 mars 2009	31 déc. 2008	30 sept. 2008	30 juin 2008	31 mars 2008	31 déc. 2007	30 sept. 2007
	400	300	300	250	150	500	500	550

7.7 Cotes de crédit

Aucun changement n'a été apporté aux cotes de crédit de première qualité de la société au premier semestre de 2009. Les quatre agences de notation qui couvrent TELUS ont attribué des cotes identiques aux cotes attribuées précédemment, toutes assorties de perspectives stables, relativement à l'émission de 700 millions de dollars de billets effectuée par la société en mai 2009. Le 17 juin 2009, DBRS Ltd. a confirmé les cotes attribuées à TELUS Corporation et à TELUS Communications Inc.

Sommaire des cotes de crédit	DBRS Ltd.	S&P	Moody's	Fitch Ratings
Tendance ou perspective	Stable	Stable	Stable	Stable
TELUS Corporation				
Dette bancaire de premier rang	—	—	—	BBB+
Billets	A (faible)	BBB+	Baa1	BBB+
Papier commercial	R-1 (faible)	—	—	—
TELUS Communications Inc.				
Déventures	A (faible)	BBB+	—	BBB+
Billets à moyen terme	A (faible)	BBB+	—	BBB+
Obligations hypothécaires de premier rang	A (faible)	A-	—	—

7.8 Instruments financiers, engagements et passifs éventuels

Instruments financiers (note 4 des états financiers consolidés intermédiaires)

Les instruments financiers de la société ainsi que la nature des risques auxquels ils pourraient être assujettis sont décrits dans le rapport de gestion annuel 2008 de la société. Une mise à jour est présentée ci-dessous.

Risque de crédit – débiteurs/provision pour créances douteuses

Le risque de crédit associé aux débiteurs est réduit par la clientèle vaste et diversifiée de la société, qui regroupe à peu près tous les secteurs des consommateurs et des entreprises au Canada. La société applique un programme d'évaluation du crédit des clients et limite le montant du crédit accordé lorsqu'elle le juge nécessaire. Elle maintient des provisions pour les pertes sur créances potentielles, et ces pertes ont été conformes aux prévisions de la direction jusqu'à maintenant. La durée de vie moyenne pondérée des comptes clients en souffrance est de 70 jours, soit une hausse par rapport à 64 jours au 31 décembre 2008.

Risque de liquidité

Dans le cadre des politiques financières liées à la structure du capital, pour lesquelles une analyse est présentée à la rubrique 4.3, « Situation de trésorerie et sources de financement », la société gère son risque de liquidité à l'aide d'un processus d'équilibrage de trésorerie quotidien qui lui permet de gérer ses liquidités excédentaires et ses besoins en liquidités selon les besoins réels de la société et de ses filiales; de plus, la société maintient des facilités bancaires bilatérales et des facilités de crédit consorsial ainsi qu'un programme de papier commercial, elle vend des créances clients à une fiducie de titrisation sans lien de dépendance, elle exerce une surveillance constante des flux de trésorerie prévisionnels et réels, et elle gère les échéances des actifs financiers et des passifs financiers.

TELUS a d'importantes échéances de titres de créance au cours des exercices ultérieurs. La société peut émettre un montant de 1,8 milliard de dollars de titres de créance ou de participation en vertu d'un prospectus préalable de base, en vigueur jusqu'en septembre 2009. La société prévoit renouveler le prospectus préalable de base et estime que ses cotes de crédit de première qualité lui fournissent un accès raisonnable aux marchés financiers.

Risque de marché

L'analyse de sensibilité concernant les variations possibles du risque de marché qui pourraient raisonnablement se produire en raison de l'exposition de la société au risque de change, au risque de taux d'intérêt et à l'autre risque de prix découlant de la rémunération à base d'actions est présentée à la note 4 g) des états financiers consolidés intermédiaires.

Engagements et passifs éventuels

Comptes de report aux termes du régime de plafonnement des prix

Il ne s'est produit aucun changement important ayant eu une incidence sur le solde de 145 millions de dollars du compte de report aux termes du régime de plafonnement des prix depuis la publication du rapport de gestion annuel 2008 de TELUS.

Garanties

Les PCGR du Canada exigent que des informations soient fournies sur certains types de garanties ainsi que sur leurs montants maximaux non actualisés. Les montants maximaux non actualisés des garanties au 30 juin 2009, sans égard à la probabilité du versement de ces paiements, étaient négligeables.

Engagements d'indemnisation : Dans le cours normal de ses activités, la société peut fournir des engagements d'indemnisation en ce qui a trait à certaines opérations. À l'exclusion des obligations enregistrées à titre de passif au moment où l'opération est effectuée, la société n'a jamais fait de paiement important en vertu de ces engagements d'indemnisation.

En ce qui a trait à la cession, en 2001, des activités de TELUS liées aux annuaires, la société a accepté de prendre en charge une quote-part proportionnelle des frais accrus de publication des annuaires pour le nouveau propriétaire si l'augmentation découle d'un changement relatif aux exigences réglementaires applicables du CRTC. La quote-part de la société aurait été de 80 % jusqu'en mai 2006, passerait à 40 % pour les cinq années suivantes et s'établirait ensuite à 15 % dans la dernière période de cinq ans. Si une mesure du CRTC empêchait le propriétaire de réaliser les activités liées aux annuaires qui sont précisées dans l'entente, TELUS indemniserait le propriétaire à l'égard de toute perte subie par ce dernier.

Au 30 juin 2009, la société n'avait constaté aucun passif en ce qui a trait à ses engagements d'indemnisation.

Réclamations et poursuites

La société fait l'objet de diverses réclamations et poursuites visant des dommages-intérêts et d'autres compensations. La société ne peut à l'heure actuelle prévoir avec certitude l'issue de ces litiges. Cependant, la direction est d'avis, en vertu de l'évaluation juridique et selon l'information dont elle dispose actuellement, qu'il est improbable qu'un passif non couvert par les assurances ou autrement ait une incidence défavorable importante sur la situation financière consolidée de la société à l'exception de ce qui est décrit à la note 19 c) des états financiers consolidés intermédiaires.

7.9 Information sur les actions en circulation

Le sommaire ci-après illustre le nombre d'actions en circulation de chaque catégorie de titres de participation au 30 juin 2009. De plus, le nombre total d'actions en circulation et pouvant être émises qui est présenté se fonde sur l'hypothèse selon laquelle toutes les options en cours, ainsi que les options qui n'ont pas encore été octroyées, mais pour lesquelles les actions sont détenues en réserve, ont été converties. Le nombre d'actions en circulation et pouvant être émises au 7 août 2009 n'a pas varié de façon importante par rapport au 30 juin 2009.

Actions en circulation (en millions d'actions)	Actions ordinaires	Actions sans droit de vote	Nombre total d'actions
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires			
Actions en circulation au 30 juin 2009	175	143	318 ¹
Options en cours et pouvant être émises ² au 30 juin 2009	—	15	15
	175	158	333

1. Aux fins du calcul du bénéfice dilué par action, le nombre d'actions s'établissait à 318 millions pour le trimestre et le semestre terminés le 30 juin 2009.

2. En supposant une conversion intégrale et sans tenir compte des prix d'exercice.

8. Estimations comptables critiques et faits nouveaux concernant les conventions comptables

8.1 Estimations comptables critiques

Les estimations comptables critiques sont décrites à la *rubrique 8.1* du rapport de gestion annuel 2008 de TELUS. La préparation d'états financiers conformément aux PCGR exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif présentés et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants présentés des produits et des charges au cours de la période visée. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs.

8.2 Faits nouveaux concernant les conventions comptables (note 2 des états financiers consolidés intermédiaires)

Les conventions comptables sont conformes à celles décrites à la note 1 des états financiers consolidés 2008 de TELUS, sauf en ce qui concerne les faits nouveaux décrits ci-dessous. L'analyse qui suit tient compte des attentes à la date de clôture concernant le passage des PCGR du Canada aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »). L'analyse renvoie à la *mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début du rapport de gestion.

Passage aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »)

En 2006, le Conseil des normes comptables du Canada a ratifié un plan stratégique qui fera en sorte que les PCGR du Canada, tels qu'ils sont utilisés par les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes, seront remplacés par les Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board (les « IFRS de l'IASB ») au cours d'une période de transition devant se terminer d'ici 2011. TELUS devra utiliser les IFRS de l'IASB dans la présentation de ses états financiers intermédiaires et annuels s'appliquant aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011, date à laquelle la société a décidé d'adopter ces normes.

Le Conseil des normes comptables du Canada procédera au passage aux IFRS de l'IASB au moyen d'une combinaison de trois méthodes :

- i) lorsque les projets conjoints de convergence courants du Financial Accounting Standards Board des États-Unis et de l'IASB feront l'objet d'un accord, ils seront adoptés par le Conseil des normes comptables du Canada et pourront être appliqués au Canada avant la conversion complète aux IFRS de l'IASB par les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes;
- ii) le recours aux normes désignées comme des normes clés ou importantes par le Conseil des normes comptables du Canada, à l'égard desquelles ce dernier a amorcé un projet aux fins de la convergence des PCGR du Canada avec les IFRS connexes avant la date de transition, publiées en tant que PCGR du Canada;
- iii) les normes n'étant pas assujetties au projet conjoint de convergence ont été présentées de manière générale aux fins de leur adoption au moment de la conversion complète aux IFRS de l'IASB par les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes.

Les deux premières méthodes pourraient, ou pourront, faire en sorte que la société puisse, ou doive, aligner certaines conventions comptables sur les IFRS de l'IASB avant 2011, advenant la publication d'une nouvelle norme ou que l'adoption anticipée soit permise.

En vertu de son plan de travail, l'IASB a mis en œuvre des projets qui devraient donner lieu à de nouvelles prises de position qui se traduiront par des modifications des IFRS de l'IASB et, par conséquent, les IFRS de l'IASB qui seront en vigueur à la date de la conversion devraient différer des IFRS en vigueur à l'heure actuelle. En novembre 2008, la Securities and Exchange Commission des États-Unis a publié un projet de plan comportant sept jalons, en vertu duquel certains émetteurs assujettis aux États-Unis seraient autorisés à utiliser les IFRS de l'IASB aux fins du dépôt de leurs résultats. Ce projet revêt une grande importance, car il envisage également l'application obligatoire des IFRS de l'IASB pour les émetteurs assujettis aux États-Unis dès 2014 (la Securities and Exchange Commission des États-Unis devrait prendre une décision en 2011 relativement à cette obligation d'utilisation prévue par le jalon 6). Nous ne pouvons pas évaluer à l'heure actuelle l'incidence de ce projet, le cas échéant, sur le plan de travail de l'IASB; cependant, le jalon 1 prévoit l'amélioration des normes comptables et précise que la Securities and Exchange Commission des États-Unis devra subséquemment déterminer si les IFRS de l'IASB constituent des normes de première qualité et si elles sont suffisamment exhaustives.

La société devra mener à bien plusieurs phases dans le cadre de la transition aux IFRS de l'IASB.

Phases de la mise en œuvre	Description et état
Évaluation initiale des incidences et délimitation de la portée	<p>Cette phase comprend la détermination des différences importantes entre les PCGR du Canada et les IFRS de l'IASB et qui sont pertinentes pour la situation particulière de la société.</p> <p>Selon les IFRS de l'IASB en vigueur à l'heure actuelle, cette phase a été menée à terme au premier trimestre de 2008. La société a eu recours à un processus de diagnostic qui lui a permis de cerner un petit nombre de sujets susceptibles d'influer sur ses résultats financiers ou sur les efforts qu'elle déploie pour assurer le passage aux IFRS de l'IASB. Ce processus de diagnostic a donné lieu à l'élaboration d'un plan détaillé aux fins de la conduite des activités. L'IASB a mis en œuvre des activités qui pourraient entraîner, ou entraîneront, des modifications des IFRS de l'IASB, et ces modifications pourraient avoir, ou auront, des répercussions pour la société. La société évaluera ces modifications dans le cadre de la phase portant sur les principaux éléments.</p>
Principaux éléments	<p>Cette phase comprend la détermination, l'évaluation et la sélection des conventions comptables que la société doit aligner avec les IFRS de l'IASB. Cette phase porte de plus sur d'autres éléments opérationnels tels que les technologies de l'information, le contrôle interne à l'égard de l'information financière et la formation.</p> <p>Au 30 juin 2009, les étapes de la détermination, de l'évaluation et de la sélection des conventions comptables que la société devra aligner avec les IFRS de l'IASB, qui prennent en compte les répercussions sur les éléments opérationnels tels que les technologies de l'information, avaient été en grande partie menées à terme. L'évaluation des répercussions sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société sera prise en considération vers la fin de l'exercice.</p> <p>Au cours de la période considérée, la société a mis en œuvre des activités de communication qui ont permis de tirer parti des ressources internes. Elle a également offert une formation par l'entremise d'un site Web interne portant sur la conversion aux IFRS. La société offrira des programmes de formation ciblés concernant le passage aux normes qui s'appliquent à TELUS.</p> <p>La société a régulièrement avisé le comité de vérification du conseil d'administration de l'état d'avancement du projet, ainsi que de ses répercussions et des incidences prévues.</p>
Incorporation	<p>Cette phase permettra d'incorporer les solutions dans le système financier et les processus sous-jacents de la société qui sont essentiels au passage aux IFRS de l'IASB.</p>

La société présentera ses résultats de l'exercice 2010 selon les PCGR du Canada en vigueur. En 2011, elle présentera les chiffres correspondants de l'exercice 2010 conformément aux IFRS de l'IASB alors en vigueur. À cette fin, la société maintiendra en parallèle deux livres comptables en 2010.

D'ici la fin de 2009, la société finalisera les choix de méthodes comptables et commencera à préparer ses systèmes comptables en conséquence, aux fins de l'établissement de son bilan d'ouverture pour 2010 en vertu des IFRS de l'IASB. Bien que son évaluation des incidences soit en cours et se déroule conformément au plan établi, la société devra continuer à réaliser des progrès avant qu'elle puisse accroître, de façon prudente, la spécificité des informations liées aux différences dans les conventions comptables précédant et suivant l'adoption des IFRS de l'IASB, sauf en ce qui concerne ce qui suit :

Écart d'acquisition et actifs incorporels

Dans le cadre des activités visant à aligner les PCGR du Canada sur les IFRS de l'IASB, les anciennes recommandations concernant l'écart d'acquisition et les actifs incorporels ainsi que les frais de recherche et développement ont été remplacées par de nouvelles recommandations (chapitre 3064 du *Manuel de l'ICCA*).

À compter de l'exercice 2009 de la société, les nouvelles recommandations de l'ICCA concernant l'écart d'acquisition et les actifs incorporels s'appliquent à la société. La société a modifié la convention comptable qu'elle utilisait conformément aux dispositions transitoires des nouvelles recommandations.

Les nouvelles recommandations fournissent des lignes directrices exhaustives sur les cas où les dépenses peuvent être constatées comme des actifs incorporels. Avant l'exercice 2009, les frais initiaux de branchement et d'activation de comptes clients dans le secteur des services filaires, y compris les coûts directs connexes n'excédant pas les produits, étaient reportés et constatés sur la durée moyenne prévue de la relation d'affaires avec les clients; par suite de l'adoption des nouvelles recommandations, ces frais directs ne peuvent plus être constatés à titre d'actifs incorporels.

L'incidence de la mise en application de cette nouvelle norme sur les états consolidés des résultats et des autres éléments du résultat étendu de la société pour le trimestre et le semestre terminés le 30 juin 2009, de même que l'incidence de cette mise en application sur les bilans consolidés de la société au 30 juin 2009 et au 31 décembre 2008 sont présentées à la note 2 b) des états financiers consolidés intermédiaires. En raison de la nature de ces frais directs et des périodes de temps sur lesquelles ils ont été reportés et constatés, ces nouvelles recommandations n'ont pas eu une incidence importante sur les résultats d'exploitation de la société pour les périodes considérées.

Regroupements d'entreprises et part des actionnaires sans contrôle

Dans le cadre des activités visant à aligner les PCGR du Canada sur les IFRS de l'IASB, les anciennes recommandations concernant les regroupements d'entreprises et la consolidation des états financiers ont été remplacées par de nouvelles recommandations sur les regroupements d'entreprises (chapitre 1582 du *Manuel de l'ICCA*), sur les états financiers consolidés (chapitre 1601 du *Manuel de l'ICCA*) et sur les participations sans contrôle (chapitre 1602 du *Manuel de l'ICCA*).

Avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2009, la société a procédé à l'adoption anticipée des nouvelles recommandations, conformément aux dispositions transitoires; autrement, la société aurait été tenue d'adopter les nouvelles recommandations avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2011.

Dans l'ensemble, les nouvelles recommandations entraînent l'évaluation des acquisitions d'entreprises à la juste valeur des entités acquises ainsi que le passage, de manière prospective, de l'approche de l'entité consolidante pour la théorie de consolidation (l'entité consolidante comptabilisant les valeurs comptables attribuables à la part des actionnaires sans contrôle) à l'approche de l'entité économique (l'entité consolidante comptabilisant les justes valeurs attribuables à la part des actionnaires sans contrôle). Contrairement aux nouveaux PCGR des États-Unis correspondants, qui exigent la constatation de la juste valeur de l'écart d'acquisition attribuable à la part des actionnaires sans contrôle, les sociétés peuvent, en vertu des nouveaux PCGR du Canada et des IFRS de l'IASB, choisir de comptabiliser ou non la juste valeur de l'écart d'acquisition attribuable à la part des actionnaires sans contrôle, relativement à chaque acquisition.

L'évaluation à la juste valeur des acquisitions d'entreprises donnera notamment lieu :

- à la passation en charges des coûts d'acquisition;
- à la passation en charges des coûts de restructuration découlant de l'acquisition;
- à l'évaluation de la contrepartie conditionnelle, qui est comptabilisée comme un passif financier, à la juste valeur au moment de l'acquisition, les variations subséquentes de la juste valeur étant prises en compte dans le calcul des résultats d'exploitation;
- à la comptabilisation, à titre d'opérations sur capitaux propres, des variations de la part des actionnaires sans contrôle subséquentes à l'acquisition du contrôle par la société mère et ne donnant pas lieu à une perte de contrôle par la société mère.

Le degré d'importance des répercussions de l'adoption des nouvelles recommandations sur la société dans l'avenir dépendra des faits précis liés aux regroupements d'entreprises, le cas échéant. Cependant, les états financiers consolidés de la société ont fait l'objet de changements mineurs appliqués rétrospectivement à l'égard de la présentation et des informations fournies en ce qui concerne la part des actionnaires sans contrôle :

- la part des actionnaires sans contrôle est désormais comptabilisée comme une composante distincte des capitaux propres dans les bilans consolidés;
- les états consolidés des résultats et des autres éléments du résultat étendu font désormais état de la répartition du bénéfice net et des autres éléments du résultat étendu entre les actionnaires de la société et la part des actionnaires sans contrôle, plutôt que de refléter la part des actionnaires sans contrôle dans les résultats d'exploitation à titre de déduction aux fins du calcul du bénéfice net et des autres éléments du résultat étendu.

Faits nouveaux concernant les conventions comptables pour l'exercice 2008

Dans le cadre des activités visant à assurer la convergence des PCGR du Canada avec les IFRS de l'IASB, la société a mis en application les recommandations suivantes avec prise d'effet à l'exercice 2008.

Instruments financiers □ informations à fournir et présentation

Les recommandations actuelles concernant les informations à fournir sur les instruments financiers ont été remplacées par de nouvelles recommandations (chapitre 3862 du *Manuel de l'ICCA*), et les recommandations actuelles concernant la présentation des instruments financiers ont été maintenues sans aucune modification (chapitre 3863 du *Manuel de l'ICCA*). Les nouvelles recommandations ont donné lieu à des informations supplémentaires, par rapport aux informations qui devaient être présentées précédemment, l'accent devant être mis sur les risques liés aux instruments financiers constatés ou non constatés auxquels une entité est exposée au cours de la période et à la date du bilan, ainsi que la façon dont l'entité gère ces risques.

Stocks

Les anciennes recommandations concernant la comptabilisation des stocks ont été remplacées par de nouvelles recommandations (chapitre 3031 du *Manuel de l'ICCA*). Les nouvelles recommandations fournissent davantage de lignes directrices sur les exigences en matière d'évaluation des stocks et les informations à fournir à leur sujet; plus précisément, elles permettent la reprise de réductions de valeur effectuées antérieurement à la valeur nette de réalisation lorsque se produit une hausse subséquente de la valeur des stocks. Les résultats d'exploitation et la situation financière de la société n'ont pas été touchés de façon importante par les nouvelles recommandations.

9. Indications pour l'exercice 2009

L'analyse fournie dans la présente rubrique est assujettie à la *mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début du rapport de gestion.

La société a révisé ses indications pour l'exercice 2009 dans son rapport de gestion du premier trimestre de 2009. Les révisions effectuées ce trimestre reflètent les résultats inférieurs aux prévisions, la hausse prévue des coûts de restructuration pour l'exercice complet, ainsi que les perspectives révisées de la société pour l'exercice complet.

Indications révisées pour l'exercice	Indication pour 2009	Variation prévue par rapport à 2008	Indication antérieure, 7 mai 2009
Chiffres consolidés			
Produits d'exploitation	9,65 G\$ à 9,80 G\$	0 % à 2 %	9,7 G\$ à 9,9 G\$
BAIIA ¹	3,6 G\$ à 3,7 G\$	(5) % à (2)%	3,625 G\$ à 3,775 G\$
Bénéfice par action – de base; excluant les ajustements liés aux impôts ²	3,10 \$ à 3,30 \$	(8) % à (2) %	3,15 \$ à 3,45 \$
Bénéfice par action – de base ³	3,35 \$ à 3,55 \$	(5) % à 1 %	3,35 \$ à 3,65 \$
Dépenses en immobilisations	Inchangé, soit environ 2,05 G\$]	10 %	Environ 2,05 G\$
Secteur des services filaires			
Produits d'exploitation (externes)	Inchangé, soit 5,0 G\$ à 5,1 G\$	0 % à 2 %	5,0 G\$ à 5,1 G\$
BAIIA	1,625 G\$ à 1,675 G\$	(8) % à (6) %	1,65 G\$ à 1,725 G\$
Secteur des services mobiles			
Produits d'exploitation (externes)	4,65 G\$ à 4,70 G \$	0 % à 1 %	4,7 G\$ à 4,8 G\$
BAIIA	1,975 G\$ à 2,025 G\$	(1) % à 1 %	1,975 G\$ à 2,05 G\$

1. Se reporter à la *rubrique 11.1*, « *Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement* » pour la définition, qui tient compte des coûts de restructuration.
2. Mesure non définie par les PCGR.
3. Les indications pour le bénéfice par action de base comprennent les ajustements liés aux impôts comptabilisés aux premier et deuxième trimestres de 2009.

Les principales hypothèses suivantes ont été formulées lorsque les objectifs initiaux pour 2009 ont été annoncés, le 16 décembre 2008. Le tableau tient compte des attentes révisées de la direction.

Hypothèses formulées pour les objectifs initiaux de 2009	Résultats réels pour l'exercice à ce jour, et attentes confirmées ou révisées pour les indications concernant l'exercice 2009
Concurrence soutenue au chapitre des services filaires dans le marché des affaires et le marché résidentiel, particulièrement de la part de câblodistributeurs et d'entreprises offrant des services VoIP	Attentes inchangées, comme en témoignent les ajouts d'abonnés d'un important câblodistributeur concurrent en ce qui concerne le service de téléphonie numérique et le service Internet, ainsi que la pénétration accrue du marché des services d'affaires.
Gain d'environ 4,5 points de pourcentage pour l'exercice au titre de la pénétration du marché des services mobiles au Canada	Nos attentes pourraient être trop élevées, compte tenu de la contraction de l'économie canadienne au cours du premier semestre de 2009.
Pressions à la baisse sur les PMAA du secteur des services mobiles	Attentes confirmées par la diminution de 6 % d'un exercice à l'autre des PMAA combinés de TELUS au premier semestre de 2009, ce qui est supérieur aux attentes. Se reporter à la <i>rubrique 5.5</i> , « <i>Résultats du secteur des services mobiles</i> ».
Pénétration du marché des services mobiles par de nouveaux venus à compter du quatrième trimestre de 2009, la plupart de ces nouveaux venus devant pénétrer ce marché à partir de 2010	Attentes inchangées.
Charges de restructuration se situant environ entre 50 millions de dollars et 75 millions de dollars	Montant révisé à environ 150 millions de dollars, afin de tenir compte de l'accroissement des activités s'inscrivant dans le cadre du programme d'efficacité opérationnelle (montant révisé précédemment à 125 millions de dollars pour l'exercice complet 2009 lors de la publication des résultats financiers du premier trimestre de 2009).

Hypothèses formulées pour les objectifs initiaux de 2009	Résultats réels pour l'exercice à ce jour, et attentes confirmées ou révisées pour les indications concernant l'exercice 2009
Taux d'imposition combiné prévu par la loi se situant environ entre 30 % et 31 %	Attentes inchangées. Le taux d'imposition combiné prévu par la loi s'est élevé à 30,2 % au premier semestre de 2009.
Paiements d'impôts nets se situant environ entre 320 millions de dollars et 350 millions de dollars	Le montant estimatif des paiements d'impôts pour 2009, déduction faite des économies, s'élève entre 270 millions de dollars et 310 millions de dollars environ. Les paiements d'impôts au premier semestre de 2009 se sont élevés à 222 millions de dollars, résultat qui tient compte des impôts finaux exigibles pour l'exercice 2008 et des acomptes provisionnels pour 2009, déduction faite des économies d'impôts reçues au deuxième trimestre.
Taux de change moyen prévu du dollar canadien de 0,80 \$ US	<p>Selon les attentes actuelles, le taux de change moyen du dollar canadien devrait être de 0,85 \$ US en 2009, selon les prévisions combinées des banques à charte canadiennes, de la Banque du Canada et du Conference Board du Canada ainsi que les prévisions internes.</p> <p>Le taux de change de clôture moyen du dollar canadien pour le semestre terminé le 30 juin 2009 s'élevait à environ 0,829 \$ US. Le taux de clôture au 30 juin 2009 était de 0,860 \$ US, et le taux de clôture quotidien a varié entre 0,770 \$ US et 0,925 \$ US environ au cours du premier semestre de 2009. (Source : Banque du Canada)</p> <p>La majorité des dépenses en immobilisations engagées en 2009, y compris celles liées au réseau mobile HSPA, sont libellées en dollars canadiens. La société a recours à des opérations de couverture des taux de change en ce qui concerne une portion variable des achats d'appareils mobiles, selon les circonstances. Les obligations de remboursement du capital et de paiement des intérêts sur la dette de la société libellée en dollars américains sont établies en vertu de contrats de swap de devises.</p>
<p>Taux d'actualisation estimatif de 7,00 % (subséquentement établi à 7,25 %) et rendement moyen à long terme prévu de 7,25 % au titre des régimes de retraite (résultat conforme aux rendements à long terme de la société et à ses attentes pour l'avenir). Le montant net des charges de retraite au titre des régimes de retraite à prestations déterminées et la capitalisation de ces régimes devraient dans les deux cas augmenter en 2009, en raison principalement de la baisse de valeur des actifs des régimes de retraite à prestations déterminées en 2008.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le montant net des charges liées aux régimes de retraite à prestations déterminées avait été estimé à néant¹ pour 2009, montant subséquentement majoré à environ 18 millions de dollars². • Le montant des cotisations aux régimes de retraite à prestations déterminées avait été estimé à environ 200 millions de dollars¹ en 2009, montant subséquentement majoré à 211 millions de dollars². 	Les hypothèses concernant la comptabilisation des régimes de retraite à prestations déterminées sont formulées au début de l'exercice. La société a révisé le montant estimatif des cotisations aux régimes de retraite à prestations déterminées et l'a porté à 191 millions de dollars pour 2009; pour ce faire, elle s'est basée sur des rapports actuariels récents.
<p>1. 16 décembre 2008</p> <p>2. Rapport de gestion annuel 2008 daté du 11 février 2009</p>	

10. Risques et gestion des risques

Les rubriques qui suivent résument les faits nouveaux importants liés aux risques et à la gestion des risques décrits dans la *rubrique 10* du rapport de gestion annuel 2008 et du rapport de gestion du premier trimestre de 2009 de TELUS.

10.1 Réglementation

Examen par le CRTC de la radiodiffusion par les nouveaux médias – Politique réglementaire de radiodiffusion CRTC 2009-329

Le 4 juin 2009, le CRTC a publié ses conclusions concernant la radiodiffusion par les nouveaux médias, par suite de l'audience publique annoncée dans l'Avis d'audience publique de radiodiffusion 2008-11. Certaines propositions prises en considération par le CRTC comprenaient une exigence de contribution pour les fournisseurs de services Internet, aux fins de l'établissement d'un fonds visant à subventionner la création de contenu des nouveaux médias canadiens et la mise en place d'incitatifs aux fins de la promotion du contenu des nouveaux médias canadiens sur Internet. Ces propositions ont soulevé d'importantes questions en matière de compétence, de politique publique et d'application pour le CRTC.

Le CRTC a rejeté toutes ces nouvelles propositions concernant la réglementation des nouveaux médias et a plutôt déterminé que l'ordonnance d'exemption en vigueur demeure appropriée et que seules des modifications mineures doivent y être apportées, notamment l'adoption d'exigences de dépôt de rapports, à l'égard desquelles les détails seront établis dans le cadre d'une instance de suivi. Le CRTC examine ses ordonnances d'exemption tous les cinq ans et il continuera de surveiller le contexte des nouveaux médias entre-temps. Par ailleurs, le CRTC a laissé savoir qu'il compte s'en remettre à la Cour d'appel fédérale afin de trancher sur la question juridique à savoir si les fournisseurs de services Internet sont assujettis à la *Loi sur la radiodiffusion*, de manière que cette question ne fasse l'objet d'aucune incertitude lorsque le prochain examen de l'ordonnance d'exemption relative aux nouveaux médias aura lieu. Le CRTC a également appuyé une proposition visant à ce que le gouvernement du Canada élabore une stratégie nationale de numérisation.

Confirmation par le CRTC de son intention de faire en sorte que les entreprises de distribution de radiodiffusion (les « EDR ») versent un montant compensatoire aux radiodiffuseurs pour les signaux locaux (Politique réglementaire de radiodiffusion CRTC 2009-406 et Avis de consultation de radiodiffusion CRTC 2009-411)

Le 6 juillet 2009, le CRTC a publié ses décisions concernant les subventions et les nouvelles sources de revenus liées à la télévision locale. Dans un premier temps, le CRTC a haussé la contribution des EDR à un fonds visant à soutenir la programmation locale, la portant à 1,5 % des revenus bruts de radiodiffusion de tous les EDR. Cette contribution est en sus de la tranche de 5 % des revenus bruts que les EDR versent au Fonds des médias du Canada ou qu'elles sont tenues de dépenser aux fins de leurs propres services de programmation communautaire. Dans un deuxième temps, le CRTC a infirmé ses conclusions antérieures aux termes desquelles il rejetait le paiement de tarifs d'abonnement par les EDR relativement aux signaux de télévision locaux qui peuvent être reçus gratuitement en direct, et il a déterminé qu'un montant compensatoire devrait être versé aux radiodiffuseurs pour les signaux distribués par les EDR. Dans le cadre de l'audience publique devant débiter le 29 septembre 2009, le CRTC compte se pencher sur l'établissement d'une solution négociée.

Le régime de valeur relative à la rétribution du signal mis en place par le CRTC devrait entraîner des coûts additionnels pour les consommateurs, sans toutefois ajouter à la valeur des services reçus. Cette hausse de coûts prévue pourrait avoir une incidence défavorable sur la croissance du secteur de la distribution de radiodiffusion, y compris sur le service TELUS TV, dans l'avenir.

10.2 Ressources humaines

Négociations collectives chez TELUS Québec

Au deuxième trimestre de 2009, la société a conclu une convention avec le Syndicat des agents de maîtrise de TELUS (« SAMT »), qui couvre un petit nombre d'employés professionnels et de supervision membres de l'équipe de TELUS au Québec. La nouvelle convention arrivera à échéance le 31 décembre 2012. La société prévoit poursuivre les négociations collectives chez TELUS Québec en 2009, aux fins de la conclusion d'une convention avec le Syndicat québécois des employés de TELUS (« SQET »), qui couvre environ 1 050 employés des corps de métier, employés de bureau et téléphonistes membres de l'équipe. La convention en vigueur conclue avec le SQET arrivera à échéance le 31 décembre 2009. Conformément aux modalités du Code canadien du travail, aucun arrêt de travail légal ne peut survenir tant que certaines conditions statutaires n'ont pas été remplies, y compris l'expiration de la convention collective. La société considère que les risques liés à un arrêt de travail légal en 2009 sont faibles.

10.3 Croissance et fluctuations de l'économie

Si les récessions se poursuivent, cela pourrait nuire à TELUS

Lorsqu'un ralentissement économique se prolonge, les abonnés des services de télécommunications résidentiels et commerciaux peuvent retarder leurs achats de nouveaux services, réduire leur utilisation ou cesser de les employer, ou encore chercher des services assortis de tarifs plus modiques. D'importants ralentissements économiques ou d'importantes récessions pourraient avoir une incidence défavorable sur la rentabilité, les flux de trésorerie disponibles et les créances douteuses de TELUS, ou faire possiblement en sorte que la société doive enregistrer une réduction de la valeur comptable de ses actifs, y compris, sans toutefois s'y limiter, ses actifs incorporels d'une durée de vie indéfinie (soit ses licences de spectre) et son écart d'acquisition. Une réduction de la valeur comptable des actifs entraînerait l'imputation d'une charge aux résultats et une réduction des capitaux propres, mais elle n'aurait aucune incidence sur les flux de trésorerie.

Atténuation des risques : La société ne peut pas atténuer complètement les risques économiques. Tout au long de 2008, TELUS a profité de la forte croissance continue du secteur des services mobiles au Canada. Le ralentissement économique a grandement influé sur les résultats du secteur des services mobiles au premier trimestre de 2009, et bien qu'ils se soient stabilisés au deuxième trimestre de 2009, le taux de croissance des abonnés aux services mobiles et les PMAA continuent à subir les contrecoups de ce ralentissement. De plus, les économies de ressources cycliques en Colombie-Britannique et en Alberta doivent maintenant composer avec une contraction ou un ralentissement de leur taux de croissance. TELUS continue à se concentrer sur quatre marchés verticaux importants, soit le secteur public et les secteurs des soins de santé, des services financiers et de l'énergie. Le secteur public et les secteurs des soins de santé et des services financiers devraient de façon générale moins subir les contrecoups du ralentissement économique que les industries manufacturières et exportatrices en Ontario et au Québec et que les économies de ressources cycliques en Colombie-Britannique et en Alberta. Afin d'atténuer l'incidence de la détérioration de l'économie, TELUS cherche à entreprendre des initiatives additionnelles en matière de réduction des coûts et d'efficacité, et elle pourrait aussi reporter les rachats d'actions dans le cadre de ses offres publiques de rachat dans le cours normal des activités, ou réduire ses dépenses en immobilisations.

Capitalisation des régimes de retraite

Les fluctuations économiques et les fluctuations des marchés financiers pourraient également avoir une incidence défavorable sur la capitalisation et les charges liées aux régimes de retraite à prestations déterminées que TELUS a instaurés. Rien ne garantit que les charges au titre des régimes de retraite de TELUS et la capitalisation de ses régimes de retraite à prestations déterminées n'augmenteront pas dans l'avenir, ce qui aurait, par conséquent, une incidence défavorable sur le bénéfice ou les flux de trésorerie. Des risques liés à la capitalisation des régimes à prestations déterminées peuvent survenir si les obligations totales au titre des régimes de retraite excèdent la valeur totale des fonds en fiducie respectifs. Des écarts non capitalisés peuvent survenir en raison des rendements moins élevés des placements, des réductions du taux d'actualisation utilisé pour évaluer les obligations au titre des régimes de retraite, et des pertes actuarielles.

Atténuation des risques : TELUS cherche à atténuer ce risque au moyen de la mise en application de politiques et procédures conçues pour contrôler le risque d'investissement, et de la surveillance continue de sa situation de capitalisation. Les charges au titre des régimes de retraite et la capitalisation de ces régimes pour 2009 ont été calculées principalement à l'aide des taux de rendement des actifs des régimes en 2008 et des taux d'intérêt à la fin de 2008, des révisions ayant été apportées aux prévisions en matière de capitalisation, à la lumière de rapports actuariels récents. Au 30 juin 2009, selon les meilleures estimations de la société, la charge au titre des régimes de retraite à prestations déterminées pour 2009 se chiffrait à 18 millions de dollars, comparativement à une économie de 100 millions de dollars en 2008, et les cotisations en espèces à ces régimes de retraite à prestations déterminées pour 2009 s'élevaient à 191 millions de dollars (102 millions de dollars en 2008).

11. Rapprochement des mesures non définies par les PCGR et définition des indicateurs clés de l'exploitation

11.1 Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (« BAIIA »)

TELUS présente le BAIIA et fournit des indications à ce sujet parce qu'il constitue une mesure clé à laquelle la direction a recours pour évaluer la performance de ses unités et secteurs d'exploitation ainsi que la performance de la société. Le BAIIA est aussi utilisé pour déterminer si la société respecte les clauses restrictives de ses conventions d'emprunt (se reporter à la rubrique 11.4, « BAIIA excluant les coûts de restructuration »). Le BAIIA est une mesure commune à laquelle les investisseurs recourent largement en tant qu'indicateur du rendement d'exploitation d'une société et de sa capacité de contracter des dettes et d'en assurer le service, ainsi qu'à titre de paramètre d'évaluation. De plus, la société croit que le BAIIA permet aux investisseurs de comparer plus facilement le rendement d'une entreprise de façon continue sans égard à l'amortissement, lequel est de nature hors trésorerie et peut varier considérablement selon les méthodes comptables utilisées ou en raison de facteurs hors exploitation, comme le coût historique.

Le BAIIA n'est pas une mesure fondée sur les PCGR du Canada ni des États-Unis et ne doit pas être substitué au bénéfice d'exploitation ni au bénéfice net comme mesure du rendement de la société ni utilisé comme mesure unique des flux de trésorerie, car il ne tient pas compte des effets de la croissance du fonds de roulement, des dépenses en immobilisations, de la réduction du capital de la dette ni d'autres sources et affectations des liquidités figurant dans les états consolidés des flux de trésorerie. Les investisseurs sont invités à examiner attentivement les éléments entrant dans le calcul du BAIIA de TELUS. Si le BAIIA est indiqué aux présentes afin de permettre une analyse comparative plus exhaustive du rendement de la société et de sa capacité d'assurer le service de sa dette comparativement à d'autres sociétés, il convient de rappeler que cet indicateur, tel qu'il est présenté par TELUS, risque de ne pas concorder en tout point avec le BAIIA présenté par d'autres sociétés.

Le tableau suivant illustre le rapprochement du BAIIA avec le bénéfice net et le bénéfice d'exploitation.

(en millions de dollars)	Trimestres terminés les 30 juin		Semestres terminés les 30 juin	
	2009	2008	2009	2008
Bénéfice net	244	268	566	560
Autres charges (produits)	11	2	16	19
Coûts de financement	106	114	201	223
Impôts sur les bénéfices	88	114	145	223
Bénéfice d'exploitation	449	498	928	1 025
Amortissement des immobilisations corporelles	330	343	664	689
Amortissement des actifs incorporels	94	77	187	153
BAIIA	873	918	1 779	1 867

En plus du BAIIA, TELUS calcule le BAIIA, déduction faite des dépenses en immobilisations, comme une simple approximation des flux de trésorerie consolidés dans ses deux secteurs isolables. Le BAIIA, déduction faite des dépenses en immobilisations, peut être utilisé à des fins de comparaison avec les résultats présentés par les autres sociétés de télécommunications au fil du temps, et il est assujéti aux questions possibles de comparabilité du BAIIA décrites précédemment.

(en millions de dollars)	Trimestres terminés les 30 juin		Semestres terminés les 30 juin	
	2009	2008	2009	2008
BAIIA	873	918	1 779	1 867
Dépenses en immobilisations	(557)	(435)	(1 031)	(755)
BAIIA, déduction faite des dépenses en immobilisations	316	483	748	1 112

11.2 Flux de trésorerie disponibles

TELUS présente les flux de trésorerie disponibles parce qu'ils constituent une mesure clé à laquelle la direction a recours pour évaluer la performance de la société. Les flux de trésorerie disponibles excluent certaines variations du fonds de roulement ainsi que d'autres sources et affectations des liquidités figurant dans les états consolidés des flux de trésorerie. Les flux de trésorerie disponibles ne sont pas une mesure fondée sur les PCGR du Canada ni des États-Unis et ne doivent pas être substitués aux états consolidés des flux de trésorerie. Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure qui peut être utilisée pour évaluer la performance de TELUS au fil des ans. Il convient de rappeler aux investisseurs que cet indicateur, tel qu'il est présenté par TELUS, risque de ne pas concorder en tout point avec les flux de trésorerie disponibles présentés par d'autres sociétés. Bien que la mesure fondée sur les PCGR la plus semblable soit les rentrées liées aux activités d'exploitation moins les sorties liées aux activités d'investissement, les flux de trésorerie disponibles sont considérés comme une mesure pertinente, car ils fournissent une estimation des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation qui sont disponibles après les dépenses en immobilisations, mais avant les acquisitions, le produit tiré des actifs cédés et les variations de certains éléments du fonds de roulement (tels que les créances clients, qui peuvent être grandement faussées par les changements dans la titrisation qui ne reflètent pas les résultats d'exploitation, et les comptes fournisseurs).

Le tableau suivant illustre le rapprochement des flux de trésorerie disponibles et des rentrées liées aux activités d'exploitation moins les sorties liées aux activités d'investissement :

(en millions de dollars)	Trimestres terminés les 30 juin		Semestres terminés les 30 juin	
	2009	2008	2009	2008
Rentrées liées aux activités d'exploitation	852	462	1 466	1 087
(Sorties) liées aux activités d'investissement	(552)	(437)	(1 030)	(1 437)
	300	25	436	(350)
Ajustements				
Amortissement des gains reportés sur la cession-bail de bâtiments, amortissement des frais reportés et autres, montant net	(3)	5	(23)	6
Réduction (augmentation) des créances titrisées	(100)	350	(100)	350
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, sauf la variation des impôts payés (recouverts), des intérêts payés (reçus) et des créances titrisées, et autres éléments	(48)	(128)	(43)	94
Acquisitions	—	4	—	691
Produit tiré de la vente d'actifs	—	(3)	—	(3)
Autres activités d'investissement	(5)	1	(1)	(6)
Flux de trésorerie disponibles	144	254	269	782

Le tableau suivant illustre le calcul des flux de trésorerie disponibles effectué par la direction.

(en millions de dollars)	Trimestres terminés les 30 juin		Semestres terminés les 30 juin	
	2009	2008	2009	2008
BAIIA	873	918	1 779	1 867
Rémunération à base d'actions	11	10	20	16
Montant net de la charge (de l'économie) au titre des régimes à prestations déterminées des salariés	5	(25)	9	(50)
Cotisations patronales aux régimes à prestations déterminées des salariés	(51)	(24)	(104)	(51)
Coûts de restructuration, déduction faite des versements en espèces	31	(2)	30	(5)
Dons de bienfaisance et charge liée à la titrisation de créances compris dans les autres charges	(11)	(7)	(14)	(17)
Intérêts en espèces payés	(184)	(176)	(233)	(221)
Intérêts en espèces reçus	35	1	35	2
Impôts payés, et autres	(8)	(6)	(222)	(4)
Dépenses en immobilisations	(557)	(435)	(1 031)	(755)
Flux de trésorerie disponibles	144	254	269	782

11.3 Définition des indicateurs clés de l'exploitation – services mobiles

Les mesures suivantes constituent des paramètres utilisés dans l'industrie pour évaluer le rendement de l'exploitation d'une société de services mobiles.

Produits moyens par appareil d'abonné (« PMAA ») mensuels Nombre, exprimé en pourcentage mensuel, obtenu au moyen de la division des produits tirés des services de réseau par le nombre moyen d'appareils en service dans le réseau au cours de la période. Les PMAA tirés des services de transmission de données sont une composante des PMAA calculée sur la même base que celle des produits tirés de services tels que les services de messagerie textuelle, l'informatique mobile, les assistants numériques, les navigateurs Internet et les téléchargements à la carte.

Taux de désabonnement, par mois Nombre d'appareils d'abonnés débranchés au cours d'une période donnée, divisé par le nombre moyen d'appareils dans le réseau au cours de la période, exprimé sous forme de taux mensuel. Un abonné des services prépayés est débranché lorsqu'il n'utilise pas les services au cours des 90 jours suivant l'expiration de la carte prépayée.

Frais d'acquisition Montant total au titre du financement des appareils, des commissions ainsi que des frais de publicité et de promotion qu'il faut déboursier pour l'acquisition initiale des abonnés au cours d'une période donnée. Tels qu'ils sont définis, les frais d'acquisition excluent les frais engagés pour conserver les abonnés existants (frais de fidélisation).

Frais d'acquisition par ajout brut d'abonné Frais d'acquisition divisés par les ajouts bruts d'abonnés au cours de la période.

BAIIA excluant les frais d'acquisition Mesure de la rentabilité de l'exploitation normalisée en fonction des coûts inhérents à l'ajout de clients au cours de la période.

Frais de fidélisation par rapport aux produits tirés des services de réseau Coûts directs liés aux activités de marketing et aux promotions visant à fidéliser les abonnés existants, divisés par les produits tirés des services de réseau.

11.4 Définition des mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement

Ratio de distribution et ratio de distribution des bénéfices net prévisibles En ce qui concerne le bénéfice réel, il s'agit des dividendes déclarés par action du trimestre le plus récent, multipliés par quatre et divisés par le total du bénéfice de base par action pour les quatre trimestres les plus récents. L'indication visée est un ratio de distribution annuel, sur une base prospective plutôt que sur une base actuelle, de 45 % à 55 % des bénéfices nets prévisibles. Le ratio de distribution sur une base actuelle, en excluant les ajustements liés aux impôts sur les bénéfices et l'incidence continue de l'option de règlement en espèces net liée aux options instaurée en 2007, est considéré comme davantage représentatif du calcul des bénéfices prévisibles.

BAIIA excluant les coûts de restructuration Le BAIIA excluant les coûts de restructuration sert à calculer le ratio dette nette/BAIIA et la couverture des intérêts par le BAIIA, conformément au calcul du ratio de levier financier et du ratio de couverture prévus par les clauses restrictives des facilités de crédit. Les coûts de restructuration se sont établis à 129 millions de dollars et à 23 millions de dollars, respectivement, pour les périodes de 12 mois terminées les 30 juin 2009 et 2008.

Couverture des intérêts par le BAIIA excluant les coûts de restructuration BAIIA excluant les coûts de restructuration divisé par le montant net des intérêts débiteurs. Cette mesure est essentiellement identique au ratio de couverture prévu par les clauses restrictives des facilités de crédit de TELUS.

Couverture des intérêts sur la dette à long terme Mesure sur 12 mois du bénéfice net avant les intérêts débiteurs sur la dette à long terme et les impôts sur les bénéfices divisé par les intérêts débiteurs sur la dette à long terme. Le calcul se fonde sur le total de la dette à long terme, y compris la tranche de la dette à long terme exigible dans un délai de un an.

Dette nette La dette nette est une mesure non définie par les PCGR; la mesure définie par les PCGR qui s'en rapproche le plus est la somme de la dette à long terme, y compris la tranche à court terme de la dette à long terme. Le tableau qui suit présente le rapprochement de ces deux mesures. La dette nette est un élément d'un ratio servant à déterminer la conformité aux clauses restrictives s'appliquant à la dette. (Se reporter à la description du ratio de la dette nette sur le BAIIA présentée ci-dessous.)

(en millions de dollars)	Aux 30 juin	
	2009	2008
Dette à long terme, y compris la tranche à court terme	6 137	5 519
Frais d'émission de titres de créance portés en déduction de la dette à long terme	29	31
Passif dérivé	835	1 137
Cumul des autres éléments du résultat étendu découlant des instruments financiers utilisés pour gérer le risque de taux d'intérêt et le risque de change liés à la dette libellée en dollars américains (compte non tenu des incidences fiscales)	(120)	(147)
Encaisse et placements temporaires	(26)	(46)
Produits des créances titrisées	400	150
Dette nette	7 255	6 644

Le passif dérivé figurant dans le tableau ci-dessus se rapporte à des swaps de devises qui ont pour effet de convertir en dollars canadiens les obligations de remboursement du capital et de paiement des intérêts et il porte sur la débenture de 1 925 millions de dollars US échéant le 1^{er} juin 2011. La direction estime que la dette nette est une mesure utile, car elle tient compte de l'incidence du taux de change sur les swaps de devises conclus qui fixent la valeur de la dette libellée en dollars américains et parce qu'elle représente le montant des obligations relatives à la dette à long terme qui ne sont pas couvertes par l'encaisse et les placements temporaires disponibles.

Ratio dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration Dette nette à la fin de la période divisée par le BAIIA excluant les coûts de restructuration sur 12 mois. L'indication à long terme de TELUS pour le ratio dette/BAIIA se situe dans une fourchette de 1,5 à 2,0 fois. Normalement, cette mesure est essentiellement identique au ratio de levier financier prévu par les clauses restrictives des facilités de crédit de TELUS.

Ratio dette nette/total des capitaux investis Estimation de la proportion de la dette utilisée dans la structure financière de la société.

Montant net des intérêts débiteurs Montant net des coûts de financement avant les gains liés au rachat et au remboursement de la dette, calculé sur 12 mois. Aucun gain lié au rachat ni au remboursement de la dette n'a été comptabilisé au cours des périodes respectives. Le cas échéant, les pertes constatées au titre du remboursement de la dette à long terme seront incluses dans le montant net des intérêts débiteurs. Les montants nets des intérêts débiteurs pour les périodes de 12 mois terminées les 30 juin 2009 et 2008 sont équivalents aux coûts de financement comptabilisés au cours de ces périodes.

Total des capitaux investis □ valeur comptable Total de la dette nette et des capitaux propres, compte non tenu du cumul des autres éléments du résultat étendu :

(en millions de dollars)	Aux 30 juin	
	2009	2008
Dette nette	7 255	6 644
Capitaux propres (2008 – données ajustées)		
Actions ordinaires et actions sans droit de vote	7 378	6 898
Ajouter : Cumul des autres éléments du résultat étendu	110	114
Part des actionnaires sans contrôle	21	22
Total des capitaux investis – valeur comptable	14 764	13 678

TELUS Corporation

États consolidés intermédiaires des résultats et des autres éléments du résultat étendu

(non vérifié)

Périodes terminées les 30 juin (en millions, sauf les montants par action)	Trimestre		Semestre	
	2009	2008 (données ajustées)	2009	2008 (données ajustées)
PRODUITS D'EXPLOITATION	2 377 \$	2 399 \$	4 752 \$	4 749 \$
CHARGES D'EXPLOITATION				
Exploitation	1 451	1 477	2 892	2 871
Coûts de restructuration	53	4	81	11
Amortissement des immobilisations corporelles	330	343	664	689
Amortissement des actifs incorporels	94	77	187	153
	1 928	1 901	3 824	3 724
BÉNÉFICE D'EXPLOITATION	449	498	928	1 025
Autres charges, montant net	11	2	16	19
Coûts de financement	106	114	201	223
BÉNÉFICE AVANT IMPÔTS	332	382	711	783
Impôts sur les bénéfices	88	114	145	223
BÉNÉFICE NET	244	268	566	560
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU				
Variation de la juste valeur non réalisée des dérivés désignés à titre de couvertures de flux de trésorerie	(2)	(14)	27	(10)
Écart de conversion découlant de la conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes	(9)	(2)	(8)	(4)
Variation de la juste valeur non réalisée des actifs financiers disponibles à la vente	1	5	1	4
	(10)	(11)	20	(10)
RÉSULTAT ÉTENDU	234 \$	257 \$	586 \$	550 \$
BÉNÉFICE NET ATTRIBUABLE AUX ÉLÉMENTS SUIVANTS :				
Actions ordinaires et actions sans droit de vote	243 \$	267 \$	564 \$	558 \$
Part des actionnaires sans contrôle	1	1	2	2
	244 \$	268 \$	566 \$	560 \$
TOTAL DU RÉSULTAT ÉTENDU ATTRIBUABLE AUX ÉLÉMENTS SUIVANTS :				
Actions ordinaires et actions sans droit de vote	233 \$	256 \$	584 \$	548 \$
Part des actionnaires sans contrôle	1	1	2	2
	234 \$	257 \$	586 \$	550 \$
BÉNÉFICE NET PAR ACTION ORDINAIRE ET ACTION SANS DROIT DE VOTE				
– De base	0,77 \$	0,83 \$	1,78 \$	1,73 \$
– Dilué	0,77 \$	0,83 \$	1,78 \$	1,72 \$
DIVIDENDES DÉCLARÉS PAR ACTION ORDINAIRE ET ACTION SANS DROIT DE VOTE	0,475 \$	0,45 \$	0,95 \$	0,90 \$
NOMBRE MOYEN PONDÉRÉ TOTAL D' ACTIONS ORDINAIRES ET D' ACTIONS SANS DROIT DE VOTE EN CIRCULATION				
– De base	318	321	318	322
– Dilué	318	322	318	324

TELUS Corporation

Bilans consolidés intermédiaires

(non vérifié)

(en millions)	Au 30 juin 2009	Au 31 décembre 2008 (données ajustées)
ACTIF		
Actif à court terme		
Encaisse et placements temporaires, montant net	26 \$	4 \$
Débiteurs	725	966
Impôts sur les bénéfices et autres impôts à recevoir	58	25
Stocks	200	333
Frais payés d'avance et autres	250	176
Actifs dérivés	—	10
	1 259	1 514
Immobilisations, montant net		
Immobilisations corporelles et autres	7 508	7 317
Actifs incorporels amortissables	1 304	1 317
Actifs incorporels à durée de vie indéfinie	3 849	3 849
	12 661	12 483
Autres actifs		
Autres actifs à long terme	1 527	1 418
Placements	43	42
Écart d'acquisition	3 564	3 564
	5 134	5 024
	19 054 \$	19 021 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer	1 324 \$	1 465 \$
Impôts sur les bénéfices et autres impôts à payer	15	163
Créditeurs et charges à payer à l'égard de la restructuration	81	51
Dividendes à payer	149	151
Facturation par anticipation et dépôts de clients	650	689
Tranche à court terme de la dette à long terme	52	4
Tranche à court terme des passifs dérivés	93	75
Tranche à court terme des impôts futurs	525	459
	2 889	3 057
Dette à long terme	6 085	6 348
Autres passifs à long terme	1 403	1 295
Impôts futurs	1 278	1 213
Capitaux propres (données ajustées)		
Actions ordinaires et actions sans droit de vote	7 378	7 085
Part des actionnaires sans contrôle	21	23
	7 399	7 108
	19 054 \$	19 021 \$

TELUS Corporation

États consolidés intermédiaires des flux de trésorerie

(non vérifié)

Périodes terminées les 30 juin (en millions)	Trimestre		Semestre	
	2009	2008	2009	2008
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION				
Bénéfice net (données ajustées)	244 \$	268 \$	566 \$	560 \$
Ajustements visant le rapprochement du bénéfice net et des rentrées liées aux activités d'exploitation :				
Amortissement	424	420	851	842
Impôts futurs	132	180	121	177
Rémunération à base d'actions	11	10	20	16
Montant net des charges des régimes à prestations déterminées des salariés	5	(25)	9	(50)
Cotisations patronales aux régimes à prestations déterminées des salariés	(51)	(24)	(104)	(51)
Coûts de restructuration, déduction faite des versements en espèces	31	(2)	30	(5)
Amortissement des gains reportés sur les opérations de cession-bail de bâtiments, amortissement des frais reportés et autres, montant net	3	(5)	23	(6)
Variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	53	(360)	(50)	(396)
Rentrées liées aux activités d'exploitation	852	462	1 466	1 087
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT				
Dépenses en immobilisations	(557)	(435)	(1 031)	(755)
Acquisitions	—	(4)	—	(691)
Produit de la cession de propriétés et d'autres actifs	—	3	—	3
Variation des matériaux et fournitures de longue durée, acquisition de placements et autres	5	(1)	1	6
Sorties liées aux activités d'investissement	(552)	(437)	(1 030)	(1 437)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT				
Émission d'actions ordinaires et d'actions sans droit de vote	—	—	1	—
Dividendes aux actionnaires	(151)	(289)	(302)	(289)
Achat d'actions ordinaires et d'actions sans droit de vote pour annulation	—	(77)	—	(199)
Émission de titres de créance à long terme	2 599	2 862	6 173	6 574
Remboursements par anticipation et à l'échéance sur la dette à long terme	(2 783)	(2 524)	(6 282)	(5 705)
Dividendes versés par une filiale à des actionnaires sans contrôle	(4)	—	(4)	(5)
Rentrées (sorties) liées aux activités de financement	(339)	(28)	(414)	376
SITUATION DE TRÉSORERIE				
Augmentation (diminution) de l'encaisse et des placements temporaires, montant net	(39)	(3)	22	26
Encaisse et placements temporaires, montant net au début	65	49	4	20
Encaisse et placements temporaires, montant net à la fin	26 \$	46 \$	26 \$	46 \$
INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE				
Intérêts (versés)	(184) \$	(176) \$	(233) \$	(221) \$
Intérêts reçus	35 \$	1 \$	35 \$	2 \$
Impôts sur les bénéfices (y compris les crédits d'impôt à l'investissement) (payés) reçus, montant net	(8) \$	(6) \$	(222) \$	(7) \$

TELUS Corporation

Information sectorielle

(non vérifié)

Trimestres terminés les 30 juin (en millions)	Services filaires		Services mobiles		Éliminations		Chiffres consolidés		
	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008	
Produits d'exploitation									
Produits externes	1 231 \$	1 257 \$	1 146 \$	1 142 \$	— \$	— \$	2 377 \$	2 399 \$	
Produits intersectoriels	31	32	7	7	(38)	(39)	—	—	
	1 262	1 289	1 153	1 149	(38)	(39)	2 377	2 399	
Charges d'exploitation									
Charges d'exploitation	833	852	656	664	(38)	(39)	1 451	1 477	
Coûts de restructuration	49	3	4	1	—	—	53	4	
	882	855	660	665	(38)	(39)	1 504	1 481	
BAIIA¹	380 \$	434 \$	493 \$	484 \$	— \$	— \$	873 \$	918 \$	
Dépenses en immobilisations totales	368 \$	321 \$	189 \$	114 \$	— \$	— \$	557 \$	435 \$	
BAIIA, moins les dépenses en immobilisations totales	12 \$	113 \$	304 \$	370 \$	— \$	— \$	316 \$	483 \$	
							873 \$	918 \$	
							Amortissement des immobilisations corporelles	330	343
							Amortissement des actifs incorporels	94	77
							Bénéfice d'exploitation	449	498
							Autres charges, montant net	11	2
							Coûts de financement	106	114
							Bénéfice avant impôts	332	382
							Impôts sur les bénéfices	88	114
							Bénéfice net (données ajustées)	244 \$	268 \$

Semestres terminés les 30 juin (en millions)	Services filaires		Services mobiles		Éliminations		Chiffres consolidés		
	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008	
Produits d'exploitation									
Produits externes	2 476 \$	2 507 \$	2 276 \$	2 242 \$	— \$	— \$	4 752 \$	4 749 \$	
Produits intersectoriels	64	63	14	14	(78)	(77)	—	—	
	2 540	2 570	2 290	2 256	(78)	(77)	4 752	4 749	
Charges d'exploitation									
Charges d'exploitation	1 667	1 680	1 303	1 268	(78)	(77)	2 892	2 871	
Coûts de restructuration	75	10	6	1	—	—	81	11	
	1 742	1 690	1 309	1 269	(78)	(77)	2 973	2 882	
BAIIA¹	798 \$	880 \$	981 \$	987 \$	— \$	— \$	1 779 \$	1 867 \$	
Dépenses en immobilisations totales	646 \$	576 \$	385 \$	179 \$	— \$	— \$	1 031 \$	755 \$	
BAIIA, moins les dépenses en immobilisations totales	152 \$	304 \$	596 \$	808 \$	— \$	— \$	748 \$	1 112 \$	
							1 779 \$	1 867 \$	
							Amortissement des immobilisations corporelles	664	689
							Amortissement des actifs incorporels	187	153
							Bénéfice d'exploitation	928	1 025
							Autres charges, montant net	16	19
							Coûts de financement	201	223
							Bénéfice avant impôts	711	783
							Impôts sur les bénéfices	145	223
							Bénéfice net (données ajustées)	566 \$	560 \$

1. Le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (le « BAIIA ») est une mesure qui n'a pas de signification normalisée prescrite par les PCGR et, par conséquent, il est peu probable qu'il soit comparable à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs; selon la définition de la société, le BAIIA correspond aux produits d'exploitation diminués des charges d'exploitation ainsi que des coûts de restructuration. La société a publié des indications au sujet du BAIIA et l'inclut dans l'information présentée parce qu'il constitue une mesure clé à laquelle la direction a recours pour évaluer la performance de ses secteurs d'exploitation et qu'il sert à déterminer si la société respecte certaines clauses restrictives de ses conventions d'emprunt.

**TELUS Corporation
AVIS DE DIVIDENDE EN ESPÈCES**

AVIS EST PAR LA PRÉSENTE DONNÉ que le conseil d'administration a annoncé un dividende trimestriel de quarante-sept cents et demi (0,475 \$) canadiens par action sur les actions ordinaires émises et en circulation de la société et un dividende de quarante-sept cents et demi (0,475 \$) canadiens par action sur les actions sans droit de vote émises et en circulation de la société, payables le 1^{er} octobre 2009 aux porteurs inscrits à la clôture des registres le 10 septembre 2009.

Par ordre du conseil

Audrey Ho
Première vice-présidente,
Avocate générale et secrétaire générale

Vancouver (Colombie-Britannique)
5 août 2009

Renseignements : Relations avec les investisseurs, 604-643-4113, ir@telus.com